

**BRÉSIL — UN ASSAUT CONTRE LA
DÉMOCRATIE FRANCE — RETRAITES,
LA MÉTHODE BORNE**

**NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE** Chez votre
marchand de journaux



**Courrier
international**

N° 1680 du 12 au 18 janvier 2023
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,30 €,
Andorre 5,50 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,50 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce
5,50 €, Italie 5,50 €, Japon 850 ¥,
Maroc 45 DH, Pays-Bas 5,70 €,
Portugal cont. 5,50 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 900 XPF, Tunisie 7,90 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

BREXIT LE TEMPS DES REGRETS

*Austérité, grogne sociale,
instabilité politique... Le Brexit
n'a pas tenu ses promesses.
Comment tourner la page ?
Les réponses de la presse
britannique.*



M 03183 - 1680 - F: 4,50 €



**Aujourd'hui,
on veut pouvoir
préparer son avenir,
sans être un expert
de la finance**

ASSURANCE VIE

Avec la Gestion Intégrale⁽¹⁾, Cachemire 2 Série 2 propose une nouvelle solution d'épargne clé en main, accessible à partir de 70 € avec des versements réguliers.

**Ce contrat présente
un risque de perte
en capital.**

labanquepostale.fr



Les montants investis sur des supports en unités de compte sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers, d'où un **risque de perte en capital**.

(1) Moyennant des frais forfaitaires annuels additionnels de 0,15% à 0,40% selon l'orientation de gestion choisie.

COMMUNICATION À CARACTÈRE PUBLICITAIRE

Conformément à la réglementation applicable à la distribution de produits d'assurance, La Banque Postale vous délivre un conseil qui consiste à vous proposer le(s) contrat(s) et le(s) support(s) d'investissement qui sont cohérents avec vos exigences et vos besoins. Ce conseil ne constitue pas une recommandation personnalisée.

CACHEMIRE 2 SÉRIE 2 est un contrat d'assurance de groupe sur la vie à adhésion facultative, libellé en euros et en unités de compte, souscrit par La Banque Postale auprès de CNP Assurances et de CNP Caution, entreprises régies par le code des assurances.

CNP Assurances - Siège social : 4 promenade Coeur de Ville - 92130 Issy-les-Moulineaux - www.cnp.fr - Société Anonyme au capital de 686 618 477 € entièrement libéré - 341 737 062 RCS Nanterre - Entreprise régie par le code des assurances.

CNP Caution - SA au capital de 258 734 553,36 € entièrement libéré. 4, promenade Coeur de Ville - 92130 Issy-les-Moulineaux - 383 024 098 RCS Nanterre. Entreprise régie par le code des assurances.

La Banque Postale - SA à Directoire et Conseil de Surveillance. Capital social : 6585350218 €. 115 rue de Sèvres 75275 Paris Cedex 06. RCS Paris n° 421 100 645. ORIAS n° 07 023 424. © Felipe Barbosa.



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Brexit : le temps des regrets

Ah, si l'on pouvait effacer le vote de 2016 et revenir dans l'Union européenne." Ce regret, c'est celui qu'expriment aujourd'hui une majorité de Britanniques. Selon un sondage réalisé par **The Independent**, ils seraient 65 % à vouloir se prononcer sur la réadhesion, et 54 % à estimer que "le Brexit était une mauvaise idée". "Une majorité pensent que l'économie, l'influence du Royaume-Uni sur la scène internationale et [sa] capacité à maîtriser [ses] frontières [...] se sont affaiblies depuis la sortie [de l'Union]", explique le titre en ligne. Il faut dire que la situation du pays n'est guère brillante, et ce n'est pas le triste spectacle offert depuis quelques mois qui va atténuer la morosité

ambiante. De très nombreux Britanniques ne parviennent plus à payer leurs factures, l'inflation dépasse les 10 %, les pénuries de main-d'œuvre se multiplient, le système de santé (le fameux NHS) est à bout de souffle... "Les banques alimentaires, presque inexistantes il y a dix ans, atteignent le point de rupture, et 14,5 millions de personnes vivent dans la pauvreté. L'hiver s'est bel et bien installé, et il est lugubre", écrit **The New York Times**. Conséquence : les grèves se succèdent depuis des semaines et, fait nouveau, souligne le quotidien américain, ces mouvements ont le soutien de l'opinion. Enseignants, ambulanciers, chauffeurs de bus, cheminots, postiers, chercheurs..., partout la colère monte, jusque chez les infirmières, en grève pour la première fois de leur histoire. Une mobilisation qui atteint des proportions jamais vues en dix ans. Comment en est-on arrivé là ? Depuis plusieurs semaines, les journaux britanniques

(et une bonne partie de l'opinion) ont trouvé le coupable idéal : le Brexit ! Que même ses plus fervents partisans regrettent aujourd'hui. C'est ce qu'a pu constater Martin Fletcher, envoyé spécial du très europhile **The New European** à Skegness. En 2016, cette station balnéaire située dans l'est de l'Angleterre avait voté à une très large majorité (75,6 %) pour la sortie de l'Union européenne. La ville était depuis surnommée "Brexitland-sur-Mer". Aujourd'hui, ses habitants ont perdu toute illusion, explique Martin Fletcher : "Ici, plus personne ne célèbre le Brexit. Je n'ai droit qu'à une litanie de lamentations sur l'échec du gouvernement." C'est ce reportage en particulier qui nous a convaincus de consacrer une nouvelle une au Brexit et à ses conséquences. En lisant le reportage du **New European**, on comprend mieux tout ce qui a motivé le vote de 2016 : la xénophobie notamment, mais aussi "la volonté de reprendre

le contrôle, de reconquérir une souveraineté, de simplifier les formalités administratives et de libérer le potentiel économique de la Grande-Bretagne". Et on voit bien tout ce qui ne s'est pas passé comme prévu depuis et qui pose problème aujourd'hui : les pénuries de main-d'œuvre qui affaiblissent le secteur du tourisme dont la ville de Skegness est largement tributaire, l'inflation (à cause des taxes à l'importation), les restrictions de déplacement... Faut-il pour autant accabler le Brexit et le rendre responsable de tous les maux actuels du Royaume-Uni ? Certainement pas, assure Larry Elliott dans **The Observer**. Il relativise : "Il n'y a pas eu d'apocalypse, même si le processus a été rendu plus difficile par la pandémie, la guerre et le bref passage de Liz Truss à la tête du gouvernement. Si on a en général exagéré les effets du Brexit, on a en général aussi minimisé ceux de la pandémie et des confinements qui l'ont accompagnée." Comment rebondir et tourner la page ?

En abandonnant le rêve d'un nouveau référendum, plaide **The New Statesman**. "Il n'aura pas lieu avant vingt ou trente ans dans le plus optimiste des scénarios, car aucun Premier ministre ne prendra le risque de rejouer une campagne électorale aussi divante." Pour l'hebdomadaire, "l'heure est venue de panser les plaies avec maturité". De laisser les rancœurs de côté, et de retisser progressivement des liens avec l'Union européenne. D'autant que dans la tempête que traverse aujourd'hui le Royaume-Uni, il y a des raisons de se réjouir, estime le **New York Times**. Partout dans le pays, des chaînes de solidarité s'organisent. "Abandonnés par la puissance publique, les Britanniques prennent les choses en main", et semblent prêts à se serrer les coudes, souligne le journal. Peut-être le début d'un nouvel élan.

En couverture :

Dessin de **Martin Sutovec**, Slovaquie. © **Cagle Cartoons**



Sommaire

BRÉSIL p.6

Un assaut contre la démocratie

Après les émeutes de Brasília, le quotidien conservateur **O Estado de São Paulo** dénonce le rôle joué par l'ancien président Jair Bolsonaro et le silence complice des forces armées.

FRANCE p.10

Retraites, la Borne formule

Face à une opinion publique toujours hostile, Emmanuel Macron envoie sa Première ministre au front pour mettre en œuvre sa réforme. Le site britannique **Reaction** applaudit.

ÉCONOMIE p.34

Le grand saut de puces de Phoenix

Le géant taïwanais des semi-conducteurs bâtit une usine de nanopuces dans le désert américain. Et c'est toute une ville qui profite de l'"effet TSMC".



OTTO, BERLIN

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- El Confidencial** (elconfidencial.com), Madrid, en ligne. **Connectas** (connectas.org), Amérique latine, en ligne. **The Continent** Johannesburg, hebdomadaire. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **O Estado de São Paulo** São Paulo, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **Hakai Magazine** (hakaimagazine.com), Victoria (Canada), en ligne. **Hopodarske Noviny** Prague, quotidien. **The Indian Express** Bombay, quotidien. **Jornal de Negócios** Lisbonne, quotidien. **Mandiner** (mandiner.hu), Budapest, en ligne. **El Mundo** Madrid, quotidien. **The New European** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Nikkei Asia** Tokyo, hebdomadaire. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **El País** Madrid, quotidien. **Politico** Bruxelles, hebdomadaire. **Reaction** (reaction.life), Londres, en ligne. **Rukhshana Media** (rukshana.com), Kaboul, en ligne. **De Standaard** Bruxelles, quotidien. **Yediot Aharonot** Rishon LeZion (Israël), quotidien. **Zeitoons** (zeitoons.com), Iran, en ligne. **1843** Londres, en ligne.



BACHCHAN KUMAR/HINDUSTAN TIMES/GETTY IMAGES



360°

p.40

Bombay, nid de flamants

Chaque hiver, une vague d'échassiers déferle sur les rives de la mégapole indienne, l'une des plus peuplées du monde. Le phénomène, récent, soulève de multiples questions sur les spécificités et l'évolution des écosystèmes urbains. Un reportage du **Hakai Magazine**.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. **Brésil.** Une attaque intolérable contre la démocratie

D'un continent à l'autre

10. **France.** Retraites, la Borne formule

12. **UE.** "Qatargate" : le scandale inévitable

14. **République tchèque/Slovaquie.** La Tchécoslovaquie vit encore dans les esprits

16. **Israël.** Sous la coupe des "gangs" extrémistes

18. **Afghanistan.** Interdire l'université aux femmes est anti-islamique

20. **Ouganda.** Un oléoduc vertement dénoncé

22. **États-Unis.** Speaker... mais otage d'une frange dure

À la une

26. **Royaume-Uni,** rien ne va plus

Transversales

34. **Économie.** Le grand saut de puces de Phoenix

36. **Environnement.** Lisbonne et Porto tentent de se jouer des crues

39. **Signaux.** La Key lime pie en quatre étapes

360°

40. **Écologie.** Bombay, nid de flamants

44. **Voyage.** Embarquez dans le petit train des Carpates

45. **Plein écran.** Les pêcheurs capitaux de Carla Simón

46. **Culture.** Le grand âge d'or des femmes artistes

47. **Histoire.** La destruction du quartier rouge de Téhéran



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. La carte de la désinformation

Moscou a annoncé avoir tué 600 soldats ukrainiens à Kramatorsk, en représailles à la frappe qui a tué au moins 89 soldats russes à Makiïvka (bien plus selon les Ukrainiens). Une affirmation démentie de toutes parts. Découvrez sur notre site les analyses de la presse étrangère sur cette guerre de l'information.

Brésil. Le choc après les émeutes

L'invasion des lieux de pouvoir à Brasília par les partisans de l'ex-président Jair Bolsonaro a effrayé nombre de Brésiliens. Et sans doute renforcé le président Lula. Retrouvez sur notre site les réactions de la presse brésilienne et internationale à cette tentative de coup d'État.

Vu du Royaume-Uni. Haro sur les hymnes nationaux !

Appel au meurtre, patriotisme morbide et machisme sont courants dans les hymnes nationaux. Le répertoire tout entier, souvent composé durant l'âge d'or des nationalismes, mériterait une réécriture, estime **The Economist**. Une traduction exclusive à retrouver à partir du 14 janvier sur notre site.

L'horoscope de Rob Breznsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Face à la crise climatique, les pistes de la presse étrangère pour s'adapter, s'engager et lutter contre le défaitisme ambiant.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80 €*~~

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80 €*~~

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, droit des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Janvier 2023. Commission paritaire n° 0727 C 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 17 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taiwan, 16 39), Christine Chauveau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechal (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Fèvre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascal Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivore (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloëil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditeur web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Emma Bougerol, Emmanuelle Bour, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Astrid Mouget, Florent Normand, Maéllys Sour, Isabelle Taudière, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 0157282000 Directrice générale Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmes, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale international Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kévin Jolivet, Louise Dugeat (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Henri-Claude

Directeur Commercial
d'une Maison de vins à Gigondas (84)

Un savoir-faire millénaire, qui se transmet chaque jour.



**DU CÔTÉ DE CEUX
QUI LISENT CULTURE
DANS VITICULTURE**



CÔTES DU RHÔNE
CULTIVONS LE RESPECT

worldEfeu - ©Richard Spang - Tous droits réservés - 10/2022

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

Brésil. Une intolérable attaque contre la démocratie

Au lendemain des émeutes qui ont eu lieu à Brasília, ce quotidien conservateur dénonce le rôle joué par l'ancien président Jair Bolsonaro et le silence complice des forces armées.

✓ Dessin de Ramsés,
Cuba.

les contestataires devant des casernes un peu partout dans le pays [le 9 janvier, la presse rapportait que le démantèlement de ces campements avait débuté]. C'est un silence qui a donné des ailes aux délires putschistes des bolsonaristes. Certains militaires sont allés jusqu'à qualifier les actions menées contre le résultat de urnes, donc contre la Constitution, de "manifestations démocratiques". Le ministre de la Défense lui-même, José Múcio Monteiro [du Parti des travailleurs de Lula], a affiché sa tolérance envers l'intolérable en tergiversant sur la gravité de ces campements.

Selfies choquants. Mais Bolsonaro et ces militaires qui déshonorent l'uniforme ne sont pas les seuls à avoir fait des insurgés les idiots utiles de projets liberticides. Le gouverneur du District fédéral (DF), Ibaneis Rocha [affilié au parti de droite MDB mais soutien affiché de Bolsonaro lors de la campagne électorale], devra répondre de l'impréparation des forces de police placées sous son commandement pour contrer cette attaque tramée de longue date. Sur la chaîne info GloboNews, des images choquantes ont montré des agents de la police militaire de la région capitale affairés à se prendre en selfie pendant qu'une horde de bolsonaristes pénétrait dans le Congrès. Devant la mollesse d'Ibaneis Rocha, le président Lula a décrété la reprise en main du maintien de l'ordre dans le DF par les forces fédérales, et il a bien fait.

Pour le bien de la démocratie brésilienne, les autorités constituées doivent riposter à cette insurrection comme il se doit. Quoi que fassent les autres institutions, la police fédérale doit identifier tous les responsables des violences perpétrées contre l'État et des actes de vandalisme contre les biens publics. Si l'assaut contre le Capitole il y a deux ans à Washington a été le modèle des putschistes brésiliens, la diligence des autorités des États-Unis dans l'enquête et les poursuites contre les responsables doit servir d'exemple aux autorités brésiliennes. Dans le combat pour la défense de la démocratie, contre ceux qui la menacent, il faut jeter tout le poids de la loi. —

Publié le 8 janvier

— O Estado de São Paulo São Paulo

Dimanche 8 janvier, une foule de factieux refusant la défaite de Jair Bolsonaro à la dernière présidentielle a envahi et saccagé les sièges des trois pouvoirs à Brasília et commis contre la démocratie brésilienne la pire attaque qu'elle ait connue depuis la fin de la dictature militaire, le tout avec une facilité terrifiante.

Une seule explication à cela : le laxisme dont ont fait preuve les "autorités" dans l'identification et la sanction des putschistes, dont les premières actions criminelles ont commencé dès la confirmation de la victoire du président Lula. Les agents de l'État ont eu maintes occasions de faire appliquer la loi et la Constitution du Brésil. Chacun d'eux devra répondre de prévarication [manquements à ses obligations] devant la justice.



ÉDITO

Une meute de bolsonaristes a ainsi réussi à prendre d'assaut le Congrès, le palais présidentiel du Planalto et la Cour suprême, et ce grâce à de très puissants alliés, à commencer par l'ancien président Bolsonaro. Le Brésil n'aurait pas assisté, sidéré, à ces scènes de violence en pleine capitale fédérale si les émeutiers n'avaient pas bénéficié d'appuis à la fois politiques, matériels et financiers.

Réfugié en Floride, incapable de se conformer au principe le plus élémentaire de la démocratie (le transfert pacifique du pouvoir), Bolsonaro n'a pas prononcé un seul mot que ses affidés extrémistes auraient pu interpréter comme un ordre de démobilisation et une injonction au respect de la Constitution et de la volonté populaire. Bien au contraire : depuis sa défaite, l'ex-président a usé et abusé de déclarations ambiguës et d'insinuations pour exciter

sa meute de chemises brunes et la pousser vers une escalade de la violence qui a culminé dans cette tentative de coup d'État.

Il est désormais clair que les affrontements provoqués par des bolsonaristes lors de la certification des résultats de l'élection par la Cour suprême [le 12 décembre] n'étaient qu'une répétition générale. L'objectif véritable des insurgés était manifestement de créer un désordre tel que l'armée se voie contrainte d'intervenir, de rendre la présidence à Bolsonaro et d'arrêter le président Lula da Silva. Rien moins que ça. Qu'il existe dans ce pays des cinglés capables d'ourdir pareil complot est, en soi, très grave. Mais le pire est que ces gens-là puissent compter sur le soutien, public ou tacite, d'autorités officielles et de responsables politiques.

Les forces armées, pas plus que Bolsonaro, n'ont à aucun moment donné l'ordre de démanteler les campements installés par

SOURCE



O ESTADO DE SÃO PAULO

São Paulo, Brésil

Quotidien, 269 000 ex.

estadao.com.br

Fondé en 1891, le plus traditionnel des quatre grands quotidiens brésiliens a souffert dans le passé de son opposition aux régimes dictatoriaux. Conservateur et austère, il reste un journal de référence.

Une mobilisation sur les réseaux sociaux

Les partisans de l'ex-président ont organisé leur déplacement à Brasília sur les messageries en ligne. Malgré les alertes des services de renseignement.

Plusieurs jours avant de lancer leur assaut contre le Congrès, le palais présidentiel et la Cour suprême, dimanche 8 janvier à Brasília, les supporters les plus radicaux de Jair Bolsonaro ont utilisé les réseaux sociaux pour se mobiliser et s'organiser. Selon **O Estado de São Paulo**, l'invasion des institutions politiques brésiliennes "était préparée par les fidèles extrémistes" de l'ex-président d'extrême droite "depuis le 3 janvier, lorsqu'ils ont commencé à intensément diffuser des messages" sur des applications de messagerie en ligne comme Telegram, Signal et WhatsApp. Leur objectif ? "Faire venir les manifestants de tout le pays" jusqu'à la capitale, "tous frais payés".

Une centaine de bus ont ainsi été affrétés gratuitement, financés par des entrepreneurs brésiliens, a déclaré le 9 janvier le nouveau ministre de la Justice, Flávio Dino. La plupart d'entre eux sont partis des campements de partisans de Jair Bolsonaro installés devant plusieurs casernes militaires du pays depuis sa défaite à la présidentielle, en octobre.

Relâchement ou connivence. Dans "l'un des principaux groupes de manifestants sur Telegram, un message publié jeudi [5 janvier] parlait d'une 'opération' dans trois 'tranchées'", rapporte le quotidien. En plus de l'invasion des lieux de pouvoir, le blocage des routes et des raffineries et l'occupation des quartiers généraux de l'armée étaient aussi prévus. "Le plan était de provoquer le chaos pour entraîner une intervention militaire et le renversement du président Luiz Inácio Lula da Silva, élu démocratiquement."

Les extrémistes appelaient également à "la mobilisation d'ex-policiers, de militaires et de personnes autorisées à porter une arme", afin de pouvoir "affronter les forces de sécurité si cela était nécessaire", poursuit le titre.

Interrogé par le site **BBC Brasil**, un ancien secrétaire de la sécurité du district fédéral de Brasília déclare : "Cette manifestation était prévue et était de notoriété publique. On savait depuis longtemps qu'il

À la une

"ILS NE PASSERONT PAS!" tonne le quotidien de Bahia **A Tarde** en référence au "¡No pasarán!" clamé par les partisans de la Seconde République espagnole (1936-1939).



"DU JAMAIS-VU DANS NOTRE HISTOIRE", titre le **Correio da Bahia** qui, pour l'occasion, a pris le parti de retourner sa une pour publier en format horizontal une avenue de Brasília envahie par les supporters de Bolsonaro.

"LA DÉMOCRATIE RIPOSTE" titre le **Correio do Povo**, qui se veut optimiste. Le journal de Porto Alegre met en avant une photo du président Lula entouré des représentants des principales institutions du pays.



pouvait y avoir de la casse. Clairement, l'effectif [policiers] mis en place n'était pas suffisant compte tenu de l'ampleur de la mobilisation."

"Le laxisme et la connivence de la police militaire du district fédéral sont plus que prouvés", observe pour sa part **Folha de São Paulo**. Responsable de cette force policière, le gouverneur local, Ibaneis Rocha, un allié de Jair Bolsonaro, a été suspendu de ses fonctions pour trois mois par un juge de la Cour suprême. Dans la foulée, Lula a décrété une intervention fédérale, plaçant les forces de l'ordre de la capitale sous l'autorité de son gouvernement.

Le quotidien s'interroge également sur le "black-out du côté du gouvernement Lula", alors que le service de renseignement brésilien (Abin) avait alerté le ministère de la Défense et plusieurs organes du gouvernement fédéral sur "le risque imminent d'attaques contre des bâtiments publics".

À la suite de ces alertes, "il aurait été possible de mettre en place une réponse plus efficace", estime le titre. Or la principale

mesure prise par le gouvernement avant le 8 janvier a été de mobiliser 150 membres de la Force nationale, qui réunit des policiers de plusieurs États, "bien moins que ce qui était nécessaire". Quant aux soldats du commandement militaire du palais présidentiel, installés au sous-sol du bâtiment, ils n'ont agi qu'après le début de l'invasion.

Pour expliquer ces failles, le journal avance l'hypothèse d'un "relâchement du gouvernement de Lula après une investiture sans incident", le 1^{er} janvier, mais aussi celle d'une certaine sympathie des responsables fédéraux de la sécurité envers les manifestants bolsonaristes.

— **Courrier international**

Ce que risquent les émeutiers et Jair Bolsonaro

Près de 1 200 émeutiers présumés ont été arrêtés, mais la presse brésilienne, prudente, attend l'enquête.

Comment identifier les émeutiers ? Qui a financé l'assaut lancé contre les lieux du pouvoir fédéral à Brasília ? Y a-t-il eu une connivence d'une partie des forces de l'ordre avec les putschistes ? Tels sont les trois axes de l'enquête que doivent mener les autorités fédérales après les événements du 8 janvier, observe **BBC Brasil**.

Alors qu'environ 1 200 personnes avaient été arrêtées, lundi 9 janvier, la rédaction lusophone du média britannique souligne qu'une des priorités des autorités est notamment de mettre au jour le réseau de financement qui a permis de transporter des milliers de personnes à Brasília. Selon le site du groupe **Globo G1**, les autorités fédérales, qui ont identifié une centaine d'entreprises "suspectées d'avoir financé la manifestation putschiste" du 8 janvier, devaient demander le blocage de leurs actifs mardi 10 janvier. L'objectif étant notamment d'utiliser ces fonds pour "couvrir les dégâts causés" par les émeutiers.

Cité par le quotidien de Curitiba **Gazeta do Povo**, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Flávio Dino, a indiqué que, dans un premier temps, deux types de

détention étaient envisagés pour les émeutiers. Certaines, destinées à "approfondir l'enquête", seront limitées à cinq jours. Mais des détentions préventives seront également prononcées pour "garantir l'ordre public". Flávio Dino a également déclaré que des enquêtes administratives seraient menées pour évaluer une éventuelle défaillance de la police militaire et des autres forces auxiliaires de la sécurité publique.

D'après le quotidien **Folha de S. Paulo**, parmi les chefs d'accusation qui peuvent être retenus contre les émeutiers figure celui de "délit d'insurrection", inscrit dans le Code pénal brésilien depuis 2021 et qui est passible de quatre à huit ans de prison. Des peines plus importantes pourraient être prononcées si certains accusés sont reconnus coupables d'autres crimes.

Quant à Jair Bolsonaro, si, pour **O Globo**, les émeutes du 8 janvier ont fait grandir dans son entourage la crainte de le voir passer par la case prison dans les prochains mois, **Folha de S. Paulo** est plus prudent. Alors que Donald Trump avait encouragé la réaction de ses partisans lors de l'invasion du Capitole le 6 janvier 2021, l'ancien président brésilien a plutôt envoyé des "signaux équivoques", affirme le quotidien de Rio : "Une attitude certes condamnable, mais du point de vue pénal, il semble que Bolsonaro ne pourra être poursuivi que si son implication directe est prouvée."

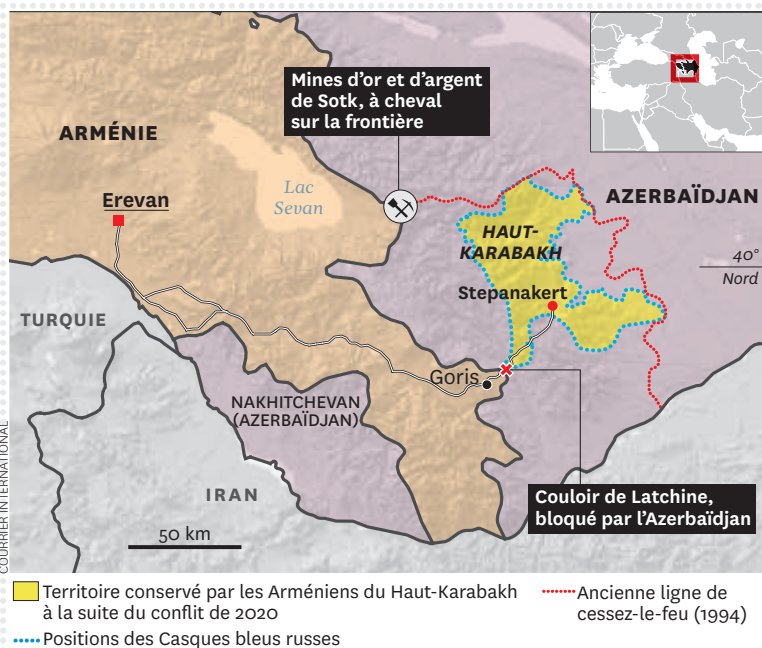
Certains élus américains ont demandé l'"extradition" de l'ex-chef d'État, qui s'est installé depuis décembre en Floride. Pour **DW Brasil**, les chances qu'une telle expulsion ait lieu existent, mais le processus "peut être long" et serait là aussi facilité si la responsabilité de Jair Bolsonaro dans l'organisation des émeutes était prouvée.

— **Courrier international**

LA CARTE DE LA SEMAINE



Un blocus sans fin



Apprenti tueur à 6 ans



ÉTATS-UNIS — "Un élève de CP tire sur son institutrice", écrit le **Daily Press** en une de son édition du 7 janvier. La veille, dans l'école Richnek, à Newport News, en Virginie, l'enfant de 6 ans a ouvert le feu sur son enseignante à la suite, semble-t-il, d'une "altercation". L'institutrice, âgée de 25 ans, a été touchée au ventre. Peu d'informations ont filtré sur le garçon, rapporte le journal de Newport News, "hormis qu'il a été placé en détention". Mais rien sur la façon dont il a pu se procurer son arme. Il est probable que son dossier soit remis aux services sociaux, qui décideront à qui le confier. Ce drame survient au moment où une plus grande attention est portée aux violences par arme à feu dans les écoles primaires. Surtout après la fusillade d'Uvalde, au Texas, l'an dernier, au cours de laquelle dix-neuf élèves et deux enseignants ont été tués.

Affaires de famille

ROYAUME-UNI — Au fil des 416 pages de son autobiographie *Spare* (Le Suppléant, éditions Fayard), parue le 10 janvier, Harry, le fils cadet du roi Charles III "n'épargne personne", constate **The Times**. Ni son père, accusé d'avoir plaisanté à propos de son statut de "cinquième roue du carrosse". Ni son frère, héritier du trône, qualifié d'"ennemi juré". Dans un passage "choquant", estime le **Daily Mirror**, le prince Harry soutient par exemple avoir été "empoigné et jeté au sol par son frangin" lors d'une altercation survenue en 2019. "Personne ne ressort indemne de ce stupéfiant lavage de linge sale en public", insiste le tabloïd de gauche. Pour le quotidien **i**, "jamais un membre de la famille royale n'a attaqué ses proches aussi ouvertement". La monarchie plonge ainsi dans "sa pire crise depuis des décennies".

Libres!

CÔTE D'IVOIRE — "Enfin libres! Après 181 jours de détention au Mali voisin, les 46 derniers soldats ivoiriens ont atterri samedi

[7 janvier] peu avant minuit à l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan", raconte **Le Pays**. Arrivés en juillet à Bamako, ils avaient été accusés de "mercenariat" par les autorités maliennes alors qu'Abidjan martelait qu'ils étaient venus participer à la Mission de la paix de l'ONU au Mali (Minusma). La grâce accordée par le président Goïta le 6 janvier - deux semaines après leur condamnation à vingt ans de prison - met fin à six mois de crise.

Six cents morts, vraiment?

GUERRE EN UKRAÏNE — Des frappes russes ont bien eu lieu dans la nuit du 8 janvier à Kramatorsk, dans la région de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, contre des bâtiments pouvant abriter des personnels et du matériel de l'armée ukrainienne : sur ce point Moscou et Kiev sont, pour une fois, bien d'accord, constate le site en russe de la **BBC**. En revanche,

1156

C'EST LE NOMBRE DE VOLS QUE L'AÉROPORT D'ISTANBUL a enregistré en moyenne chaque jour en 2022, selon les données de l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol). Ce qui en fait l'aéroport le plus fréquenté d'Europe, juste devant ceux de Schiphol, à Amsterdam, et Charles-de-Gaulle, à Paris, rapporte le quotidien économique **Dünya**. Entré en service en 2019, ce nouvel aéroport peut accueillir jusqu'à 90 millions de passagers par an. Des travaux d'agrandissement en cours et devant se poursuivre jusqu'en 2028 porteront sa capacité d'accueil à 200 millions de passagers, en faisant le plus grand du monde.

selon le ministère de la Défense russe, ces frappes, présentées comme une "opération de représailles" en réponse au bombardement ukrainien contre Makiïvka il y a une semaine, auraient fait 600 morts dans les rangs ukrainiens. Une information que les Ukrainiens - et de nombreuses sources indépendantes - démentent vigoureusement.

Plan astronomique



DUBAÏ — "Une vision à 32 000 milliards de dirhams", titre le **Khaleej Times** le 5 janvier en annonçant que "l'économie de Dubaï va doubler en taille" à l'horizon de 2033. Portant sur l'équivalent d'un peu plus de 8 000 milliards d'euros, ce nouveau programme a été annoncé par l'émir de Dubaï - un des sept émirats des Émirats arabes unis. "Mohammed ben Rached promet de faire de Dubaï la meilleure ville du monde pour vivre et travailler", résume le quotidien dubaïote, sans préciser d'où viendra l'argent pour financer ces "cent projets qui vont transformer la capitale".

Au chevet d'un pays anéanti

PAKISTAN — Réunis à Genève le 9 janvier, les bailleurs de fonds internationaux ont promis plus de 9 milliards de dollars d'aide au Pakistan, qui, six mois après des inondations monstres, peine toujours à se relever. **Le Temps** égrène les chiffres, qui "suffisent à comprendre l'ampleur du désastre": "Plus de 33 millions de personnes touchées, 8 millions de déplacés et 1 700 morts. Quelque 2 millions d'habitants, 8300 kilomètres de routes, 3100 kilomètres de chemins de fer et 439 ponts endommagés ou détruits. Un million de têtes de bétail anéanties, 26 000 écoles abîmées ou détruites, 3,5 millions d'étudiants affectés et 9,1 millions de citoyens supplémentaires qui devraient plonger dans la pauvreté." Les autorités pakistanaïses estiment à 16,3 milliards de dollars le montant nécessaire à la reconstruction du pays.

Hier, l'école A consommait plus d'électricité que l'école B. Aujourd'hui, vous le savez et vous agissez.

Avec Linky, Enedis propose aux collectivités un portail gratuit pour mesurer, suivre la consommation énergétique de leur territoire et, ainsi, mieux la maîtriser. Avec cet outil, Enedis a la capacité de mesurer la consommation de près de 45 000 écoles* en France.

**Bienvenue dans
la nouvelle France électrique**



d'un
continent
à l'autre.

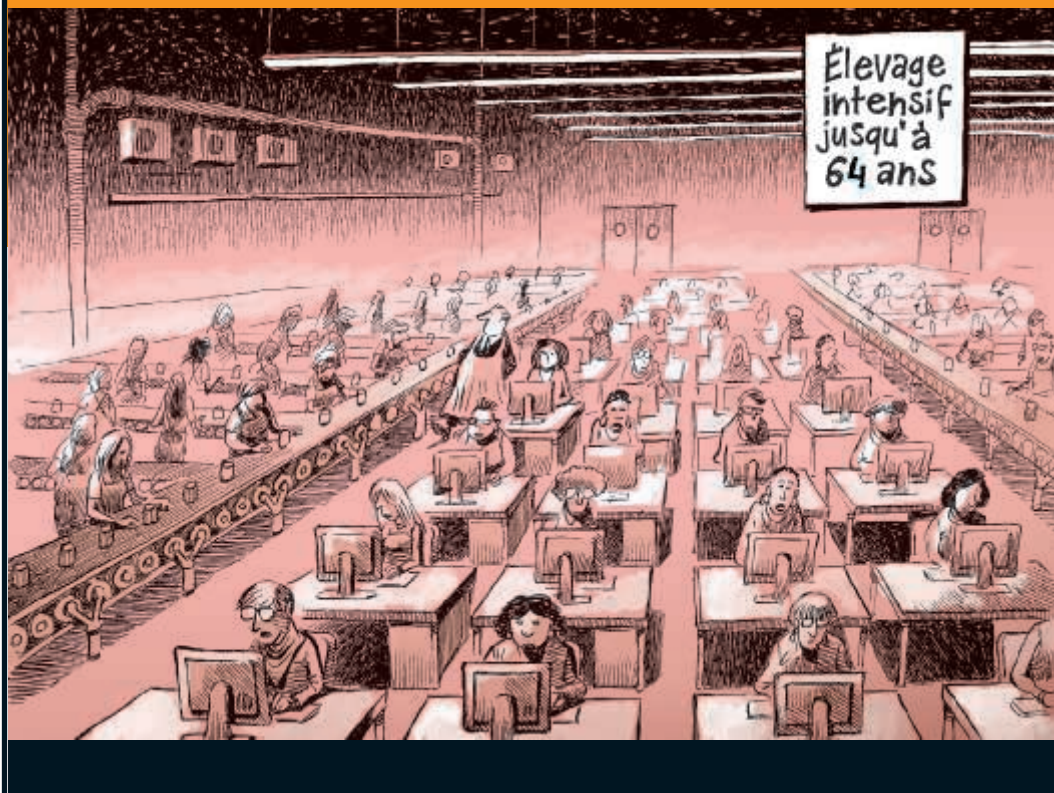
france

Europe	12
Moyen-Orient...	16
Asie	18
Afrique	20
Amériques.....	22



Retraites. La Borne formule

Pour mettre enfin en œuvre sa réforme des retraites face à une opinion publique toujours hostile, Emmanuel Macron envoie sa Première ministre au front. Une bonne idée, estime ce journaliste britannique.



—Reaction Londres

Les Français veulent le beurre et l'argent du beurre. D'après un sondage publié [le 2 janvier], 53 % d'entre eux estiment que la réforme des retraites portée par Emmanuel Macron doit figurer parmi les priorités du gouvernement, mais 40 % souhaiteraient

aussi abaisser l'âge légal de départ, et 25 % conserver le seuil actuel de 62 ans. En réalité, moins d'un tiers des personnes interrogées se disent favorables à un recul.

Les Français sont fidèles à eux-mêmes. L'incohérence est aujourd'hui la seule constante du paysage politique hexagonal. La réforme du système de retraite figurait en effet au programme

d'Emmanuel Macron lors de sa première élection présidentielle, en 2017 – qu'il a remportée avec une large avance. Pourtant, lorsqu'il a voulu instaurer les lois nécessaires à sa mise en œuvre, les Français sont descendus dans la rue. Tout a commencé par le mouvement des "gilets jaunes", essentiellement composé de la classe ouvrière de province, dont

✎ Dessin de Chappatte paru dans *Le Temps*, Genève.

L'opposition initiale à la hausse des prix du carburant a rapidement évolué pour inclure la revendication d'un nouveau droit humain : une retraite de bonne heure, parfois dès 52 ans.

Les syndicats et les anarchistes ont alors rejoint la lutte, soutenus par l'extrême droite et l'extrême gauche. Paris s'est transformé en champ de bataille, et Emmanuel Macron a dû rétro-pédaler précipitamment.

Cinq ans et une nouvelle victoire électorale – conquise de haute lutte, cette fois – plus tard, le président retente sa chance. Mais bien conscient d'avoir perdu sa majorité au Parlement, il a préféré confier le gros du travail à Elisabeth Borne, sa Première ministre. Et c'est sans doute la meilleure décision qu'il ait prise depuis son arrivée à l'Élysée.

À 61 ans, Elisabeth Borne a su gagner l'estime d'une bonne partie de la classe politique. C'est une

Élisabeth Borne s'est forgé une réputation de bosseuse, qui gère ses dossiers sans faire de bruit.

politicienne pure et dure, qui a passé sa vie à arpenter les couloirs du pouvoir, d'abord en tant que *fonctionnaire** (jusqu'à devenir préfète de la Vienne et de Poitou-Charentes), puis à la tête de la RATP. Ayant retenu l'attention de divers ministres socialistes, elle s'est imposée comme une conseillère indispensable au sein de plusieurs gouvernements, et est finalement apparue sur le radar d'Emmanuel Macron au moment où celui-ci amorçait son grand chambardement de l'ordre établi.

Durant le premier mandat du président, elle a occupé successivement les postes de ministre des Transports, de la Transition écologique et solidaire, puis du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, où elle s'est forgé une réputation de bosseuse, qui gère ses dossiers sans faire de bruit.

Pendant ce temps-là, Emmanuel Macron collaborait avec deux Premiers ministres : Édouard Philippe et Jean Castex. Le premier, compétent mais relativement ennuyeux, avait le tort de nourrir des ambitions personnelles. Le second, fin négociateur, a été choisi pour mettre en

œuvre la politique de lutte contre le Covid-19 – ce qu'il a fait.

Mais lorsque arrive leur second mandat, les présidents français commencent à déléguer davantage et, soucieux de ce qu'ils laisseront à la postérité, élargissent leur cercle de prospection et s'ouvrent à de nouveaux horizons. Emmanuel Macron voulait une personnalité ayant l'expérience nécessaire, sur laquelle il pourrait compter pour faire le sale boulot sans lui faire de l'ombre. Son choix s'est finalement porté sur Elisabeth Borne, dont la devise pourrait être la suivante : bien faire les choses et faire les choses bien.

Sept mois après sa nomination, et alors que s'annoncent les douze mois les plus mouvementés du mandat présidentiel, c'est la Première ministre qui part au front. Cette fille d'un père juif d'origine polonaise et d'une mère française passe souvent pour une figure grave ou austère – voire les deux –, qui n'est pas sans rappeler Margaret Thatcher. Consciencieuse, elle lit chaque dossier qui atterrit sur son bureau et attend de ses ministres – dont plusieurs se considèrent comme son égal – qu'ils maîtrisent leurs sujets sur le bout des doigts.

Car si le Conseil des ministres est généralement présidé par Emmanuel Macron, entre deux sessions c'est elle qui tient les rênes du gouvernement, rappelant à chacun qu'en politique il ne s'agit pas de faire le show mais d'obtenir des résultats.

Solution négociée. [Les 3 et 4 janvier], elle a reçu à tour de rôle les partenaires sociaux – les représentants des syndicats et du patronat – pour discuter de la réforme des retraites. Si l'on imagine volontiers les négociateurs assis en rang d'oignons, attendant d'être convoqués dans le bureau de la directrice, en réalité Elisabeth Borne cherche une solution susceptible de convenir à tous les partis.

Elle a l'avantage de diriger un gouvernement sous l'impulsion duquel le chômage a diminué et l'inflation s'est maintenue à 6 %, malgré la guerre en Ukraine et la crise énergétique. Les propos alarmistes sur l'état du parc nucléaire français – certains annonçaient une panne imminente de l'ensemble des 56 réacteurs – ne se



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Vu de Belgique.

Les difficiles chantiers du président français

Neuf mois après avoir remporté un deuxième mandat, Macron connaît un début d'année difficile. Privé de majorité absolue à l'Assemblée, celui qui prétendait en 2017 "révolutionner" la France n'a pas abdiqué son envie de transformation. Mais il lui faudra mener les réformes au forceps s'il ne veut pas vivre dès à présent le crépuscule de son pouvoir. Ça va souffler, prévient le quotidien belge **Le Soir**.

sont pas vérifiés, et la croissance, bien que minime, reste à la hausse. Combien de ses homologues européens peuvent en dire autant ?

Sur la réforme des retraites, les discussions se poursuivent, a-t-elle affirmé, au beau milieu de ses concertations avec les partenaires sociaux. "Ces concertations sont utiles, [...] à chaque fois nous écoutons les questions, les observations, les remarques. [...] Nous n'irons pas au-delà des quarante-trois années de cotisation qui sont prévues [dans le système existant] pour avoir une retraite à taux plein. Quand j'entends des gens dire qu'ils devront travailler quarante-sept ou quarante-huit ans, c'est faux."

Un discours offensif, et néanmoins empreint de réalisme. Malheureusement pour Elisabeth Borne, les opposants à la réforme - essentiellement les syndicats et la gauche - ne montrent pour l'instant aucune volonté de compromis. Aucun des 26 syndicats français n'a approuvé les modifications envisagées. Encouragés par Jean-Luc Mélenchon, le Jeremy

Corbyn français, ils seraient plutôt favorables à un abaissement de l'âge de la retraite à taux plein, de 62 à 60 ans. Et puisque la plupart des Français, désireux de gagner sur tous les fronts, estiment que la réforme, bien que nécessaire, peut attendre, difficile d'entrevoir une issue au blocage.

Aveuglés par plusieurs décennies de protection sociale généreuse, ils sont en fait persuadés que la vocation première de l'État est d'assumer l'entière responsabilité de leur bonne santé et de leur bien-être, en particulier au-delà d'un certain âge, qui ne vient visiblement jamais assez tôt. Ils s'attendent à être dorlotés, et l'idée même que l'État puisse faire faillite leur paraît complètement absurde.

Pour de nombreux Français, la réforme des retraites n'est donc pas un impératif budgétaire, mais une tentative de les mettre à la merci du patronat,

Macron voulait une personnalité sur laquelle il pourrait compter pour faire le sale boulot.

après des années de tensions économiques et sociales.

Au début de son mandat, Emmanuel Macron s'imaginait en pourfendeur de cet état d'esprit. Cet ancien banquier, habitué à garder un œil sur l'état des finances, espérait produire un argumentaire si convaincant que même la gauche ne pourrait s'y opposer. Mais il se retrouve aujourd'hui relégué aux marges du débat, avec pour seuls outils la rhétorique et les leçons de morale, pendant qu'Élisabeth Borne continue à chercher tant bien que mal une réforme susceptible de faire l'unanimité.

Les 65 ans seront-ils abaissés à 63 ? Les Français devront-ils renoncer à la semaine de 35 heures, et travailler 38 voire 40 heures pour décrocher une

retraite à taux plein ? Emmanuel Macron tentera-t-il d'imposer un texte jusqu'au-boutiste pour asseoir son autorité ? Il aura alors besoin de ses alliés centristes et d'une bonne partie de la soixantaine de députés Les Républicains pour obtenir la majorité à l'Assemblée.

Ambassadrice avisée. Le cas échéant, l'opposition s'annonce musclée de la part de l'extrême droite, de l'extrême gauche et des syndicats, mais aussi de tous ceux qui se considèrent comme les dignes héritiers des *sans-culottes**. Il faudra s'attendre à une mobilisation massive, avec son flot de gaz lacrymogène et de boucliers antiémeute. D'ici là, Élisabeth Borne exposera sans doute à Emmanuel Macron, dans un de leurs déjeuners hebdomadaires, les risques d'une stratégie du tout pour le tout. Une vague de révolte ferait à coup sûr voler en éclats le Parlement, et Emmanuel Macron n'aurait d'autre choix que de convoquer un nouveau scrutin, dont l'issue pourrait bien lui être défavorable.

Plus que jamais, le président français a besoin d'une ambassadrice sage et réaliste, et il peut compter sur Élisabeth Borne. Mais qui s'exprimera au nom des Français ?

—Walter Ellis
Publié le 5 janvier

* En français dans le texte.

SOURCE



REACTION

Londres, Royaume-Uni

reaction.life

Fondé en 2016 par Iain Martin, ancien rédacteur en chef du quotidien écossais *The Scotsman*, *Reaction* se décrit comme "un site proposant des articles d'opinion et d'analyse sur la politique, l'économie et la culture", d'orientation centre droit.



Vu des États-Unis

Davantage d'égalité face aux boomeurs

● Selon Bloomberg, aux États-Unis il n'y a plus le choix : "Il est temps que les Français travaillent plus longtemps et partent à la retraite plus tard." L'évolution démographique de la France - 2,1 actifs par retraité à la fin du xx^e siècle, 1,7 en 2020, 1,2 en 2070 - rend la réforme inéluctable. Au-delà des considérations budgétaires, il s'agit aussi d'introduire plus d'égalité dans le système et d'en finir avec des privilèges générationnels. "L'Europe ne peut plus se permettre la belle vie qu'ont eu les baby-boomeurs, estime le site financier. Si on ne change pas le système, les gagnants seront ces baby-boomeurs qui quittent ou sont sur le point de quitter le marché du travail, et les perdants les travailleurs qui paient des cotisations élevées du monde."



Vu d'Espagne

Attention, mobilisation !

● À Madrid, *El País* s'intéresse au contexte social et politique en France. Le quotidien de centre gauche parle d'une "réforme polémique, qui risque de déclencher une vague

de manifestations au sein du pays". Le texte pourrait être rejeté par tous les syndicats. "C'est la première fois que tous les syndicats sont prêts à défilier tous ensemble contre un projet depuis 2010, date à laquelle la réforme d'Eric Woerth, alors ministre du Travail, avait repoussé l'âge de la retraite de 60 à 62 ans."



Vu d'Allemagne

Un modèle, pour le meilleur et pour le pire

● Que ce soit comme "modèle à suivre ou exemple à éviter", l'Allemagne est citée comme une référence dans le débat français autour des retraites, constate à Hambourg *Die Zeit*. L'une des questions pressantes concernant le pays qui a décidé, en 2007, de retarder l'âge de départ progressivement à 67 ans est celle-ci : "En partant à 67 ans, les travailleurs du pays voisin sont-ils plus pauvres et se retrouvent-ils privés d'une retraite bien méritée ?" Force est de constater que les données analysées par Eurostat en 2021 montrent que les retraités en France sont parmi les mieux lotis de toute l'Europe. Certes, la pauvreté menace 10 % d'entre eux. Mais en Allemagne ce risque est deux fois plus élevé, situant ainsi ce pays au-dessus de la moyenne européenne.

SIX PIEDS SUR TERRE D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



europe

Union européenne.

“Qatargate” : le scandale inévitable

Début décembre, une vaste affaire de corruption secoue le Parlement européen, aujourd'hui dans la tourmente. Pour Politico, ce n'est guère une surprise, tant les règles sont permissives dans l'hémicycle, et les eurodéputés trop souvent réticents à un renforcement de la transparence.



—Politico Bruxelles

C'est l'histoire d'un scandale que tout le monde avait vu venir. Soupçonnée de corruption et de blanchiment d'argent, la vice-présidente du Parlement européen, Eva Kaili, a été placée en détention au mois de décembre, plongeant dans l'embarras la seule institution de l'Union élue au suffrage direct. Une institution qui doit désormais composer avec des perquisitions dans ses bureaux, et des récits de valises remplies de billets.

Mais s'il était évidemment difficile d'anticiper les détails de cette affaire, cela fait néanmoins des

années que les militants pour la transparence mettent en garde contre les règles trop permissives du Parlement. Et leur application encore plus laxiste.

Car si “le Parlement européen est attaqué”, comme l'a clamé sa présidente, Roberta Metsola, le 12 décembre, c'est au moins en partie à cause de la résistance farouche qu'ont rencontrée toutes les tentatives de réglementation passées.

En effet, à maintes reprises, les députés se sont élevés contre les propositions de mesures visant à renforcer la transparence de leur travail. Ils ont balayé d'un revers de la main les reproches

sur leur manque de respect des règles déjà en vigueur – tout en profitant de privilèges à faire pâlir d'envie les membres de la famille Borghèse.

Les députés européens touchent environ brut 9 400 euros par mois, et sont autorisés à exercer une seconde activité (voire une troisième, une quatrième, et ainsi de suite). Plus d'un quart des élus ne s'en privent d'ailleurs pas, d'après une enquête publiée en 2021 par l'ONG Transparency International EU. À l'image de l'Italien Sandro Gozi, qui, cette année-là, déclarait pas moins de 20 occupations “annexes”.

Cette possibilité de porter plusieurs casquettes ouvre la porte à toutes sortes de conflits d'intérêts, insiste Transparency International, qui cite le cas de la socialiste finlandaise Miapetra Kumpula-Natri. “Elle assume des fonctions rémunérées dans les conseils d'administration de deux entreprises finlandaises du secteur de l'énergie, alors qu'elle siège à la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement européen.”

À quoi bon ? En complément de leur salaire, les députés bénéficient également d'un remboursement de leur frais de déplacement à hauteur de 4 700 euros par an, et une “indemnité de frais généraux” qui s'élève à près de 4 800 euros par mois.

Cette dernière est censée couvrir, entre autres, les frais de location de bureaux, d'abonnement Internet et d'organisation de conférences – mais personne ne sait si elle sert vraiment à cela.

Au mois d'octobre, les pontes du Parlement ont d'ailleurs levé l'obligation de fournir des factures pour justifier l'utilisation de cette indemnité, en invoquant l'argument de la franchise : à quoi bon conserver cette règle puisqu'il n'y avait de toute façon aucun contrôle, ou presque ?

Quant aux rencontres avec les lobbyistes extérieurs au Parlement, les eurodéputés ont tout simplement ignoré les appels à les rendre tous publics. Seuls les présidents de commission et les rapporteurs y sont obligés – mais tous ne le font pas de manière systématique.

“C'est tout le système qui ne fonctionne pas”, déplore Vitor Teixeira, spécialiste de l'intégrité des institutions européennes chez Transparency International, et c'est particulièrement vrai, précise-t-il, lorsqu'il s'agit d'arrêter et de sanctionner ceux qui transgressent les règles.

Même constat quant aux activités annexes des députés : si Miapetra Kumpula-Natri n'a pas caché ses fonctions au sein du secteur de l'énergie, la plupart des déclarations “ne veulent rien dire”, regrette Transparency International – certains députés se contentent d'indiquer “activité

économique”, “free-lance” ou “propriétaire d'un cabinet de conseil” en guise d'intitulé de poste.

En 2019, le Polonais Radoslaw Sikorski avait déclaré toucher 40 000 euros par mois pour ses activités entrepreneuriales et de conseil. Il est depuis revenu sur ces chiffres et a publié en 2021 une déclaration corrigée, dans laquelle il fait état de 5 000 à 10 000 euros par mois perçus dans le cadre de ses fonctions de consultant et de conférencier, et pour les articles qu'il publie. Le document ne précise pas l'identité de ses clients.

En réalité, même lorsque des députés sont attrapés à la main dans le sac, ils sont rarement sanctionnés. Le Parlement possède un Code de conduite encadrant les activités des élus, mais l'organe chargé de le faire respecter ne semble pas très efficace.

Ainsi, durant la dernière législature du Parlement, entre 2014 et 2019, 24 eurodéputés auraient enfreint le Code de conduite. Les violations en question vont de manquements dans le signalement

Repères

“Qatargate” : qui est impliqué ?

●●● Le 9 décembre 2022, l'affaire dite du “Qatargate” a éclaté quand la vice-présidente du Parlement européen, la socialiste grecque Eva Kaili, a été arrêtée par la justice belge. Trois autres suspects sont arrêtés ce jour-là, l'assistant parlementaire d'Andrea Cozzolino (et compagnon de Kaili), Francesco Giorgi, l'ex-eurodéputé socialiste italien Pier Antonio Panzeri et un responsable d'ONG, Niccolò Figa-Talamanca. Tous ont été inculpés pour “appartenance à une organisation criminelle”, “blanchiment d'argent” et “corruption” au profit du Qatar. Deux autres parlementaires (toujours en fonction) ont été ensuite visés par l'enquête, l'Italien Andrea Cozzolino et le Belge Marc Tarabella, tous deux membres du groupe S & D (sociaux-démocrates). Le Parlement européen devra voter pour lever leur immunité.

d'un déplacement à l'étranger au détournement de fonds, mais aucun député n'a reçu de sanction – une charge qui incombe au président du Parlement. Dans le pire des cas, ils risquaient une suspension de trente jours d'une partie de leurs indemnités.

Le Parlement cherche également à décourager les lanceurs d'alerte. En 2019, les eurodéputés ont voté l'instauration de nouvelles normes européennes destinées à protéger les personnes signalant des infractions à la législation de l'Union, pourtant ils n'ont pris

Entre 2014 et 2019, 24 eurodéputés auraient violé le Code de conduite. Aucun n'a été sanctionné.

aucune mesure pour protéger les lanceurs d'alerte à l'intérieur de leur propre institution.

La preuve : lorsqu'un assistant parlementaire décide de dénoncer des abus, il n'a aucune garantie de conserver son poste. Si ses révélations entraînent la destitution de son patron, ou si ce dernier est blanchi mais ne souhaite plus travailler avec lui, il se retrouvera livré à lui-même – sans grand espoir de retrouver un poste au sein du Parlement.

En 2016, trois lanceurs d'alerte ont dénoncé des abus. Ils ont tous perdu leur poste par la suite. Depuis, un seul lanceur d'alerte s'est manifesté, en 2021.

“La justice belge fait ce que le Parlement européen n'a visiblement pas su faire lui-même”, a affirmé, à juste titre, le Premier ministre belge, Alexander De Croo, après les révélations sur le “Qatargate”. Avant d'ajouter : “Le Parlement dispose de nombreux dispositifs d'autorégulation, mais leur application repose en grande partie sur la bonne volonté de l'institution, et ce n'est clairement pas suffisant.”

Roberta Metsola a réagi au scandale en promettant de nouvelles mesures de protection des lanceurs d'alerte, ainsi qu'une plus grande transparence vis-à-vis des contacts directs et indirects avec des interlocuteurs étrangers.

Le 15 décembre, les députés européens vont débattre une résolution réclamant l'augmentation des ressources allouées au registre de transparence – une base de

Contexte

Le scénario rêvé pour la droite

●●● Selon le quotidien italien **Domani**, dans les palais bruxellois, le Qatargate ne fait pas que des malheureux. “C'est le scandale parfait pour ceux qui veulent une Europe plus à droite”, titre le média progressiste, qui cible le Parti populaire européen (PPE). Depuis longtemps, le groupe des conservateurs vise un rapprochement avec l'extrême droite pour briser l'alliance historique avec les socialistes (S & D), la “Große Koalition” européenne. Ce scandale, qui vise surtout des socialistes, permet d'accélérer ces négociations. En ce début d'année 2023, le leader du PPE, Manfred Weber, a rencontré la Première ministre italienne, Giorgia Meloni, indique le média **Euronews**, selon qui “les deux leaders travaillent à une alliance pour les élections européennes de 2024”. Une stratégie débutée l'an dernier avec l'élection à la présidence du Parlement européen de Roberta Metsola (PPE), nommée “grâce aux voix du parti européen ECR [Groupe des conservateurs et réformistes européens] de Meloni”, rappelle le média bruxellois.

données électronique qui recense les lobbyistes, les ONG, les représentants d'intérêts, et l'utilisation de leur budget. La résolution propose aussi l'alignement des règles en matière de protections des lanceurs d'alerte à l'intérieur du Parlement sur les normes européennes. Nul doute que ce texte, non contraignant, sera adopté [ce qui a effectivement été le cas].

Les défenseurs du Parlement européen aiment à répéter que ce dernier est l'un des organes législatifs les plus transparents du monde. Malheureusement, la transparence ne va pas

Trois réformes pour sauver le Parlement

●●● Pour **L'Espresso**, le scandale du Qatargate peut se transformer en une opportunité. “Encore une fois, l'Europe peut avancer grâce à une crise, s'anime le média italien. C'est le moment propice pour mettre fin à une culture de l'impunité qui s'est propagée dans les couloirs des palais bruxellois.” L'hebdomadaire propose trois pistes de réformes. D'abord, remettre en question la possibilité qu'ont les eurodéputés de conserver plusieurs occupations. Ensuite, “créer un registre de transparence obligatoire, où les membres du Parlement devraient noter leur rencontre avec les lobbyistes et autres diplomates étrangers, que celles-ci aient lieu à l'intérieur ou à l'extérieur du Parlement”. Enfin, **L'Espresso** suggère d'“instaurer une autorité éthique indépendante composée d'anciens membres de la Cour de justice, disposant de l'autorité de prendre des sanctions”. Ces deux dernières réformes ont été évoquées par les responsables des institutions, mais pas encore menées à terme.

nécessairement de pair avec l'obligation de rendre des comptes, et l'adoption de nouvelles règles n'implique pas toujours leur mise en œuvre. Le Parlement et les députés en ont fait la démonstration à de multiples reprises.

“Nous allons secourir ce Parlement et cette ville”, a promis Roberta Metsola devant les eurodéputés réunis à Strasbourg, le 12 décembre. Et j'ai besoin de votre aide pour cela.” Si l'on se fie aux antécédents de l'institution, elle a peu de chances de l'obtenir.

—Sarah Wheaton

Publié le 15 décembre 2022



Club Courrier

Chaque mois, découvrez les événements et avantages réservés aux abonnés de **Courrier international**.



GUIDE

Jouez pour remporter un exemplaire du **Guide Évasion Guadeloupe** proposé par Hachette.



CINÉMA

Recevez un code pour découvrir **Été 93**, de Carla Simón, via Universciné.

ÉVÈNEMENT

Tentez de remporter 1 pass VIP pour deux personnes pour le **Festival international des jeux de Cannes**, et 2 nuitées pour 2 personnes à l'hôtel Montaigne ****.

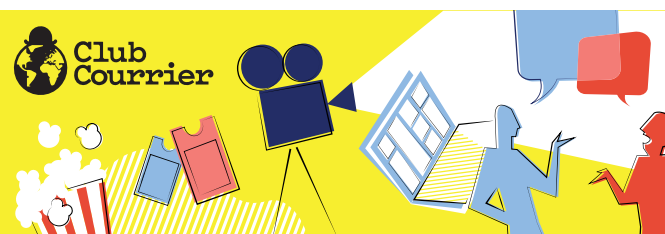


JEU DE SOCIÉTÉ

Tentez de remporter un exemplaire du jeu de société **Dixit**.

CINÉMA

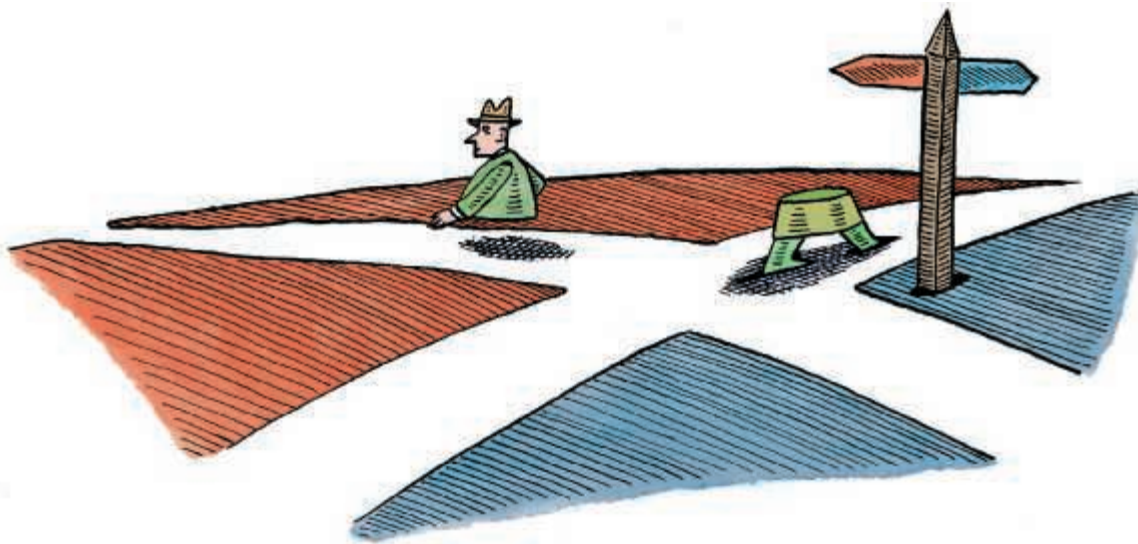
Tentez de remporter une invitation pour deux personnes pour l'avant-première du film **Nos soleils**, le 12 janvier 2023, en présence de la réalisatrice.



RÉPUBLIQUE TCHÈQUE/SLOVAQUIE

La Tchécoslovaquie vit encore dans les esprits

Le 1^{er} janvier 1993, deux nouveaux États indépendants, la République tchèque et la Slovaquie, apparaissaient sur la carte de l'Europe. Trente ans après, le sentiment tchécoslovaque persiste dans les régions frontalières.



—Hospodarske Noviny
(extraits) Prague

Pour le village de Sidonie, planté dans le décor pittoresque des Carpates blanches, l'année 1992 a été synonyme de choc inattendu. Il était devenu évident que la Tchécoslovaquie, fondée en 1918 sur les cendres de l'Empire austro-hongrois, était sur le point de se dissoudre. Et que le hameau qui s'étend le long de la frontière historique entre les anciens royaumes de Bohême et de Hongrie se retrouverait déchiré par la frontière entre deux nouveaux États indépendants, la République tchèque et la Slovaquie. Les maisons situées d'un côté de la rivière Vlarka, qui formaient la plus grande partie du village, devaient rester en Moravie, et les habitations de l'autre rive se retrouvaient en Slovaquie.

“Le fait est que, pendant longtemps, le cours d'eau a constitué la frontière entre la Moravie et la Slovaquie. Mais on prenait ça à la légère, personne ne croyait qu'ils pouvaient faire passer la frontière

au milieu du village. On pensait qu'ils allaient la déplacer, comme pendant le protectorat*, quand elle se trouvait juste derrière notre jardin”, se souvient Marie Polackova, une retraitée dont la maison se trouvait précisément sur la nouvelle frontière, côté slovaque, dans la nuit du 31 décembre 1992 au 1^{er} janvier 1993.

Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle cette ancienne ouvrière et vendeuse a mal vécu la partition de l'État commun. “J'ai beaucoup pleuré lors de la séparation, j'ai longtemps cru que l'État ne serait pas coupé en deux, que les gens l'empêcheraient. Mais cela a commencé par un trait d'union [après 1989, la Tchécoslovaquie

est devenue une fédération, et les Slovaques ont réclamé l'usage du nom Tchéco-Slovaquie] et il y a eu un effet boule de neige. J'en veux aussi [au président Vaclav] Havel”, regrette Marie, qui, bien qu'elle et son mari aient construit leur maison sur le territoire slovaque, a toujours revendiqué son appartenance à la Moravie. “Tout le monde a toujours pensé que le village était morave, mais personne ne s'est

jamais non plus soucié de ce genre de choses. Simplement avons-nous dû déposer notre permis de construire à Trenčin [ville du nord-ouest de la Slovaquie]”, explique-t-elle.

Dans le hameau, qui compte aujourd'hui 250 habitants, une dizaine de familles se sont retrouvées dans la même situation et sont devenues slovaques du jour au lendemain. Comme Jana Bartlova, 73 ans, qui habite à l'extrémité de Sidonie, mais sur la rive gauche de la Vlarka, devenue slovaque en 1993. “Je suis une Slovaque née à Trenčin, mais le fait que notre maison se soit soudainement retrouvée en Slovaquie m'a surpris. C'était un sentiment étrange...” raconte cette dame, que la fin de l'État commun n'a pas davantage réjouie. “Nous avons toujours été tchécoslovaques, peu importe qui est tchèque, morave ou slovaque. Mais nous avons pris les choses comme elles étaient, nous n'avions de toute façon aucune chance d'empêcher quoi que ce soit, il était inutile de protester”, affirme-t-elle.

Selon l'historien Pavel Maslan, qui est arrivé dans cet ancien village de verriers avec ses parents en 1990 et a été témoin de la

division avec ses yeux d'enfant, la grande majorité des familles concernées souhaitaient rester en République tchèque. “Tout le monde ou presque voulait être du côté morave, même s'il n'y avait aucune tension. Mais c'était une période difficile, car personne ne savait ce qui allait se passer. Les gens sont restés dans l'incertitude pendant plusieurs années”, raconte-t-il.

La plupart ont néanmoins trouvé un moyen de rester tchèques tout en vivant en Slovaquie. “Nous avions une tante à Sidonie, la sœur de ma mère, dont la maison était de l'autre côté de la rivière, en Moravie. Nous avons donc fait notre déclaration de résidence chez elle. Mais nous avons continué à vivre dans notre maison, c'était notre propriété. Nous n'avons même jamais eu de permis de résidence temporaire. Le seul problème est que, du coup, personne ne voulait nous installer le téléphone, raconte Marie Polackova. C'était comme si nous avions une maison de campagne en Slovaquie. Toute la rue a fait comme ça, une résidence permanente d'un côté de la rivière, une résidence secondaire de l'autre”, s'amuse-t-elle.

“Les gens ont protesté jusqu'à ce que notre village appartienne à la Moravie.”

Marie Polackova,
HABITANTE DE SIDONIE,
EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Pavel Maslan décrit aussi le cas d'un jeune homme qui habitait dans la partie slovaque de Sidonie et risquait de devoir effectuer son service militaire en Slovaquie. Une obligation à laquelle il a échappé en déclarant résider chez sa grand-mère, de l'autre côté du cours d'eau. Ou la situation, plus

curieuse encore, d'un homme dont la maison avait été construite côté slovaque, mais qui, pour faire ses besoins, devait emprunter la passerelle, ses latrines se trouvant en République tchèque.

Frontière contestée. Cette étrange situation dans le village, avec des bornes frontières rouge et blanche portant la lettre C (Cesko, “Tchéquie”) d'un côté et S de l'autre, a duré près de cinq ans. “Des pétitions ont été envoyées, les gens ont protesté jusqu'à ce que le Premier ministre Milos Zeman [l'actuel président tchèque] résolve le différend et, depuis, Sidonie appartient à la Moravie. C'est la seule chose de bien qu'il ait faite”, râle encore Marie Polackova.

“Finalement, tout s'est bien passé. Le bon sens a prévalu, et un compromis a été trouvé entre les deux pays. Le traité de Zidlochovice [nom d'un village en Moravie], adopté en 1996, comportait d'autres modifications de la frontière tchéco-slovaque, et l'une d'entre elles concernait Sidonie, où la ligne a été déplacée derrière les maisons, de sorte que tout le village se trouve en Moravie depuis”, ajoute Pavel Maslan. Ailleurs, le long des 250 kilomètres de frontière, certaines localités jusque-là en République tchèque sont inversement devenues slovaques.

Après juillet 1997, les habitants ont ainsi pu rétablir leur résidence permanente dans les maisons où ils vivaient réellement. Et le fait qu'après la partition des barrières frontalières soient apparues sur les routes reliant la République tchèque et la Slovaquie n'a été qu'un problème mineur. “Il y avait des postes-frontières, mais ce n'était pas très surveillé. Mon mari, qui était slovaque, et moi avions l'habitude d'aller à Pruske [village slovaque], d'où il était originaire, sans



aucun problème. Certains douaniers se plaisaient quand même à embêter les gens et nous arrêtaient alors qu'ils nous connaissaient. Parfois, ils fouillaient même nos sacs, alors que j'allais au cimetière et que je n'avais que des bougies et des fleurs..." se souvient Marie Polackova, qui rappelle que plusieurs dizaines d'habitants de la région ont trouvé du travail à la frontière.

Certains de ces gardes ont vu arriver les migrants de l'ex-Yougoslavie, qui fuyaient la guerre civile et cherchaient refuge en Europe centrale. "Beaucoup sauvaient leur vie. Il y a eu des moments très tristes. Je me souviens de gens éduqués, comme un médecin avec toute sa famille, qui ressemblaient à des sans-abri. Ils nous décrivaient leur situation, leur désespoir, les exterminations dans leurs maisons, la haine, vous aviez de la peine pour eux", se souvient Antonin Strnad.

En 2004, cependant, la République tchèque et la Slovaquie ont rejoint l'Union européenne, et les douaniers ont quitté la frontière. Puis, à la suite de l'adoption du protocole de Schengen sur la libre circulation, les barrières ont à leur tour disparu à la fin de l'année 2007. "C'est quand même mieux sans contrôles", constate Marie Polackova.

Navettes quotidiennes. Le temps de la Tchécoslovaquie est depuis presque revenu à Sidonie et dans les régions frontalières. De moins en moins présente dans les esprits, la frontière est davantage perçue comme une ligne formelle sur la carte, tandis que les bornes rouge et blanche sont devenues une attraction pour les touristes. La pandémie de Covid, avec la fermeture partielle de la frontière par les Slovaques en mars 2020 et le retour d'hommes en uniforme, a néanmoins rappelé qu'il pouvait encore en être autrement, notamment aux nombreux travailleurs transfrontaliers qui font quotidiennement la navette entre les deux pays.

D'un côté comme de l'autre, le chômage est quasi inexistant. Dans la région de Zlin, dont dépend Sidonie, il tourne autour de 2 %, soit encore moins qu'à Brno (chef-lieu de la Moravie) ou à Prague. Trencin et ses environs affichent quant à eux les meilleurs chiffres de Slovaquie,

avec un taux de 2,65 %. Les possibilités d'emploi et la mobilité professionnelle sont ainsi très importantes, et la fermeture de la frontière a logiquement suscité de vives réactions.

Face à la population qui voulait faire disparaître les blocs de béton qui empêchaient les passages transfrontaliers, les forces de l'ordre slovaques ont parfois dû intervenir. Mais, une nouvelle fois, cet élan tchéco-slovaque, comme

La frontière est davantage perçue comme une ligne formelle sur la carte.

les lettres et les appels téléphoniques des politiciens tchèques à leurs homologues slovaques, a porté ses fruits. La police a fini par retirer les barrages routiers que, de toute façon, certains contournaient en empruntant les chemins dans les champs environnants.

"Il était naïf de penser que la maladie s'arrêterait à la frontière avec des contrôles", commente Pavel Maslan, qui rappelle une tentative similaire au même endroit il y a plus de cent soixante-dix ans, à l'époque de l'Empire austro-hongrois : "À cause d'une épidémie de choléra, dont le foyer se trouvait en Hongrie, un cordon sanitaire avait été dressé à la frontière entre l'Autriche et la Hongrie, c'est-à-dire sur notre territoire aujourd'hui. Les soldats qui la gardaient ont été les premiers à en mourir."

Selon les habitants, le Covid-19 et la volonté temporaire et futile de fermer la frontière n'ont donc pas empêché les relations et échanges entre Tchèques et Slovaques, à Sidonie et dans ses environs, de s'approfondir. "Comment pourrait-il en être autrement ? s'étonne presque la Tchèque Marie Polackova. Il y a encore des mariages mixtes, c'est donc que les gens ne s'entendent pas trop mal. Prenez mon cas : de mon mari, j'ai hérité un verger et un champ en Slovaquie. Et surtout, j'ai ma petite-fille qui vit à Trencin..."

— **Martin Biben**
Publié le 20 juin 2022

* Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Tchécoslovaquie a été fragmentée, avec, d'un côté, le protectorat de Bohême et Moravie et, de l'autre, la République slovaque, pays satellite de l'Allemagne nazie.

Danuse Nerudova, première présidente tchèque?

●●● Qui succédera au clivant Milos Zeman, dont le second quinquennat touche à sa fin ? Le premier tour de l'élection présidentielle tchèque se tiendra les 13 et 14 janvier. Trois favoris se détachent : l'ancien Premier ministre Andrej Babis, que le procès en cours pour fraude aux subventions européennes n'a pas empêché de se présenter, l'ancien chef d'état-major des armées Petr Pavel et l'ancienne rectrice d'université Danuse Nerudova. Si cette économiste ne suscite pas le même élan de sympathie que Zuzana Caputova en Slovaquie en 2019, elle pourrait néanmoins devenir la première femme élue présidente si elle se qualifie pour le second tour (les 27 et 28 janvier). Comme Petr Pavel, et à la différence du populiste Babis, qui divise les Tchèques, "Nerudova veut être une présidente qui comprend les défis du monde actuel", explique le site de la Télévision tchèque **Česká televize**. Inversement, alors que la République tchèque sort d'une présidence de l'Union européenne réussie, l'élection du multimilliardaire Babis présenterait, selon **Aktualne.cz**, "le risque d'une concentration sans précédent du pouvoir entre les mains d'une seule personne".



SUR NOTRE SITE

[courrierinternational.com](https://www.courrierinternational.com)

La petite Bratislava est devenue grande
L'hebdomadaire tchèque **Respekt** revient sur la transformation de Bratislava, ville longtemps provinciale devenue capitale de la Slovaquie en 1993, après la dissolution de la Tchécoslovaquie.

SUR LA BOUTIQUE DE COURRIER INTERNATIONAL

Coffret 10 DVD Télérama volume 12
"Films à voir et à revoir de 2021"

Offre spéciale réservée à nos abonnés



45€*

Les dix films marquants de 2021 :

- **Julie (en 12 chapitres)** de Joachim Trier
- **Les Olympiades** de Jacques Audiard
- **Drive My Car** de Ryusuke Hamaguchi
- **Madres Paralelas** de Pedro Almodóvar
- **Compartiment n° 6** de Juho Kuosmanen
- **Les Intranquilles** de Joachim Lafosse
- **Illusions perdues** de Xavier Giannoli
- **Annette** de Leos Carax
- **La Fracture** de Catherine Corsini
- **La Loi de Téhéran** de Saeed Roustayi

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/vpc>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2023
* Frais de port en sus en fonction du produit. Réception environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Israël. Sous la coupe des "gangs" extrémistes

Benjamin Nétanyahou est l'otage des partis d'extrême droite avec lesquels il a formé son nouveau gouvernement. Et de la part de ces politiciens extrémistes, le pire est à craindre, avertit ce journal de droite.



—Yediot Aharonot
(extraits) Rishon Lezion

Mohammed ben Salmane, le dirigeant de facto de l'Arabie saoudite, s'est un jour vu demander pourquoi il dépensait des centaines de millions de dollars dans des choses dont il n'avait nul besoin. "Parce que je le peux", avait-il répondu. Je reviendrai plus tard sur le dauphin saoudien et la place qu'il occupe dans les rêves de Benjamin Nétanyahou. Il est plus urgent de comprendre comment des gangs de politiciens extrémistes et déconnectés de la vie réelle de la majorité des Israéliens sont parvenus à dicter l'agenda du nouveau gouvernement. La réponse est simple : parce qu'ils le peuvent.

Les accords de coalition du gouvernement Nétanyahou VI comprennent une série de lois révolutionnaires, des changements dans la structure de l'État, des promesses budgétaires aberrantes et des objectifs

politiques qui mettront Israël et la Cisjordanie sens dessus dessous. De toute évidence, le véritable homme de l'année en Israël n'est ni Benjamin Nétanyahou ni Itamar Ben-Gvir [chef du parti Otzma Yehudit ou Pouvoir juif] ni Bezalel Smotrich [chef du parti Hatzionut Hadatit ou Sionisme religieux]. L'homme de l'année n'est autre que Meir Kahane, un peu plus de trente-deux ans après son assassinat [le 5 novembre 1990 à Manhattan]. Kahane n'est pas ressuscité. La réalité est bien pire : les kahanistes ont vaincu, et le kahanisme gouverne désormais Israël.

Un courant toxique. Prenons, à titre d'exemple, les réponses données par Orit Strock [membre de Sionisme religieux et dirigeante d'extrême droite de la colonie juive implantée à Hébron], bombardée ministre des Missions nationales, et par le président de la Commission parlementaire de la Justice, Simcha Rothman

[Sionisme religieux], à la question de savoir comment une loi qui permet de refuser d'administrer des soins à un patient sur la base de sa croyance religieuse sera votée et mise en œuvre.

Si on les suit, la halakha [tradition juvaise antique], qui proscribit les relations homosexuelles, permettra à un directeur d'hôtel de refuser un client LGBT (le président Likoud de la Knesset Amir Ohana, par exemple). Pour ces gens, un médecin devrait pouvoir refuser une intervention chirurgicale à un patient à l'orientation sexuelle duquel il s'oppose. Soyons francs : il ne s'agira pas seulement des personnes LGBT, mais aussi des Juives et, évidemment, des Arabes israéliens. Pourquoi ? Parce que ces gangs le peuvent.

Que pourra faire Benjamin Nétanyahou face à ce courant toxique ? Il s'est convaincu que, dès qu'il reprendrait la présidence du Conseil, tout se calmerait et ses partenaires de coalition se soumettraient à son autorité

naturelle. Le nouveau ministre de la Justice, Yariv Levin [Likoud], réglerait la question judiciaire, la seule sur laquelle il y a un réel consensus dans le bloc de droite. Les revendications extrémistes seraient dispersées : certaines passeraient sous forme de lois atténuées, d'autres se dilueraient et d'autres enfin se fracasseraient contre la résistance des hauts fonctionnaires et de la Cour suprême.

Il faut s'attendre à une situation inédite. Positionné à la gauche de son propre gouvernement, Nétanyahou est dans une situation inconfortable. Il considère que les États-Unis de Joe Biden et l'Union européenne lui permettront d'incarner une sorte d'aile

Des lois racistes vont être votées, des budgets explosifs adoptés, des innocents vont perdre la vie...

gauche et de rééquilibrer quelque peu sa coalition. Quand ils s'attaqueront de front aux mesures unilatérales explosives que le Premier ministre s'est engagé à mettre en œuvre en Cisjordanie [le gouvernement militaire de Cisjordanie, placé sous l'autorité d'Itamar Ben-Gvir, et l'administration civile de Cisjordanie, placée sous l'autorité de Bezalel Smotrich], les Occidentaux et nos alliés arabes lui permettront peut-être de se dépêtrer des promesses faites aux Smotrich, Strock et autres Ben-Gvir.

Toutefois, cette nouvelle et pour le moins bizarre règle du jeu ne fonctionnera que jusqu'à un certain point. Les Américains accepteront peut-être d'aider Nétanyahou en le critiquant poliment et en encaissant en silence les dénonciations bruyantes de ses partenaires de coalition et de lui-même. Mais cela ne suffira pas.

Israël n'est plus le centre du monde des Américains. Ces derniers sont aux prises avec des questions bien plus urgentes : la récession économique, l'implication coûteuse dans la guerre entre l'Ukraine et la Russie, le conflit global avec la Chine, la crise du Covid, etc. La seule chose que Washington attend de Nétanyahou, c'est qu'il ne mette pas le feu au Moyen-Orient et encore moins en Iran.

✍ Benjamin Nétanyahou.
Dessin de Hachfeld, Allemagne.

Jusqu'à un certain point, Mohammed ben Salmane jouera le jeu. Ce qui devrait nous inquiéter, tant le régime saoudien et le régime qui se mettra peut-être en place en Israël dans les années à venir risquent de plus en plus de se ressembler.

Nétanyahou se fait des illusions s'il croit pouvoir apprivoiser ses ministres d'extrême droite. Cela pouvait fonctionner avec le Likoud de jadis, mais pas avec des meutes qui se qualifient de "sionistes religieux" ou se nomment "Pouvoir juif". "D'accord", se dit sans doute Nétanyahou, "s'ils persistent à rester à l'état sauvage, je les vivrai, tout comme je l'ai jadis fait avec plusieurs de mes anciens partenaires. Pourquoi ? Parce que je le peux. L'essentiel est que je continue à résider rue Balfour [résidence officielle des Premiers ministres], même comme Premier ministre de transition, jusqu'aux énièmes et prochaines élections ou jusqu'à la fin des temps. Parce que je le peux."

Mais Benjamin Nétanyahou n'est plus le maître des horloges. Des choses gravissimes vont se passer en Israël : des lois scélérates et racistes vont être votées, des budgets explosifs vont être adoptés, la Cour suprême va être neutralisée, des innocents vont perdre la vie, les relations entre Juifs laïcs et ultraorthodoxes et entre Juifs et Arabes israéliens vont encore se détériorer. Et les investisseurs étrangers et israéliens vont fuir, comme ils menacent de le faire depuis la découverte des portefeuilles confiés aux religieux ultraorthodoxes. Pourquoi ? Parce qu'ils le peuvent.

—Nahum Barnea
Publié le 26 décembre 2022

SOURCE



YEDIOT AHARONOT

Rishon Lezion, Israël
Quotidien, 174 000 ex.,
350 000 le week-end
yediot.co.il

Créées en 1939, "Les Dernières Informations" allient sensationnalisme et journalisme d'investigation. Situé à droite, ce titre défend toutefois une ligne éditoriale indépendante de la droite nationaliste, sous la plume d'éditorialistes et d'écrivains de renom.

IRAN

Les leviers de la victoire

Pour que la contestation aboutisse, il faut accepter le leadership des femmes, mobiliser davantage et créer une large coalition d'opposition, estime depuis sa cellule ce prisonnier politique iranien.



—Zeitoons (extraits)

Près de quatre mois après le début du mouvement de contestation, la République islamique refuse toute réforme interne, car elle est persuadée que le changement de statu quo conduira à son renversement. Face à un État qui n'a d'autre réponse que la répression, un éventuel échec [du soulèvement] nous plongera dans une ère sombre, qui pourrait même conduire à une guerre civile. Comment pouvons-nous alors relancer le mouvement actuel pour garantir son succès?

La contestation a été déclenchée en Iran avec les femmes aux avant-postes. Dans un mouvement formé à ses débuts autour de la question féminine [du port du voile], les militants doivent reconnaître le rôle pionnier des femmes à tous les niveaux. Partout où elles ont géré les affaires [publiques et privées], le succès était au rendez-vous, qu'il s'agisse de la résolution de problèmes fondamentaux ou de crises temporaires.

Et il est dans l'intérêt de nous tous, hommes, d'accepter le leadership des femmes et de les soutenir pour augmenter la chance de victoire du mouvement et la consolidation ultérieure d'une démocratie égalitaire.

Nous devrions commencer à accepter ce leadership dans les plus petits noyaux sociaux, dans nos foyers, afin de pouvoir l'étendre à toutes les strates et structures sociales et lancer un changement fondamental à long terme.

Le succès de tout mouvement dépend fortement de sa capacité de mobiliser les foules et de rallier plus de militants. Nous devrions tenter d'impliquer davantage de couches sociales dans la contestation actuelle. Il faut se concentrer sur les droits et les demandes de ceux qui ont le potentiel de participer au mouvement.

En Iran, en raison de décennies d'oppression et de discrimination, nous sommes confrontés à une multitude de minorités sociales [ou entités professionnelles] dont les droits ont été violés : des divers groupes ethniques aux femmes en passant par les enseignants, les travailleurs et les agriculteurs. Ces minorités [et groupes professionnels], dispersés sous l'oppression de la tyrannie religieuse sont prêts à s'engager ensemble dans une lutte sociale s'ils sont sûrs que leurs demandes [seront portées par tous] et que leurs revendications ont des chances d'aboutir.

Appeler aveuglément au renversement du système sans présenter

↳ Dessin de Balaban, Luxembourg.

de perspective crédible à la population ne fera qu'alimenter l'hésitation et empêcher certains de franchir le pas.

Il est nécessaire de fournir un cadre, une structure pour les idées, les théories, les valeurs, les objectifs et les droits individuels et collectifs, sur lequel les gens puissent s'appuyer pour décider de se lancer dans l'aventure. Construire un avenir.

Minorités bien visibles.

Aujourd'hui, les forces politiques doivent former une coalition autour des causes soutenues par ces minorités. Une coalition d'opposition élargie englobant le mouvement syndical, celui des enseignants, le mouvement étudiant [le plus actif à l'heure actuelle], celui des femmes et les écologistes s'impose et pourrait réussir.

Une telle coalition aboutirait à un mouvement de masse [n'ayant toujours pas eu lieu depuis le 16 septembre, date du début des manifestations] qui forcerait le régime autoritaire et répressif en place à reculer. Si une telle coalition venait à se former, la probabilité de victoire de la contestation augmenterait sans doute fortement.

—Nasrollah Lashani

Publié le 3 décembre 2022

L'auteur

NASROLLAH LASHANI

Ce militant prodémocratique a été incarcéré à plusieurs reprises ces dernières années. Accusé d'atteinte à la sécurité nationale pour ses activités politiques, il est emprisonné depuis juin 2020. Il a écrit ce texte depuis la prison de Rajai Shahr, près de Téhéran, où il purge une peine de six ans.

SOURCE

ZEITOOONS

zeitoons.com

Ce webzine, fondé aux États-Unis en février 2016 par des partisans et des proches de Mehdi Bazargan, premier Premier ministre de l'Iran après la révolution de 1979, se présente comme indépendant et "réformiste", et militant pour la "promotion de la tolérance" entre les Iraniens.



VISAGES

D'UNE RÉVOLUTION

Portraits et histoires de ceux qui portent la contestation en Iran.

Ali Karimi, "Maradona iranien" et honni des mollahs

L'ex-footballeur international, très populaire en Iran, a été parmi les premières personnalités à dénoncer la répression du régime. Contraint à l'exil, il lutte désormais depuis les États-Unis.

Ancienne star internationale du football iranien, Ali Karimi est aujourd'hui l'un des visages les plus connus du mouvement de contestation en Iran et les plus honnis par le régime des mollahs.

Ex-joueur de Bayern Munich (2005-2007), cinquième meilleur buteur de l'équipe nationale, le "Magicien", comme le surnommaient la presse et ses supporters, a longtemps été respecté par la République islamique, malgré quelques prises de position critiques. En 2014, la municipalité de Téhéran avait érigé une statue en son honneur devant un stade de la capitale.

Tout a changé après le début du mouvement de contestation : le "Maradona asiatique" s'est alors transformé en militant, en première ligne de la protestation.

"Ali Karimi, une des personnalités sportives les plus populaires d'Iran, a été le premier footballeur à s'opposer au régime en utilisant son compte Instagram, suivi par plus de 14 millions de followers", écrit le média d'opposition **Radio Farda**.

Qualifié de "dirigeant des émeutes" et accusé d'être indirectement responsable du "meurtre de jeunes" par la presse ultraconservatrice, l'ex-milieu de terrain a été poursuivi par la justice en octobre et fait l'objet d'une vaste campagne de diffamation par le régime iranien, tandis que "sa statue a été détruite" quelques jours après le début des manifestations, rappelle le journal **Hamshahri**, publication de la municipalité de la capitale.

"Stupide et encore plus stupide", a titré le 24 décembre **Tehran Times**, principal journal anglophone du régime, après une rencontre de l'ancien footballeur avec le président allemand Frank-Walter Steinmeier.

La télévision d'État a, de son côté, diffusé un long documentaire sur le "rôle" d'Ali Karimi dans les manifestations, où il est présenté comme "le chef des célébrités soutenant les émeutes".

Les menaces ont poussé l'ancienne star à quitter l'Iran, d'abord pour s'installer aux Émirats arabes unis, puis en Allemagne et enfin aux États-Unis.

Rebelle tout au long de sa carrière, Ali Karimi avait suscité plusieurs fois la colère des autorités avec ses prises de position.

Lors d'un match qualificatif pour la Coupe du monde 2010, il avait porté un bracelet vert en guise de soutien au "mouvement vert", qui contestait la réélection du président conservateur Mahmoud Ahmadinejad.

Un an plus tard, son club le limogeait pour ne pas avoir observé le jeûne musulman et avoir insulté les responsables de la fédération de football.

—**Courrier international**

NDLR. - Après trois semaines de détention, l'actrice Taraneh Alidoosti (à laquelle nous avons consacré cette chronique la semaine dernière) a été libérée sous caution le 4 janvier, au lendemain du bouclage du CI n°1679.



MEVA_SIS/FLICKR



Afghanistan. Interdire l'université aux femmes est anti-islamique

En excluant les femmes des lieux de savoir, les talibans vont à l'encontre de ce que promet le Coran, estime ce juriste indien. Et ils plongent le pays dans une ère d'ignorance.



—The Indian Express (extraits)
Bombay

Dans les années 1990, 40 % des médecins d'Afghanistan étaient des femmes. Elles représentaient 70 % des professeurs des écoles, 60 % des professeurs d'université et près de la moitié des étudiants. Tout cela a changé pour le pire. Elles ne sont plus que 14 % à savoir lire. Les talibans reprennent la politique extrêmement répressive de leur premier régime (1996-2001) et montrent ainsi que nous avions raison. Leurs décrets dignes des lois Jim Crow [qui ont imposé la ségrégation raciale dans certains États américains à partir de 1877] ne nous ont pas surpris.

Nos pires craintes concernant le retrait brutal des États-Unis se sont réalisées. Les talibans s'étaient engagés lors des accords de Doha [accord de paix signé entre les États-Unis et les talibans en février 2020]

à respecter les droits humains en général et les droits des femmes en particulier; ces promesses se sont révélées des paroles creuses. Ils ont cessé de faire semblant, et la réalité que leurs détracteurs prédisaient est en train de s'installer.

On ne peut que blâmer le monde occidental d'avoir, sous la houlette des États-Unis, commencé par fournir aux talibans



OPINION

des armes sophistiquées pour combattre les Russes. Après être restés en Afghanistan durant près de deux décennies, les États-Unis leur ont ensuite gentiment rendu le pouvoir et ont laissé les femmes en plan. Celles-ci, qui occupaient 6,5 % des portefeuilles ministériels en 2021, ont été totalement exclues du gouvernement de transition. Une fois de plus, elles ne peuvent plus travailler dans la plupart des secteurs. Elles doivent se couvrir le visage et ne peuvent sortir qu'accompagnées d'un homme. L'accès aux parcs publics leur a été interdit en novembre.

riels en 2021, ont été totalement exclues du gouvernement de transition. Une fois de plus, elles ne peuvent plus travailler dans la plupart des secteurs. Elles doivent se couvrir le visage et ne peuvent sortir qu'accompagnées d'un homme. L'accès aux parcs publics leur a été interdit en novembre.

Les femmes sont les plus grandes victimes des talibans. Le gouvernement a pris [en décembre] la décision indéfendable et discriminatoire d'exclure les femmes des universités. Une fois n'est pas coutume, le monde occidental comme les pays islamiques ont vivement réagi. Le porte-parole des États-Unis a déclaré que ce type de décision allait encore aliéner les talibans de la communauté internationale et les priver d'une légitimité dont ils ont bien besoin dans le concert des nations.

Les talibans n'ayant aucun respect pour les engagements en matière de droits humains, il faut les contrer en se fondant sur la théologie islamique. La période qui précède l'arrivée de l'islam dans l'histoire arabe est appelée "période de l'ignorance". Le mot arabe pour connaissance est *ilm*. Ce mot racine est utilisé dans le Coran 854 fois, 397 fois comme substantif, 425 fois comme verbe, et pour le reste comme adjectif. L'islam a véritablement constitué une révolution de la connaissance pour les musulmans.

Le Prophète lui-même a dit : "Tout musulman homme ou femme doit rechercher la connaissance", rapporte Al-Tirmidhi [dans les hadiths]. Le Prophète se qualifiait de cité de la connaissance et considérait

**Le Prophète a dit :
"Tout musulman homme
ou femme doit rechercher
la connaissance."**

Ali (son beau-frère) comme la porte de cette cité. Il a dit également : "À qui prend le chemin de la recherche de la connaissance, Allah fera prendre l'un des chemins du paradis. En vérité, les anges baisseront leurs ailes avec grand plaisir devant celui qui recherche la connaissance." Les talibans devraient au moins obéir aux injonctions du Coran. Ils n'ont donc que peu de respect pour le Coran. Leurs décrets ne sauraient avoir plus de poids que les commandements divins par lesquels ils prétendent justifier leurs décisions arbitraires. Le Coran ou les hadiths ne comprennent pas un seul verset qui interdise aux femmes d'acquiescer des connaissances.

De plus, les talibans ignorent manifestement l'histoire de la civilisation islamique. Aïcha, femme du Prophète, était une érudite, et les gens venaient la consulter sur des questions théologiques. C'est la contributrice la plus éminente aux hadiths. De fait, il est impossible de parler de l'islam sans la citer. Les gens, y compris des lettrés, par exemple l'imam Shafi'i [767-820], consultaient également Nafisa, une proche parente d'Ali. L'islam comprend d'autres érudites importantes, comme Shahda, Hujaimah, Asma, Masuda et Shanoun.

Les talibans ne le savent peut-être pas, mais c'est une femme qui a fondé l'une des

premières universités modernes du monde : Fatima Bint Muhammad Al-Fihriya, qui a créé l'université Al-Quaraouiyine de Fès, au Maroc, en 859. La princesse Fatima, fille du khédivé Ismaïl, a immensément contribué à la création de l'université du Caire. Autre femme importante, Sitt Al-Sham Zumurrud Khatun, la sœur de Saladin, qui a fondé des écoles à Damas au XII^e siècle. Sans oublier Sultan Razia, qui a régné sur Delhi au XIII^e siècle, à l'époque où le Turkan i-Chahalgani [le Conseil des quarante nobles] était extrêmement puissant. Et Mumtaz Jahan, bégum de Bhopal, a été la première personne à présider l'université musulmane d'Aligarh.

Malalai, Benazir Bhutto et les autres.

En Arabie saoudite, c'est à la reine Iffat Al-Thunayan, la femme du roi Fayçal, qu'on doit la création des écoles de filles Dar Al-Hanan en 1955. Citons en outre Benazir Bhutto, qui a été Première ministre du Pakistan, et Khaleda Zia ainsi que Sheikh Hasina, qui ont gouverné le Bangladesh, pendant la plus grande partie de ses cinquante années d'histoire. En Afghanistan lui-même, Malalai a affiché son courage et sa bravoure lors de la bataille de Maiwand en 1880. Habiba Sarabi a été nommée gouverneure en 2005, et Azra Jafari est devenue la première femme à diriger une municipalité quelques années plus tard.

Ce que les talibans font aux femmes est anti-islamique. Leur version de l'islam ferme à celles-ci non seulement les portes des universités mais aussi celles des mosquées. Leur islam est différent de celui que le Prophète a apporté. Les talibans défont la révolution islamique du savoir et replongent l'Afghanistan dans une période d'ignorance. Qu'ils se rappellent toutefois que cette discrimination ne saurait durer éternellement. Ils devraient tirer les leçons des récentes manifestations des femmes iraniennes.

La communauté internationale doit aussi comprendre qu'il ne suffira pas de ne pas reconnaître le régime taliban pour aider la cause des femmes afghanes.

L'Inde a adopté en 2019 l'amendement de la loi sur la citoyenneté afin d'aider les minorités religieuses persécutées d'Afghanistan. En tant que dirigeants moraux du monde, n'avons-nous aucune obligation vis-à-vis des femmes d'Afghanistan? Que l'Inde profite de ce qu'elle préside le G20 et de son statut et de son influence à l'international pour obliger les talibans à honorer les engagements pris à Doha. Que l'Inde devienne l'avocate la plus énergique des femmes dans le monde.

—Faizan Mustafa*
Publié le 28 décembre

* L'auteur est un spécialiste du droit constitutionnel. Les opinions exposées ci-dessus sont personnelles.

✍ Dessin de Tjeerd Royaards,
Pays-Bas.



“Être une fille est un crime”

En décembre, les talibans ont ordonné aux universités de ne plus accepter de femmes. Ce média afghan en ligne a recueilli les témoignages de jeunes filles désespérées.

—Rukhshana Media Kaboul

La nuit était déjà tombée sur Kaboul quand Sabra*, étudiante en quatrième année de médecine, a reçu un message sur son téléphone. Dans une conversation WhatsApp avec 38 camarades d'études, une amie laissait entendre que les talibans venaient d'interdire l'accès des femmes à l'université. “Les filles, qu'est-ce qui se passe? C'est vrai?”

Le 20 décembre, le ministère de l'Éducation afghan a envoyé une lettre à toutes les universités – publiques et privées – pour leur annoncer l'interdiction jusqu'à nouvel ordre des femmes dans les universités. Cette décision a immédiatement été condamnée par la communauté internationale, et l'ONG International Rescue Committee a dénoncé un “effrayant retour en arrière pour l'Afghanistan”. À Washington, le gouvernement y a vu une décision “inacceptable” et le secrétaire d'État Anthony Blinken a fait part de sa “profonde préoccupation”.

Pour Rina Amiri, envoyée spéciale américaine en Afghanistan pour les droits des femmes et des filles, cette initiative a balayé les derniers doutes sur le rétablissement des politiques d'oppression mises en place par les talibans dans les années 1990. “Le monde doit rejeter l'idée qu'il s'agit d'une question de culture ou de religion. Dans l'histoire de l'Afghanistan, seuls les talibans ont privé les femmes de

toute éducation. Aucun autre pays à majorité musulmane n'interdit aux filles de faire des études, écrivait Amiri sur Twitter [le 21 décembre]. Nous nous trouvons à un tournant. La communauté mondiale doit s'élever contre ces politiques extrémistes, ou les talibans se sentiront plus forts et inspireront d'autres atteintes aux droits des femmes, des filles et des populations vulnérables ailleurs dans le monde.”

Au matin du 21 décembre, les femmes étaient refoulées devant les portes des universités de Kaboul. Des vidéos montraient des groupes d'hommes et de femmes manifestant devant un campus de Jalalabad, dans l'est du pays.

Cela faisait déjà plusieurs mois que Sabra entendait des rumeurs selon lesquelles les talibans allaient interdire aux femmes l'accès à l'enseignement supérieur, mais elle refusait d'y croire. “Est-ce que je n'avais pas le droit d'être ici, alors que j'avais tissé et brodé des tapis pour payer mes études parce que je voulais être médecin? Il est 4 h 30 du matin à Kaboul, et je n'ai pas dormi un instant. Je n'arrête pas de pleurer.”

Une autre étudiante écrit sur Facebook qu'elle aussi peine à trouver le sommeil. Il avait fallu trois ans à Sakina Sama pour convaincre son père de la laisser s'inscrire à l'université, et c'est maintenant le gouvernement qui l'en empêche : “Être une fille est aujourd'hui un crime haïssable, et ce soir je maudis le Créateur de m'avoir faite pour mener une existence si misérable

et humiliante, écrit-elle. Aucun mot ne peut exprimer ma colère ce soir. Adieu la vie.”

Plusieurs militants des droits humains en Afghanistan et à l'étranger ont publié une déclaration commune appelant les talibans à revenir sur “cette vilénie d'un autre temps” qui “condamne les femmes et les filles afghanes à l'isolement le plus absolu et les expose à la violence, la pauvreté et l'exploitation”. Ancien chef des renseignements afghans aujourd'hui en exil, Rahmatullah Nabil écrit sur Twitter que les talibans cherchent ainsi à “maintenir la société dans l'obscurantisme car leur survie dépend de l'ignorance de la jeune génération”.

Zainab Rezaei, étudiante de 23 ans, a elle aussi appris la fermeture des universités aux filles en lisant un message sur Facebook. Inscrite dans une université privée de Kaboul, elle se souvient avoir dû reconforter sa jeune sœur l'an dernier lorsque les talibans ont fermé les écoles du secondaire aux filles. Elle aussi est maintenant confinée à la maison. “Je suis chez ma tante ce soir, j'étais terriblement triste, dit-elle. Je ne sais pas ce que nous réserve l'avenir. Je vois de la haine partout.” Zainab, qui a perdu son père il y a trois ans, explique qu'elle a travaillé dur pour

pouvoir faire des études. Or les talibans la privent aujourd'hui de ce droit. “Ça me fait mal au cœur. Tout ce travail pour rien. Qu'importe tous les efforts que nous faisons, nous les filles, nous n'en tirons jamais rien.”

—Zahra Joya
Publié le 5 janvier

* Les noms ont été modifiés afin de protéger l'identité des personnes.



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

En Afghanistan, des unions précoces pour éviter un mariage avec un taliban. Les mariages des petites filles connaissent une hausse spectaculaire, rapporte le site **Gandhara**.

Le Monde | L'Obs | Télérama | Courrier international

Quelles études après un Bac +3/4 ?

LE SALON DES MASTERS & MS SAMS

SAMEDI 28 JANVIER 2023

Paris Montreuil Expo | 10h-18h

Conférences Le Monde et L'Obs • 75 exposants
• 2 000 formations • Coaching

INSCRIPTION GRATUITE
SAMS.GROUPELEMONDE.FR





afrique

Ouganda. Un oléoduc vertement dénoncé

Aberration écologique pour l'Europe, opportunité économique pour l'Afrique, le nouvel oléoduc ougandais est controversé avant même d'être construit. Il cristallise les paradoxes de la politique mondiale sur le climat.



—The Continent (extraits)
Johannesburg

L'Union européenne n'en veut pas. Les défenseurs de l'environnement non plus. Mais la Tanzanie et l'Ouganda n'en démordent pas : le projet d'oléoduc en Afrique de l'Est sera mené à bien de toute façon, et ce ne sont pas eux les méchants.

Depuis la découverte en 2006 de gisements pétroliers "commerciallement viables" dans l'ouest de l'Ouganda, le gouvernement du pays cherche un moyen d'acheminer cet or noir vers le reste du monde. La solution qu'il a retenue est un oléoduc de 1443 kilomètres, l'EACOP [East African Crude Oil Pipeline, oléoduc est-africain], qui traversera l'Ouganda et le nord de la Tanzanie, pour aboutir au port de Tanga. Sa construction coûtera 5 milliards de dollars et ce sera le plus long oléoduc chauffé du monde. Il rapportera à l'Ouganda et à la Tanzanie plusieurs milliards de dollars dont ils ont bien besoin. C'est du moins ce qu'il fait miroiter.

À l'heure où le dérèglement climatique fait peser ses menaces sur la planète tout entière, ce mégaprojet destiné à transporter du combustible fossile incarne à la perfection les complexités et les paradoxes de la politique mondiale sur le climat. La construction de l'oléoduc lui-même n'a pas encore commencé, mais le projet a déjà soulevé une opposition massive dans le monde entier.

En septembre, le Parlement européen a adopté une résolution [non contraignante] demandant l'arrêt des activités d'exploration et d'extraction en Ouganda. Les eurodéputés ont également appelé la communauté internationale à "exercer une pression maximale sur les autorités ougandaises et tanzaniennes" pour protéger les écosystèmes sensibles, et exhorté le pétrolier français TotalEnergies à reporter les travaux d'un an au moins, pour envisager d'autres projets reposant sur des énergies renouvelables. La compagnie d'État China National Offshore Oil Corporation

est l'autre grand acteur impliqué dans cette entreprise.

La résolution de l'UE a relancé la campagne #StopEACOP, soutenue par 260 organisations de la société civile dans le monde. Elles affirment que le projet se fera au mépris des droits humains et de ceux des communautés locales qui seront expropriées, et qu'il représente une menace pour l'approvisionnement en eau de la région.

Selon une étude récente du Climate Accountability Institute, l'EACOP multipliera également par deux les émissions annuelles de CO₂ de l'Ouganda et de la Tanzanie. "TotalEnergies doit



COURRIER INTERNATIONAL

↳ Dessin de Boligan paru dans El Universal, Mexico.

abandonner ce projet monstrueux voué à aggraver la crise climatique, à engloutir des milliards de dollars qui pourraient être bien mieux utilisés et à semer le chaos dans les communautés humaines et la faune sauvage sur toute la longueur du tracé", a déclaré le fondateur de l'institut, Richard Heede.

Le gouvernement ougandais ne partage pas cette analyse. Il fait remarquer que l'Ouganda fait déjà beaucoup mieux que l'Europe en matière d'utilisation d'énergies renouvelables, puisque 80 % de l'énergie consommée dans le pays proviennent de sources renouvelables, comme l'hydraulique, le solaire et la biomasse. Il ajoute que les émissions totales de l'Ouganda depuis 1750 représentent moins de 1 % de celles de la Belgique, siège de l'UE. Et il enfonce le clou, en arguant que le nouvel oléoduc fournira les fonds nécessaires pour investir dans plus d'énergie renouvelable, et que l'augmentation de l'offre d'énergie permettra de préserver les forêts du pays, qui sont des puits de carbone d'une importance capitale : si les habitants ont accès à de l'électricité, ils n'auront plus besoin d'abattre des arbres pour se chauffer, ce qui est une cause majeure de déforestation.

Toupet européen. Une indignation palpable se fait sentir parmi les responsables ougandais, qui trouvent que l'UE ne manque pas de toupet en les accusant de ne pas protéger l'environnement. Ils clament que le continent africain n'est responsable que de 3,8 % des émissions mondiales de carbone et que ce chiffre est gonflé par l'Afrique du Sud, l'un des plus gros pollueurs du monde. L'Europe, poursuivent-ils, compte trois fois moins d'habitants que l'Afrique et elle émet plus de deux fois plus de CO₂. Elle a également construit sa prospérité en brûlant des combustibles fossiles à tort et à travers, et c'est ce qui a mis le monde dans le pétrin actuel. Pourtant, elle ne propose pas de partager cette richesse avec l'Ouganda pour l'encourager à renoncer à l'oléoduc.

L'intervention du Parlement européen "représente le summum du néocolonialisme et de l'impérialisme contre la souveraineté de l'Ouganda et de la Tanzanie", a réagi Thomas Tayebwa,

vice-président du Parlement ougandais. Il n'échappe pas non plus à l'Ouganda que lorsque l'Europe a craint pour son propre approvisionnement en énergie à cause de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ses dirigeants n'ont eu aucun scrupule à accroître leur dépendance aux combustibles sales comme le pétrole et le gaz. "C'est de la pure hypocrisie", a déclaré le président ougandais, Yoweri Museveni. "Nous n'accepterons pas qu'il y ait une règle pour eux et une autre pour nous."

Pour Dickens Kamugisha, directeur de l'Institut afri-

Tous ces milliards qui font rêver ne changeront rien s'ils finissent dans les poches des dirigeants.

cain pour la gouvernance énergétique, une ONG située à Kampala, l'indignation du gouvernement ougandais est compréhensible, mais elle n'est pas utile. "L'arrogance ne nous aidera pas", prévient-il. Les Européens sont peut-être hypocrites, mais cela ne veut pas dire que l'oléoduc d'Afrique de l'Est soit une bonne chose pour l'Ouganda. "Les plus de 5 milliards de dollars nécessaires à sa construction viendront d'Occident ou de Chine. Alors quoi, vous voulez que des gens vous prêtent de l'argent mais pas qu'ils vous posent des questions? Restons humbles."

Les beaux discours, insiste-t-il, seraient justifiés si l'on pouvait faire confiance au gouvernement ougandais pour tenir ses promesses et supprimer les autres obstacles qui empêchent les citoyens d'avoir l'électricité. Parce que peu importe la quantité d'électricité produite par l'Ouganda si 8 habitants sur 10 ne sont pas raccordés au réseau. Et tous ces milliards qui font tant rêver ne changeront rien s'ils finissent dans les poches des élites dirigeantes.

Le gouvernement promet que l'oléoduc apportera des avantages économiques sans précédent à l'Ouganda, mais "les efforts engagés pour lutter contre la corruption nous permettent d'en douter", juge Winnie Ngabirwe, directrice de l'ONG Global Rights Alert.

—Assad Mugenyi

Publié le 12 novembre 2022

SÉNÉGAL

En Casamance, un conflit qui s'éternise

Cela fait quarante ans que la rébellion est active dans cette région du sud du pays. Premières victimes du conflit, les populations aspirent à une paix durable.



— El País Madrid

Le 26 décembre 1982, une manifestation pour revendiquer l'indépendance de la Casamance, région du sud du Sénégal, a défilé dans les rues de Ziguinchor. À leur arrivée au palais du gouverneur, plusieurs jeunes ont abaissé le drapeau national et hissé à la place un tissu blanc. La répression violente de cet acte, qui s'est soldée par plusieurs morts et des dizaines de prisonniers, a poussé des centaines de jeunes à prendre les armes et à s'enfoncer dans la forêt. Quelques-uns s'y trouvent encore aujourd'hui.

La fin décembre 2022 a marqué le quarantième anniversaire de l'une des plus anciennes rébellions d'Afrique, un conflit de faible intensité qui a fait quelque 5 000 morts et déplacé des dizaines de milliers de personnes, dans une région où l'on trouve des arbres géants, des forêts sacrées, des traditions animistes ancestrales et un dédale d'îles enveloppées de mystère.

Cinq jeunes marchent dans le centre de Ziguinchor vers l'université Assane Seck, et ils passent près d'engins qui rénovent des rues voisines. Derrière eux, le ferry *Aline Sitoé Diatta*, qui

relie Ziguinchor à la capitale, Dakar, fait retentir sa sirène pour annoncer son arrivée au port.

Beaucoup de choses ont changé en quatre décennies, mais la rébellion du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) est tenace. "Il y avait des raisons objectives liées à l'identité, à un sentiment d'abandon et à la gouvernance, qui ont poussé beaucoup à s'unir", affirme Ndeye Marie Sagna, présidente

de Kabonketoor, l'Association régionale des femmes pour la recherche de la paix. Mais les choses sont allées très loin, et la lutte est devenue fratricide."

Ce collectif a été fondé en 1999 pour libérer la parole sur le conflit et recréer du lien social. "Il y avait des morts, des disparus, des viols, des villages rasés, des mines antipersonnel. Dans notre culture, les femmes jouent un rôle fondamental de médiation et nous avons décidé d'agir", ajoute Ndeye Marie Sagna, attablée à l'hôtel Le Perroquet, qui donne sur le fleuve Casamance.

Factions opposées. Tous les présidents du Sénégal depuis cette époque, Abdou Diouf [1981-2000], Abdoulaye Wade [2000-2012] et aujourd'hui Macky Sall, ont promis de mettre fin au conflit. Ils ont signé divers accords de paix, mais la mort en 2007 de l'abbé Augustin Diamacoune Senghor, le religieux fondateur du MFDC, a divisé le mouvement en plusieurs factions et a davantage compliqué les choses.

"Le gouvernement a fait le choix de la carotte et du bâton", explique Paul Diédhou, professeur d'université et spécialiste du conflit. *Il essaie de négocier avec une seule des factions pour les diviser et il joue l'atout du développement de la région. Mais il temporise aussi pour que la rébellion meure d'épuisement et il attaque parfois les bases rebelles en prétextant des cultures de marijuana ou l'abattage illégal d'arbres."*

Repères

Ousmane Sonko, l'opposant

●●● Il est celui qui pourrait barrer la route de Macky Sall vers une troisième candidature en 2024. À 48 ans, Ousmane Sonko peut se prévaloir d'une grande popularité parmi la jeunesse du pays. Maire de la ville de Ziguinchor, capitale de la Casamance historique, il est également président du parti d'opposition Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef), parti membre de la principale coalition d'opposition Yewwi Askan Wi ("Libérer le peuple" en wolof). Lors d'un entretien accordé le 6 janvier à RFI et France 24, il a estimé que "tous les Sénégalais ont tourné le dos au président [Macky Sall]", sanctionnant sa gouvernance qualifiée de "calamiteuse". Mais s'il veut prétendre à un destin présidentiel, Ousmane Sonko doit avant tout se dépêtrer d'une ténébreuse accusation de viol. L'employée d'un salon de massage l'a en effet accusé de viols répétés. Une affaire qu'il estime être le fruit d'un complot politique manœuvré depuis le sommet de l'État, a-t-il déclaré.

↳ Des rebelles du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) lors de la libération en Gambie, en février 2022, de militaires faits prisonniers. Photo Muhammadou Bittaye/AFP



"Depuis, ici, il n'y a presque pas eu d'incidents, mais le danger est toujours là. Je ne sais pas quand tout ça se terminera. Bientôt, j'espère", affirme ce chef local, assis à l'ombre d'une luxuriante végétation. Les terres fertiles et l'eau abondante de Casamance, ainsi que ses paysages spectaculaires et sa culture ancestrale, attirent les touristes, en dépit d'une classification en "zone rouge" pendant des années à cause du conflit.

L'immense soutien dont ont bénéficié les rebelles au début de l'insurrection s'est affaibli avec le temps. Quelques-uns se livrent au vol et au pillage, ce qui déplaît aux habitants d'une région désireuse d'avancer. "Même si nous conti-

"Il faut discuter, chercher une issue."

Ndeye Marie Sagna, PRÉSIDENTE D'UN COLLECTIF POUR LA PAIX

nuons de penser qu'ils ont raison sur de nombreux points, presque personne ne défend le choix des armes, note Ndeye Marie Sagna. *Tout évolue et change. Il faut aujourd'hui discuter, chercher une issue. On ne peut pas délaissier les gens, il faut leur donner la chance de sortir de la forêt de manière honorable. Ensuite, nous discuterons de leur réintégration dans la société."*

Pour le professeur Paul Diédhou, d'autres dangers sont sous-jacents. "Le risque, c'est l'instrumentalisation politique du conflit", commente-t-il de son bureau, à l'université Assane Seck. Le maire actuel de Ziguinchor n'est autre qu'Ousmane Sonko, principal opposant du président Macky Sall et l'un des grands candidats à la présidentielle de 2024. Son père est de Casamance et lui-même a en partie grandi dans la région.

"Certains veulent associer Sonko au conflit et trouver un lien entre les deux. Ça ne peut aboutir qu'à des régionalismes et à des problèmes ethniques, ajoute l'universitaire. *Il y a des gens qui n'ont toujours pas pu rentrer chez eux et des morts auxquels il faut faire justice. La paix est à portée de main, mais de nombreux sujets doivent être abordés. La blessure reste ouverte"*, conclut-il.

— José Naranjo

Publié le 27 décembre 2022

Malgré toutes les tentatives d'éteindre l'incendie, le MFDC renaît constamment de ses cendres. La dernière escarmouche date de janvier 2022 : deux soldats sénégalais et un rebelle sont morts, et sept militaires ont été faits prisonniers puis libérés. Deux mois plus tard, le gouvernement a bombardé des bases rebelles et 10 000 personnes ont fui en Gambie.

Accord fragile. Le MFDC est gravement touché, mais il n'est pas mort. Il compte actuellement deux groupes actifs. Celui de Salif Sadio, dans le nord de la région, avec qui le gouvernement a négocié plusieurs accords ces dix dernières années grâce à la médiation de la communauté de Sant'Egidio. Et, dans le Sud, celui de César Attoute Badiatta.

Cependant, le dernier accrochage avec les hommes de Salif Sadio a fait basculer les velléités de négociation vers l'autre faction. Le 4 août 2022, une délégation gouvernementale et César Attoute Badiatta lui-même ont signé un nouvel accord de paix en Guinée-Bissau après l'allocution du président de ce pays, Umaro Sissoco Embaló. Depuis cette date, personne n'a bougé, mais l'étincelle pourrait rallumer le feu à tout moment.

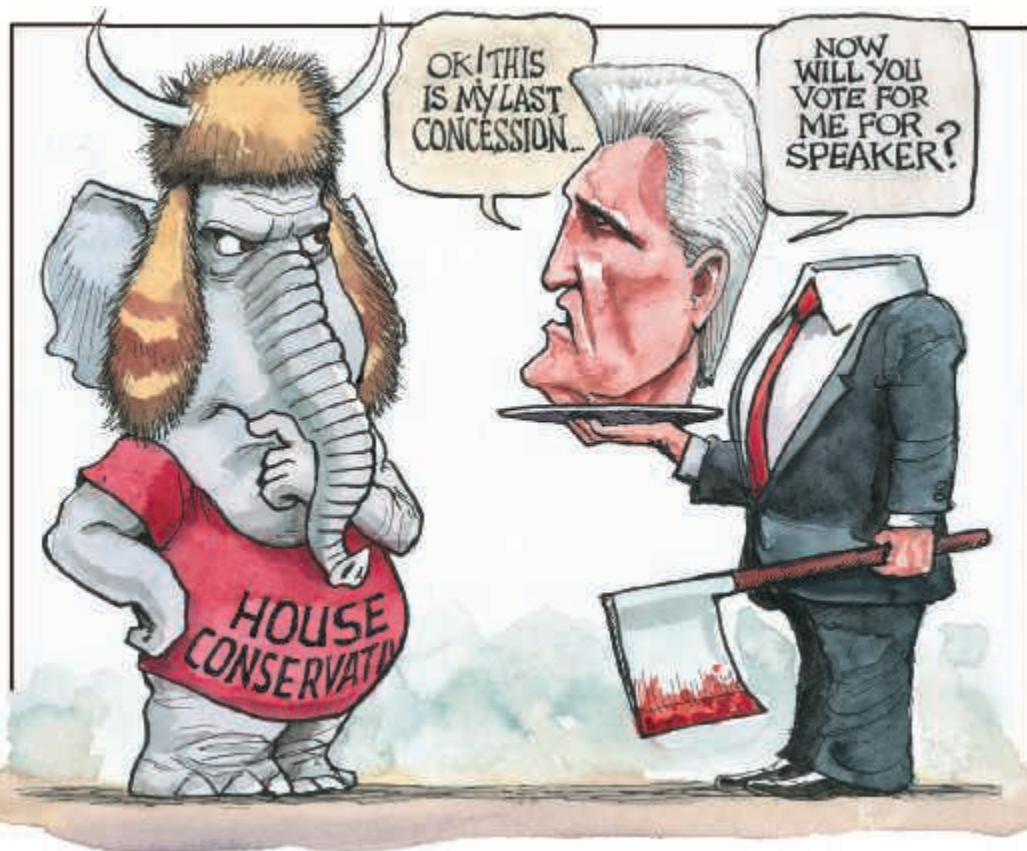
À Ousouye, village de Basse-Casamance, le roi Sibiloumbay Diédhou a joué un rôle clé dans le maintien d'une paix précaire : "J'ai convoqué les chefs de la rébellion et les militaires, je leur ai dit que beaucoup de gens avaient fui et abandonné leurs terres, qu'ils devaient renoncer à la guerre. J'ai aussi prié les fétiches, c'est mon travail."



amériques

États-Unis. Speaker... mais otage d'une frange dure

Kevin McCarthy a été élu au perchoir de la Chambre des représentants au terme de quinze tours de vote. Du jamais-vu depuis la guerre de Sécession. Ce républicain de 57 ans a accordé d'importantes concessions à une vingtaine de rebelles trumpistes. De quoi augurer deux années de pagaille permanente.



Quinze tours de vote pour un speaker. Au terme d'un processus houleux et interminable, inédit depuis cent soixante ans aux États-Unis, le républicain Kevin McCarthy a accédé à la présidence de la Chambre des représentants dans la nuit du 6 au 7 janvier. Peu avant, des élus du parti conservateur avaient failli en venir aux mains. Point d'orgue de cinq jours de pagaille et de déchirements, que les Américains ont pu suivre en direct à la télévision.

« Cette semaine, les républicains se sont qualifiés de 'talibans', de 'terroristes' et de 'preneurs d'otages', rapportait Dana Milbank, du **Washington Post**. L'un des anti-McCarthy, le député

républicain de Floride Matt Gaetz, l'a publiquement traité de 'squatteur' pour avoir occupé le bureau du président de façon prématurée. »

Pour ce chroniqueur de gauche, le spectacle n'avait rien de réjouissant : « Deux ans jour pour jour après l'assaut du Capitole, le 6 janvier 2021, nous assistons à une autre forme d'insurrection. Des républicains s'attaquent encore au fonctionnement des institutions. »

Et leur succès préfigure « deux ans d'anarchie, au moins ». L'hypothèse d'une fermeture des administrations fédérales, voire d'un défaut sur la dette, est devenue « plus plausible, si ce n'est probable ».

« La Chambre des représentants va être ingérable », prévient aussi **The New York Times**, pour qui « la recette de ce chaos était écrite : un cocktail toxique constitué d'une courte majorité républicaine, d'une aile droite inflexible [...] et d'un candidat au perchoir qui n'a cessé de s'aplatir devant cette frange radicale dans sa quête du pouvoir. »

Car le blocage qui a paralysé durant une semaine la chambre basse du Congrès s'explique par l'entêtement d'une vingtaine d'élus trumpistes à refuser de voter pour McCarthy. « Ce n'était pas là la démonstration d'une démocratie délibérative en pleine santé,

commente le **Wall Street Journal**. C'était purement et simplement un jeu de pouvoir. Un groupe d'élus de seconde zone ont vu dans la majorité de cinq sièges de leur parti l'occasion de se mettre en position de force. »

Et ils y sont parvenus, regrette le journal conservateur. Au fil des jours et des votes, le député de Californie Kevin McCarthy a fini par accorder de nombreuses concessions aux frondeurs, pour assouvir son ambition : devenir, à 57 ans, le troisième personnage de l'État fédéral américain. « Certaines concessions peuvent être louables, comme le fait de se prononcer sur chacune des 12 lois de dépenses » plutôt que sur un seul gros paquet, cachant souvent des cadeaux à des lobbies. Mais d'autres pourraient lui rendre la vie impossible. Les rebelles ont ainsi obtenu qu'un seul élu de la majorité puisse convoquer à tout moment l'équivalent d'un vote de confiance sur le speaker. En d'autres termes, ce dernier s'est lui-même constitué otage d'une minorité, grince le quotidien financier.

Le prix de la victoire de Kevin McCarthy « est particulièrement élevé » pour les républicains, qui « voient leur capacité d'action largement réduite », conclut le **Wall Street Journal**. D'autant que les démocrates ont conservé le contrôle du Sénat lors des élections de mi-mandat. Si son parti ne parvient à rien, « Kevin McCarthy pourrait regretter le coût de son accès au perchoir. Et le pays aussi. »

La « tragédie » qui vient de se jouer à Washington confirme l'émergence d'une nouvelle génération de républicains « qui veulent chambouler le statu quo », écrit **The Guardian**. Quitte à rejeter ouvertement les appels de Donald Trump à voter pour le docile McCarthy. Il semble donc « que l'ancien président ait donné des ailes à des forces antisystème que lui-même ne peut plus contrôler ».

Cette frange radicale s'inscrit dans la lignée du Tea Party, le mouvement ultraconservateur apparu en 2010, rappelle le journal britannique. Elle a ensuite été stimulée par l'émergence de Trump et a adopté « son style de populisme, consistant à faire le spectacle » et à en récolter les fruits : certains « rebelles » de la Chambre des représentants ont profité de leur exposition pour lever des fonds.

Tout ce que veulent ces élus, « c'est de l'attention, des moments

viraux, des coups médiatiques sur Fox News ou sur le podcast de Steve Bannon [l'ancien stratège de Trump] », affirme Tara Setmayer, ex-directrice de la communication des républicains au Capitole, qui les qualifie de « trolls politiques ».

« Aujourd'hui, nous avons au sein du Parti républicain une aile quasi anarchiste qui ne se soucie absolument pas de gouvernance, souligne Larry Jacobs, politologue à l'université du Minnesota. La seule chose qu'ils veulent, c'est le bazar. C'est un nouveau radicalisme. »

— **Courrier international**

Tour de vis migratoire

« C'est la politique la plus dure » qu'ait adoptée l'administration Biden « pour tenter de dissuader les migrants de traverser la frontière », note **The New York Times**. Le 5 janvier, le président a annoncé que les États-Unis étendraient le recours aux restrictions instaurées durant la pandémie de Covid-19, leur permettant d'expulser rapidement des migrants passant illégalement la frontière avec le Mexique. Chaque mois, jusqu'à 30 000 migrants originaires du Nicaragua, de Cuba, d'Haïti et du Venezuela seront renvoyés immédiatement au Mexique, sans pouvoir demander l'asile. D'un autre côté, 30 000 ressortissants de ces pays pourront entrer chaque mois aux États-Unis, à condition de s'y rendre par avion. « Les migrants doivent postuler depuis leur pays d'origine, leur casier judiciaire sera vérifié et ils devront prouver qu'ils bénéficient de soutiens financiers aux États-Unis », précise **The Texas Tribune**. Pour la première fois, Joe Biden s'est rendu le 8 janvier à la frontière sud, à El Paso, alors que les arrestations de migrants n'ont jamais été aussi nombreuses. Il a présenté le nouveau processus comme « régulier, sûr et humain ». Pour **The Washington Post**, cette solution pourrait « se révéler juridiquement épineuse et mettre en colère les défenseurs de l'immigration ». En effet, « la loi américaine stipule que n'importe qui peut demander l'asile s'il met le pied sur le sol américain ».



REVUE DE PRESSE

Télérama'

Avec l'AFCAE

**18-24
JANVIER**

**DANS LES
SALLES
ART ET ESSAI**

FESTIVAL CINEMA

**LES MEILLEURS
FILMS
DE 2022**

**ET LE COUP
DE CŒUR DES
-26 ANS
AVEC
BNP PARIBAS**

4 EUROS

**LA PLACE
AVEC LE PASS
DANS
TÉLÉRAMA
ET SUR
TÉLÉRAMA.FR**



**LA
LISTE
DES
FILMS**



CANAL+



BNP PARIBAS

AFCAE

CINÉMAS ART & ESSAI

VENEZUELA

Des prisons devenues de luxueuses dictatures du crime

Plus de la moitié des détenus du pays séjournent dans des prisons contrôlées par des chefs mafieux qui y ont bâti de véritables villes autonomes, abritant casinos, piscines et charcuterie. Une enquête du site vénézuélien Runrun et de Connectas.



—Connectas (extraits)
Amérique latine

Le Tren de Aragua est le gang vénézuélien qui a le plus étendu ses tentacles vers d'autres pays de la région. À Tocarón, la prison que contrôle le Tren, on trouve des piscines, une discothèque et des installations sportives, équipements qui n'ont rien à envier à certaines stations balnéaires des Caraïbes.

Dans ce centre pénitentiaire, c'est le Tren qui supervise les activités. Cette organisation criminelle est impliquée dans la traite d'êtres humains, le trafic de migrants, le narcotrafic, le racket, ainsi que des enlèvements et des assassinats au Chili, au Pérou et en Colombie.

À l'instar d'autres prisons vénézuéliennes, elle est gardée à l'extérieur par la garde nationale, mais c'est la mafia qui supervise la vie en détention et affecte les ressources à toutes sortes de trafics ayant lieu à l'intérieur de l'établissement [avec la complicité du personnel pénitentiaire].

Le site d'investigation vénézuélien Runrun et Connectas ont enquêté sur plusieurs prisons vénézuéliennes contrôlées par des chefs mafieux : les *pranes*, pour "*presos rematados asesinos natos*" ["tueurs nés toujours en taule"].

Nous avons découvert qu'une bonne dizaine d'activités délictueuses y étaient pratiquées, activités qui produisent des millions de dollars pour ces organisations criminelles.

Pour les besoins de l'enquête, nous avons visité des prisons, interviewé des prisonniers et leurs proches, consulté des rapports d'ONG. Il en ressort que les prisonniers pratiquent le trafic de drogue, les enlèvements, les escroqueries, le racket, le trafic d'armes, la traite d'êtres humains et le trafic de migrants, entre autres.

Visites lucratives. Une étude de l'Observatoire vénézuélien des prisons (OVP) conclut que plus de la moitié de la population pénale du pays séjourne dans des prisons contrôlées par des *pranes*.

L'un des cas les plus rocambolesques est celui de Tocuyito, une prison située à deux heures de Caracas, qui abrite 5000 prisonniers. Ceux-ci y pratiquent l'élevage de porcs et organisent des compétitions sportives. Une fois par semaine, les détenus proches du *pran* ont le droit de sortir de la prison pour voler, comme dans le film *American Nightmare*.

Le cerveau de cette vaste entreprise est Néstor Richardi Sequera Campos, alias Richardi ou Papa, condamné à vingt ans de prison pour homicide volontaire. Il devrait être en liberté depuis mai 2018 mais, comme d'autres *pranes*, il a décidé de rester en prison.

Le pouvoir de Richardi commence dans la rue. Lors des jours de visite, des femmes font la queue depuis la veille au soir pour obtenir l'une des 150 entrées gratuites. Les autres visiteurs, sur ordre du *pran*, doivent payer 5 dollars.

Chaque semaine, il y a un ou deux jours de visite, si bien que les visiteurs peuvent laisser au *pran* pas moins de 37 000 dollars par mois. Le tarif de 5 dollars

dispense de la fouille à l'entrée et permet de garder son téléphone portable.

L'équipe de Runrun et de Connectas est arrivée à entrer facilement à Tocuyito après avoir versé les 5 dollars. On ne nous a pas demandé nos noms, nous n'avons pas dû montrer de pièce d'identité et les journalistes n'ont pas été fouillés.

En parcourant la prison, on peut observer que l'intérieur est comme un petit quartier où abondent les commerces informels. L'offre commerciale va des produits alimentaires jusqu'à différentes sortes de drogues – l'une des activités les plus rentables des prisons. José, l'un des détenus, précise : "Ces boutiques appartiennent aux prisonniers, mais ils doivent verser une sorte de loyer au 'pran'".

Les meilleures boutiques sont celles des *pranes* et de leurs familles. Dans les cours de la prison, on trouve aussi des cochons de grande taille, qui circulent librement dans l'établissement. Il s'agit d'un autre volet des activités du *pran*.

Un local plus grand se détache, en briques, avec des portes en verre et l'air conditionné. "Ça, c'est la charcuterie de Richardi.

"Dehors, on se fait plumer par les policiers. Ils veulent nous racketter. Ici, on est plus tranquilles."

Edicson González, UN PRAN DE LA PRISON DE VISTA HERMOSA

Ici, on trouve de tout : du jambon, du chorizo, de la viande, explique José, avant d'ajouter que les visiteurs n'ont pas le droit d'entrer avec de tels produits : "On ne peut les acheter qu'ici."

Une partie de ces aliments proviennent des porcheries et des basses-cours intérieures, contrôlées par les *pranes*. Mais selon des policiers interrogés pour cette enquête, les organisations criminelles volent aussi des camions [à l'extérieur], obtiennent la marchandise via des accords avec des fonctionnaires ou en rackettant des entreprises alimentaires.

En outre, des proches de détenus affirment que les *pranes*, avec la complicité des gardiens, confisquent les aliments apportés par les visiteurs pour ensuite les revendre aux prisonniers.

Une activité si florissante qu'entre 2016 et 2019, les années de plus grandes pénuries au Venezuela, beaucoup de gens se rendaient dans les prisons pour s'y procurer les produits alimentaires qu'ils ne trouvaient pas dans les supermarchés.

Les caïds ont aussi installé des commerces à l'extérieur. Edicson González, alias Chichi, l'un des *pranes* de la prison de Vista Hermosa, assure : "Nous ne cherchons plus à arnaquer les gens. Nous avons une autre mentalité. Aujourd'hui, nous (les trois *pranes*) avons des affaires à l'extérieur, mais davantage comme commerçants."

Incarcé en 2010, il a déjà purgé sa peine mais, comme Richardi, il a préféré rester. "Dehors, on se fait plumer par les policiers. Ils veulent nous racketter. Ici, on est plus tranquilles", disent Edicson González et Giovanni Navas, un autre *pran* de Vista Hermosa, pour justifier leur décision.

La causa ou zéro privilège.

Chaque semaine, les prisonniers doivent régler au *pran* une certaine somme d'argent, la *causa* ["cause"], pour pouvoir circuler librement dans l'établissement pénitentiaire et utiliser les parties communes. Le prisonnier qui ne s'acquitte pas de cet "impôt" n'a plus aucun privilège et est envoyé dans l'une des pires cellules.

En ce qui concerne le fonctionnement actuel de la prison, Edicson González affirme : "Nous n'aimons pas dire qu'il y a des règles. Nous préférons parler de respect, de codes. Ceux qui trahissent l'un de ces codes, nous les envoyons à l'église pour méditer. Et s'ils récidivent, ils retrouvent le régime normal de la prison."

La mère d'un ancien détenu explique que ce "régime normal" consiste à infliger des châtiments physiques aux prisonniers qui ne se conforment pas aux règles des *pranes* ou qui ne paient pas la *causa*. "On leur tire dans les mains et dans les pieds, on les frappe, parfois même on les tue."

Dans les prisons les plus peuplées, comme Tocarón et Tocuyito, la *causa* crée un revenu qui peut atteindre les 100 000 dollars mensuels. La collecte de l'impôt peut rapporter plus de 1,5 million de dollars par

↳ Dessin paru sur Connectas et Runrun.

an aux chefs du Tren de Aragua à Tocarón, selon les calculs de l'ONG Una Ventana a la Libertad [Une fenêtre sur la liberté].

Par ailleurs, les *pranes* font payer des entrées donnant le droit d'être logé dans la prison le week-end ou encore d'accéder à des activités ou à des zones de loisirs.

Certaines prisons sont équipées de piscines, de casinos, de discothèques ou de terrains de base-ball, comme Tocarón et Tocuyito. Des événements sportifs sont organisés, comme des soirées de boxe ou des matchs de base-ball.

La journée des délits. Il règne un tel luxe dans certaines prisons que des détenus paient pour y être transférés. Par exemple, les prisonniers doivent verser entre 3 000 et 5 000 dollars pour être envoyés à Tocarón, assure un ancien détenu.

Álvaro Enrique Montilla Briceño, alias El Loro, fait régner sa loi dans la prison de Trujillo.

Il a créé sa propre entreprise de promotion de boxeurs professionnels et possède une école de boxe, Loro Boxing Round, qui fonctionne dans la prison.

Mais le sport n'est pas la seule activité à laquelle Montilla se

Les commerces, les entreprises et les habitants près des prisons sont aussi victimes de racket.

consacre. Nous avons eu accès à un rapport rédigé en 2021 par le département d'enquêtes sur les enlèvements, au sein du Corps d'enquêtes scientifiques, pénales et criminelles (CICP) du Venezuela, qui a identifié El Loro comme le chef d'une bande à la tête d'un réseau d'escroqueries via le service Marketplace de Facebook.

D'après le rapport, l'organisation criminelle publie de fausses annonces de vente sur ce service

et donne rendez-vous aux personnes intéressées dans des zones peu peuplées. Là, ces imprudents se font dépouiller de leur argent ou bien sont enlevés contre rançon s'ils n'en ont pas sur eux.

Une trentaine de personnes ont trouvé la mort ces trois dernières années après s'être présentées à des rendez-vous fixés sur Marketplace pour acheter des voitures, selon des informations parues dans la presse.

En mars de cette année, les autorités chiliennes ont indiqué que le Tren de Aragua dirigeait un réseau de prostitution de Vénézuéliennes. Récemment, on a appris que ce réseau rackettait des modèles webcam [hommes ou femmes qui monnaient leurs charmes devant leur webcam, également appelés *camgirls* ou *camboys*] à Bogotá, et qu'il était responsable de 23 assassinats, à l'issue desquels les corps ont été retrouvés dans des sacs disséminés à plusieurs endroits de la capitale.

Outre les prisonniers eux-mêmes, les zones qui se situent autour des prisons sont les premières à pâtir de la présence de ces organisations criminelles. Les commerçants, les chefs d'entreprise et même les habitants de ces quartiers sont victimes de racket.

La terreur que sèment ces bandes peut aller encore plus loin. À Tocuyito, les prisonniers qui font partie de l'entourage du *pran* ont le droit de porter des armes de gros calibre et de sortir de prison une fois par semaine. Ce jour-là, ils peuvent commettre des délits dans la rue. Tout ce qu'ils en obtiennent – rançons et autres vols – leur revient, ils n'ont pas à se signaler au chef, explique le détenu José, avant de prendre congé. Une dystopie vénézuélienne.—

Publié le 22 septembre 2022

NDLR : Pour éviter des représailles, cette enquête n'est pas signée.

SOURCE



CONNECTAS

Amérique latine
connectas.org

La principale plateforme journalistique de collaboration entre les médias d'Amérique latine, qu'il s'agisse d'analyses en profondeur ou d'enquêtes, bénéficie d'une reconnaissance internationale liée à la solidité des contenus qu'elle publie et qui ont notamment conduit à révéler des affaires sur lesquelles des dirigeants de la région ont été contraints de s'expliquer. Lancée en 2013 par Carlos Eduardo Huertas, journaliste colombien et aussi chef de projet au Centre international pour les journalistes (ICJ) de Washington, la plateforme est soutenue par cette institution.

PYRAMIDE PRÉSENTE

OURS D'OR
Festival de Berlin 2022

À MA TERRE DE CATALOGNE ET AUX PÊCHERS DE MON ENFANCE”

Carla Simón

APRÈS ÉTÉ 93

NOS SOLEILS

un film de CARLA SIMÓN

III COUP DE CŒUR CINÉMAS RÉFÉRENCE DE L'AFCAE

VOCABLE

SENS CRITIQUE

LA SEPTIÈME OBSESSION

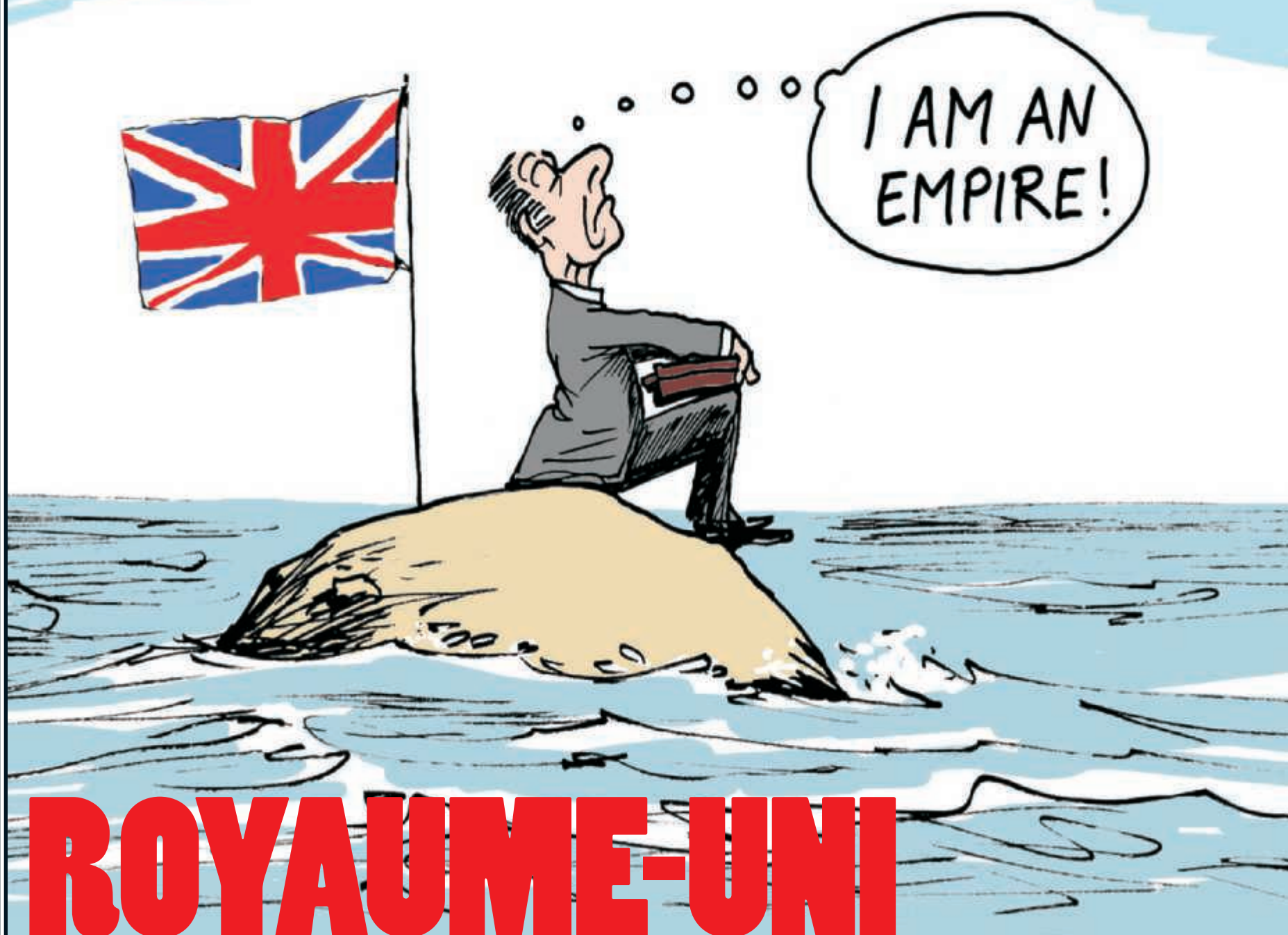
AU CINÉMA LE 18 JANVIER

Télérama

Le Monde

Courrier international

à la une



ROYAUME-UNI RIEN NE VA PLUS

Récession annoncée, austérité, grogne sociale, instabilité politique... Britannia traverse une période sombre. Ce qui a poussé depuis quelques semaines l'opinion publique et la presse – même les journaux conservateurs – à accuser le Brexit de tous les maux. Certes, celui-ci n'a pas tenu ses promesses, comme le montre le reportage qui ouvre ce dossier, mais il n'est pas responsable de tout, concède même le très europhile *The Observer*. Il est temps désormais de tourner la page et de travailler ensemble à (re)construire le Royaume-Uni.



Brexitland-sur-Mer a perdu ses illusions

En 2016, la ville de Skegness a massivement voté pour quitter l'Union européenne. Six ans plus tard, ce journal europhile a rendu visite à cette célèbre station balnéaire, située dans l'est de l'Angleterre, sur la mer du Nord, pour prendre la température.

—The New European (extraits) Londres

Le ciel est chargé et il fait froid en ce milieu de semaine, à la fin du mois de septembre. À Skegness, il règne une atmosphère mélancolique de morte-saison. La mer est grise. Les longues plages sablonneuses ne sont parsemées que de rares promeneurs recroquevillés. Les manèges et les attractions, les arcades de jeux bariolées, les bowlings et les salles de bingo sont pour l'essentiel fermés, ou déserts. Un couple solitaire, venu de Leicester, admire la statue en bord de mer de la célèbre mascotte de la ville, le Joyeux Pêcheur qui se dandine, tout en rondeur, en fumant la pipe.

À la haute saison, en juillet et août, la population de cette station balnéaire si typiquement britannique, à la frange la plus orientale du Lincolnshire, peut atteindre plus de 200 000 personnes, mais maintenant, la plupart des vacanciers sont repartis, laissant derrière eux les 20 000 habitants, et moi.

Je suis venir voir ce que le Brexit a apporté à une ville surnommée "Brexitland-sur-Mer", alors que Skegness a majoritairement voté en faveur du départ de l'Union européenne lors du référendum de 2016. Parmi les électeurs de Boston et de Skegness, 75,6 % avaient soutenu le retrait, le plus fort pourcentage du pays.

Appel au secours. Je m'aperçois qu'ici plus personne ne célèbre le Brexit. Je n'ai droit qu'à une litanie de lamentations sur l'échec du gouvernement, incapable de produire les 350 millions de livres [396 millions d'euros] hebdomadaires promis au système de santé par Boris Johnson, incapable de freiner l'immigration, de décrocher les accords commerciaux tant vantés, de résoudre la question de l'Irlande du Nord et – par-dessus tout – de venir en aide à des endroits délaissés comme Skegness. En 2013, le Bureau des statistiques nationales a désigné la ville comme étant la station balnéaire la plus démunie de Grande-Bretagne.

"Le Brexit? grogne Alan, marchand à la retraite, occupé à promener son cockapoo [un croisement entre cocker et caniche] sur le front de mer. Je crois qu'on s'est tous fait rouler. Tout le monde se disait que ça allait tout régler avec les services de santé et ainsi de suite, et que tout irait mieux, mais je ne pense pas qu'on ait vu le moindre bénéfice,

le moindre avantage. Je pense qu'il y a beaucoup de gens qui pensent comme ça."

À 67 ans, Robert, chauffeur routier à la retraite, s'efforce – sans grand succès – de vendre des poupées en plastique dans un des quelques conteneurs en acier qui constituent le marché de Skegness. "On s'est fait avoir. On nous a trompés", dit-il. Les politiciens "se sont servis du Brexit pour prendre le pouvoir. Ils ont dit 'On va se débarasser de tel et tel truc. Votez pour nous et on va régler ça'. Sauf qu'ils nous ont blousés... Le Brexit n'a absolument rien rapporté à Skegness". Si Boris Johnson passait là par hasard, Robert ajoute : "Je lui mollarderais dessus. Je lui cracherais dessus."

J'entends d'ici les partisans acharnés du Brexit s'offusquer. C'est bien du *New European* d'aller chercher deux mécontents qui ont voté en faveur du retrait et de les présenter comme s'ils étaient la norme, vont-ils dire. L'ennui étant que Tony Tie, le sympathique maire de Skegness, ancien hôtelier de 76 ans qui a voté pour le Brexit en 2016, est tout aussi déçu, au point de dire qu'aujourd'hui il choisirait sans doute de rester dans l'Union européenne. "Je crois tout simplement que Boris Johnson nous a tous bernés, me

déclare-t-il, alors que nous sommes assis dans le salon de sa confortable maison mitoyenne, à quelques rues du bord de mer. Je ne pense pas qu'il ait vraiment tenu une seule de ses promesses."

Même Danny Brookes et Mark Dannatt, deux conseillers municipaux qui étaient à l'époque de fervents membres de l'Ukip et des apôtres du Brexit, s'avouent désemparés par l'évolution de la situation, bien qu'ils en rendent responsable la façon dont le gouvernement a mis le Brexit en œuvre, plutôt que le Brexit lui-même.

"Ça m'a montré à quel point le gouvernement est incompétent", m'explique Brookes quand nous nous retrouvons le soir dans son restaurant sur la rue principale, l'Indulgence Cafe, où, en 2015, Nigel Farage avait pris la parole devant une foule de partisans en adoration. "S'il avait été bien géré,

"Les politiciens se sont servis du Brexit pour prendre le pouvoir. Sauf qu'ils nous ont blousés. Le Brexit n'a rien apporté à Skegness."

Robert, CHAUFFEUR ROUTIER RETRAITÉ



SOURCE
THE NEW EUROPEAN
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire
23 000 ex.
theneweuropean.co.uk

Fondé en réaction au résultat du référendum sur la sortie de l'Union européenne, *The New European* milite pour l'annulation du Brexit, décrit comme "un désastre potentiel pour le Royaume-Uni et l'Union européenne". Initialement créé pour quatre numéros, l'hebdomadaire a su vite séduire le lectorat europhile.

← "Je suis un empire!"
Dessin de Horsch paru dans *Handelsblatt*, Düsseldorf.

Analyse

Un pays "plus européen que jamais"

●●● "Boris Johnson, merci." Le journaliste Janan Ganesh ne compte "pas faire la fine bouche". Et souhaite même "rendre à César ce qui est à César". Pour les europhiles comme lui, "le Brexit a transformé un rêve en réalité" : depuis 2016, soutient le Britannique dans un article empli de sarcasme, "le Royaume-Uni s'est rapproché du continent comme rarement auparavant". La livre sterling, d'abord, oscille autour de 1,10 euro, contre 1,40 euro au milieu des années 2010. "On arrive quasiment à la parité!" s'enthousiasme-t-il dans les colonnes du *Financial Times*. Le niveau d'imposition, ensuite, atteint des sommets "à faire pâlir les sociaux-démocrates scandinaves"

– une hausse destinée en partie "à compenser" la perte de croissance due à la sortie de l'Union européenne, analyse Janan Ganesh. "Ironiquement, le fardeau fiscal n'a jamais été aussi faible dans ce pays qu'en 1994 lorsque le socialiste Jacques Delors dirigeait la Commission européenne et faisait l'objet d'attaques incessantes de la presse tabloïd."

Enfin, le système politique britannique, "source de stabilité et de fierté face aux innombrables Premiers ministres italiens et aux multiples républiques françaises", s'europanise lui aussi : en l'espace de six ans, le 10, Downing Street a vu défiler cinq locataires, soit autant que lors des trois décennies précédentes. "Du fait du Brexit, résume Ganesh, le Royaume-Uni commence à ressembler à une jeune démocratie méditerranéenne, sa charge fiscale à celle d'un pays nordique et sa monnaie à la monnaie unique européenne." En tant que Remainer, "on ne peut que s'incliner".

le Brexit aurait pu être une bonne chose... Ils n'auraient pas dû faire des promesses qu'ils ne pouvaient pas tenir." Des promesses sans lesquelles, le "oui" ne l'aurait peut-être jamais emporté lors du référendum. Un sujet que nous n'évoquons pas.

Matt Warman, député conservateur de Boston et Skegness à la mine radieuse, assure que le vote massif de son électoralat en faveur du Brexit en 2016 était avant tout un appel au secours, explication que j'entendrai à maintes reprises au fil des recherches que j'ai entreprises pour rédiger cet article. "C'est pour le message qu'il fallait 'reprendre le contrôle' que Skegness a voté, me dit Warman alors que nous prenons un café à Londres. Et il ne s'agissait pas seulement de 'reprendre le contrôle' politique à l'UE au profit du Royaume-Uni. Les gens avaient le sentiment d'avoir été laissés pour compte par les gouvernements britanniques pendant des années et des années."



Repères

Remainers, à vous de jouer !

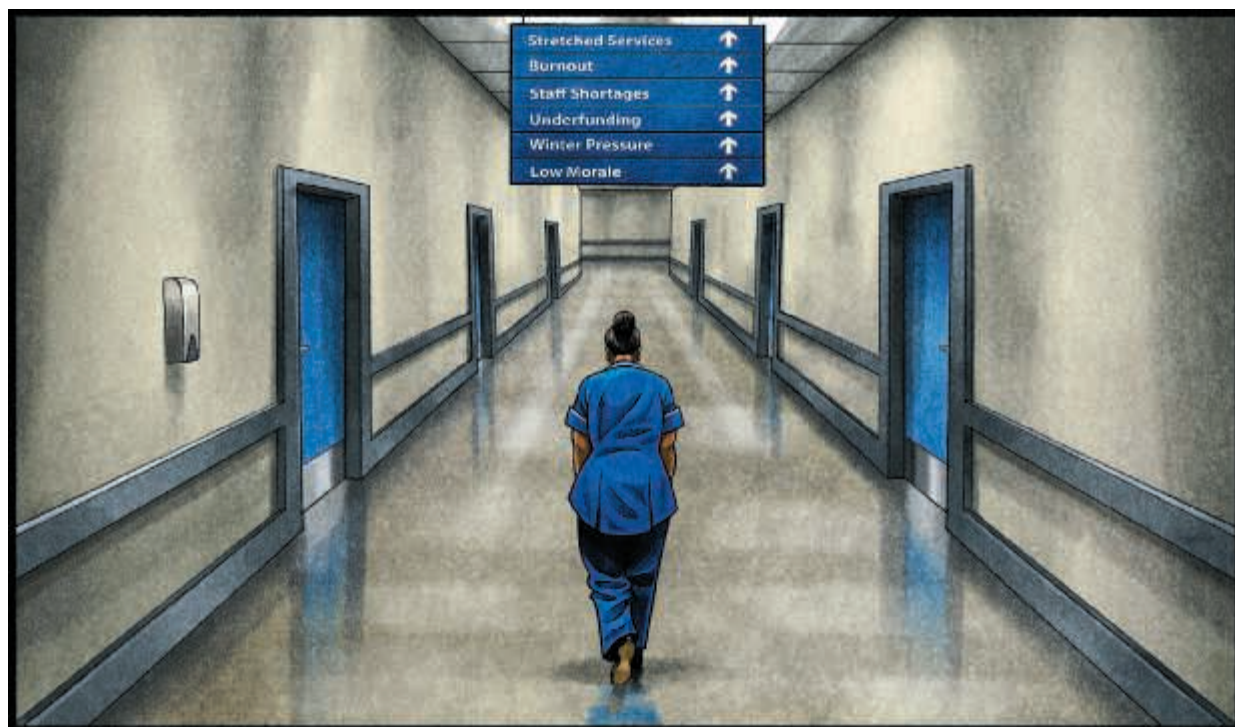
●●● Les Britanniques restent “enfermés dans un débat stérile” à propos du Brexit, constate le **New Statesman**. “Voire tendent à fuir ce sujet hautement toxique, à moins de se trouver en présence d’une personne de confiance.” Même au Parlement, les politiques de tout bord évitent d’évoquer la sortie de l’Union européenne et ses conséquences. Pourtant, près de sept ans après le référendum, “l’heure est venue de panser les plaies avec maturité”. De laisser les rancœurs, les rancunes et les récriminations de côté. Dans ce contexte, charge aux Remainers de “montrer l’exemple”, note l’hebdomadaire anti-Brexit. Première étape : abandonner le rêve d’un nouveau référendum. “Il n’aura pas lieu avant vingt ou trente ans dans le plus optimiste des scénarios, car aucun Premier ministre, quel que soit son camp, ne prendra le risque de rejouer une campagne électorale aussi clivante.” Sans compter que, au vu de escarmouches récentes entre Londres et Bruxelles, “la confiance est rompue : l’Union européenne ne nous laissera pas revenir de sitôt”. À défaut, le **New Statesman** suggère la création d’une “alliance” entre pro- et anti-Brexit modérés. L’objectif : retisser patiemment les liens avec le continent, gommer les barrières douanières, faciliter la participation des scientifiques britanniques aux programmes de recherche européens. “Il ne s’agit pas de dire que les Leavers avaient raison, mais simplement d’accepter le monde tel qu’il est, conclut le magazine londonien. Mieux vaut, pour le bien de la nation, que le Brexit fonctionne, ou du moins qu’il fasse le moins de dégâts possible.”



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Qu’est-il arrivé à notre glorieux passeport ?

En une décennie, le document de voyage délivré au nom de Sa Majesté est passé du premier au treizième rang des passeports les plus puissants du monde, déplore le **Daily Telegraph**.



Un argument difficile à contredire. Skegness a bel et bien l’air d’une ville longtemps négligée, privée d’investissements, station balnéaire dont les beaux jours datent du temps, lointain, d’avant les vacances bon marché en Europe. Elle est toujours le quatrième lieu de villégiature favori en Grande-Bretagne, mais elle n’est pas reliée par une voie express, seulement par une nationale. Toutes les heures, un train à deux voitures se traîne poussiérement à travers le paysage rural anonyme du Lincolnshire, en provenance de Nottingham, mais c’est tout. Skegness en est le terminus tant littéral que métaphorique.

Fonds de remise à niveau. Il n’y a aucun secteur économique digne de ce nom en dehors du tourisme, lequel est très saisonnier. Pendant près de neuf mois, les B & B et hôtels bon marché de la petite ville sont fermés. Au plus fort de l’été, le service de téléphonie mobile n’arrive pas à faire face à la demande. La population permanente, âgée et peu diplômée, dépend essentiellement des allocations et, à en juger par le nombre impressionnant de scooters électriques pour personnes à mobilité réduite, est en mauvaise santé. Tous les témoignages concordent, il est des plus difficiles d’obtenir un rendez-vous chez un généraliste ou un dentiste, et le grand hôpital le plus proche se trouve à Boston, à 35 kilomètres de là.

On comprend aisément pourquoi les habitants de Skegness ont utilisé le référendum sur le Brexit pour exprimer un vote de contestation, surtout alors que Farage, le *Daily Mail*, le *Sun* et consorts rendaient les immigrés d’Europe de l’Est responsables de la baisse des salaires et les accusaient d’avoir poussé les services publics jusqu’au point de rupture. Quand les choses vont mal, il est toujours tentant de chercher des boucs émissaires, et en 2016, beaucoup d’Européens de l’Est travaillaient en ville, dans le tourisme et dans les exploitations agricoles environnantes.

C’est un terrain miné. Mais il n’est guère plausible de nier que le vote du Brexit a été en partie motivé par la xénophobie. Mark Anderson, le seul travailliste du conseil municipal et l’une des rares personnes à avoir fait campagne en faveur de l’UE en 2016, dit avoir reçu beaucoup de messages de haine, et “le pire, c’était : ‘Vous laissez entrer les migrants, vous laissez entrer les Turcs.’ Un mensonge pur et simple, mais c’était ce que leur faisaient avaler Johnson, Farage et cie”.

Pete, un jeune coiffé d’une casquette de baseball qui travaille dans une casse, m’affirme que le Brexit est “une bonne chose parce que ça nous donne la possibilité, à nous, les gens qui vivent vraiment dans le coin, de recevoir de l’aide”.

“Quand des régions sont défavorisées, parfois elles cherchent des coupables, et ce sont les Européens de l’Est qui en ont fait les frais.”

Mark Anderson, SEUL TRAVAILLISTE
DU CONSEIL MUNICIPAL

Chris Baron a dirigé le camp Butlin [une chaîne de villages-vacances] local (le premier du nom) pendant vingt ans, et compte parmi ceux qui tiennent à ressusciter l’économie de Skegness. “Quand des régions sont défavorisées, parfois, elles cherchent des coupables pour expliquer leur situation, et ce sont les Européens de l’Est qui en ont fait les frais, constate-t-il. Peut-être qu’ils ont vu les gens d’Europe de l’Est venir et qu’ils se sont dit que tout irait mieux s’ils partaient... C’était la chose la plus simple sur laquelle ils pouvaient se focaliser.”

C’est une erreur de croire que le Brexit n’a rien fait pour Skegness. Il semble que l’appel à l’aide de la ville ait été entendu. Pour des raisons évidentes, les subventions versées par l’Union aux

↑ Sur le panneau :
Services saturés.
Burn-out.
Pénurie de personnel.
Sous-financement.
Pic d’activité hivernal.
Démotivation.
Dessin de Ben Jennings
paru dans
The Guardian,
Londres.



régions défavorisées, que Skegness avait coutume de percevoir, ont désormais cessé, mais l'an dernier, la station balnéaire a touché 24,5 millions de livres [environ 27,6 millions d'euros] du Towns Fund du gouvernement, dans le cadre du programme de remise à niveau de Johnson. Cet argent, auquel s'ajoute l'équivalent en fonds de contrepartie, doit être affecté à une série de projets, dont la création d'un campus rattaché à l'université Grimsby, l'ouverture d'une école de police, la restauration de la gare délabrée et l'amélioration du front de mer. L'avenir du camp de vacances Butlin semble lui aussi plus radieux, depuis son rachat en septembre, son propriétaire d'origine l'ayant vendu pour un montant de 300 millions de livres [339 millions d'euros].

À la une



Déficit de main-d'œuvre. "Nous avons connu plus d'investissements à Skegness, Boston et dans l'ensemble du Lincolnshire, à la suite de choses comme les fonds de remise à niveau, que nous n'en avons vu en une génération", clame le député Warman, tandis qu'Anderson, le conseiller municipal travailliste, grince que le gouvernement conservateur se contente de "satisfaire sa base à coups d'emprunts". On peut également avancer que si le Brexit a profité à des stations balnéaires comme Skegness, c'est parce qu'il a compliqué la vie des Britanniques qui souhaitent se rendre en Europe (comme en témoignent les queues interminables à Douvres cet été).

Mais le plus gros défaut du Brexit est la pénurie aiguë de main-d'œuvre qu'il a provoquée, ou à tout le moins aggravée, avec le départ de tant de travailleurs d'Europe de l'Est (la pandémie de Covid en est aussi en partie responsable). Tye, le maire, estime que la population est-européenne de la ville est passée de plus de 2000 personnes il y a dix ans à moins de 500 aujourd'hui.

Si cette pénurie entraîne une hausse des salaires, ce qui peut ou non être une bonne chose, elle porte surtout atteinte au secteur considérable du tourisme et de l'hôtellerie de la ville. Ce dernier se heurte désormais à la concurrence des producteurs de fruits et légumes du Lincolnshire, dont certains offrent le double du salaire minimum pour attirer les cueilleurs de choux-fleurs et de choux dont ils dépendent énormément.

"SKEGNESS EST SO BREXIT",

raillait **The New European** le 14 avril 2017. Sur la une, parodie d'affiche touristique, le Joyeux Pêcheur aux bras d'honneur aux étrangers. L'illustration provoquera l'indignation des habitants de la ville.

"Nous cherchons tous à puiser dans le même vivier de main-d'œuvre, qui se réduit", explique James Parker, directeur des opérations de Fantasy Island, un fouillis de montagnes russes vertigineuses et d'autres attractions. A la haute saison, jusqu'à 15 % de ses 250 employés venaient d'Europe de l'Est. Aujourd'hui, ils ne sont plus que deux.

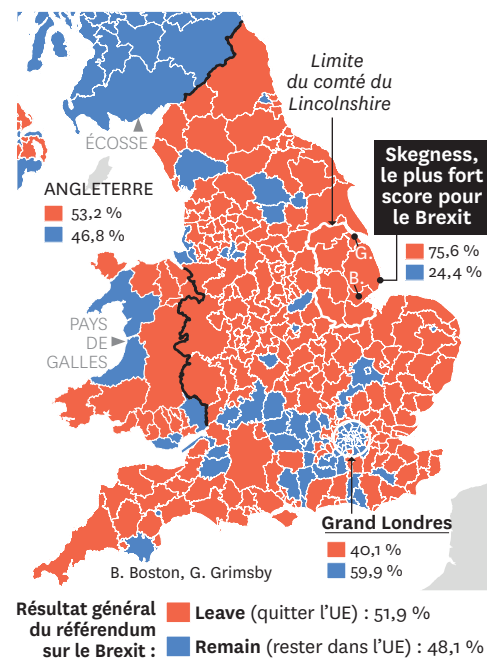
Le problème n'est pas seulement le manque de personnel, mais le manque de personnel qualifié. "Quand la quantité est là, vous pouvez vous concentrer sur la qualité", déclare Baron, l'ancien directeur du camp Butlin dont près d'un cinquième des 900 employés étaient d'Europe de l'Est.

Avis que partage Parker, de Fantasy Island. "Les Européens de l'Est qui venaient chez nous étaient très bien. Ils se disaient qu'ils avaient touché le gros lot, ils gagnaient bien leur vie. Ils ne demandaient qu'à travailler, et c'était contagieux. Ça a changé l'éthique de travail (des autres salariés)." Maintenant, "il faut faire preuve de davantage de tolérance et d'indulgence vis-à-vis du travail mal fait. Dans une certaine mesure, nous avons dû accepter une baisse de l'éthique professionnelle", commente-t-il.

J'ai entendu bien d'autres plaintes à propos du Brexit durant les deux jours que j'ai passés à Skegness. Les exploitants de manèges qui achètent leurs engins aux Pays-Bas et en Belgique ont désormais du mal à se procurer des pièces de rechange ou à les faire entretenir. Les retraités ne peuvent pas passer de longs hivers en Espagne. Dans l'unique épicerie polonaise de la ville, les prix ont grimpé de 20 % à cause des taxes à l'importation.

Warman, qui avait en fait voté pour le maintien dans l'UE, sous-entend que le Brexit pourrait avoir des avantages cachés. Il pourrait par exemple obliger les agriculteurs à se mécaniser au lieu de dépendre d'une main-d'œuvre étrangère bon marché. Il se dit toujours persuadé que le gouvernement parviendra à un modus vivendi raisonnable avec Bruxelles et à un accord commercial avec les États-Unis. Il soutient qu'il est beaucoup trop tôt pour juger si la décision de quitter l'UE était bonne ou mauvaise. "Ce serait être délibérément naïf que de croire qu'il va nous falloir un temps relativement court pour sortir de ce que nous avons mis quarante ans à intégrer, et que nous allons rapidement assister à des changements importants", tempère-t-il.

Le choc de 2016



Mais pour l'instant, en tout cas, le Joyeux Pêcheur semble avoir perdu son sourire. On n'entend plus de discours enivrants où il est question de reprendre le contrôle, de reconquérir sa souveraineté, de simplifier les formalités administratives et de libérer le véritable potentiel économique de la Grande-Bretagne. La remise à niveau n'est apparemment plus une priorité.

Enfin, Skegness se voit quotidiennement rappeler l'incapacité du gouvernement à tenir l'une des principales promesses du Brexit - la sécurisation des frontières du pays. Si les autorités ont freiné l'arrivée de travailleurs qualifiés d'Europe de l'Est, en revanche elles ont récemment installé dans trois hôtels décrépis en bord de mer 120 jeunes demandeurs d'asile de sexe masculin qui ont traversé la Manche, suscitant l'ire de nombreux habitants de la ville.

Comme le concède Warman à contrecœur : "Ça revient un peu à agiter un chiffon rouge devant un taureau."

— **Martin Fletcher**
 Publié le 10 novembre 2022



LA PART BELLE AUX ÉTRANGERS

L'abolition de la liberté de circulation au 1^{er} janvier 2021 a entraîné une baisse abrupte de l'immigration issue de l'Union européenne. "Jusque-là, rien d'illogique", souligne **The Economist**. Mais dans le même temps, note **The Sunday Telegraph**, les ressortissants d'autres régions du monde ont afflué en nombre. Résultat : le Royaume-Uni comptait l'an dernier 400 000 travailleurs étrangers de plus qu'avant le référendum, un afflux alimenté par un nouveau programme

de visas à destination des individus qualifiés. Plus surprenant encore, l'attitude des Britanniques vis-à-vis des étrangers s'est considérablement assouplie sur la même période : à en croire un sondage Ipsos mené en juillet 2022, 46 % d'entre eux jugent positive la contribution des immigrés au pays, contre 35 % en février 2015.

LE FESTIVAL FAIT UN FLOP

"Annoncé par Theresa May en 2018, le Festival UK 2022 devait mettre en avant

toute la créativité du Royaume-Uni après sa sortie de l'Union européenne", retrace le **Lancashire Telegraph**. Rapidement rebaptisé Festival du Brexit, l'événement a fini par prendre le nom d'Unboxed ("Hors cadre"). "Mais quand on l'a eu rebaptisé une troisième fois, le sens de son nom, et ce à quoi allaient servir les installations, est devenu très flou." De toute évidence, la majorité des Britanniques partage ce constat. Entre avril et novembre 2022, seules 2,8 millions de personnes ont visité les 107 projets

artistiques et scientifiques disséminés aux quatre coins du Royaume-Uni. "Soit un Britannique sur 25", calcule **The Times**. Pour la bagatelle de 120 millions de livres (138 millions d'euros), soit quatre fois plus que la somme dépensée pour le jubilé de la reine Élisabeth II au mois de juin, la presse attendait davantage. Le résultat "est lamentable", assène, impitoyable, **The Daily Telegraph**, au point d'entraîner l'ouverture d'une enquête parlementaire "pour savoir comment les deniers publics ont été (mal) dépensés".

SOURCE : WWW.TELEGRAPH.CO.UK



FACE À L'AUSTÉRITÉ, LA SOLIDARITÉ

La politique de rigueur du gouvernement ne passe pas auprès de la population. Les grèves se succèdent et la solidarité s'organise partout dans le pays, s'enthousiasme cette journaliste londonienne.

—The New York Times (extraits) New York

Le Royaume-Uni va mal, et ça saute aux yeux. L'inflation dépasse la barre des 10 % et la récession (la pire de tous les pays du G7) devrait durer au moins jusqu'à 2024. Le système de santé est en soins intensifs, les transports publics à la peine, et depuis le Brexit la pénurie de main-d'œuvre sévit dans de nombreux secteurs. Les propriétaires sont asphyxiés par l'envol des taux immobiliers, et des millions de Britanniques n'ont plus les moyens de se chauffer. Les banques alimentaires, presque inexistantes il y a dix ans, atteignent le point de rupture, et 14,5 millions de personnes vivent dans la pauvreté. L'hiver s'est bel et bien installé, et il est lugubre.

Pour autant, les Britanniques ne se laissent pas abattre. Après un été agité sur le front social, marqué par des débrayages suivis par près de 200 000 travailleurs, le pays connaît des actions d'une ampleur qu'on n'avait plus vue depuis des décennies, et jusque dans les secteurs les plus inattendus. Le personnel des universités a récemment réalisé le plus gros débrayage de son histoire, tandis que les infirmiers du NHS menaient le 15 décembre leur première grève nationale depuis sa création, il y a plus de cent ans. Et les conflits touchent un très large spectre de professions : employés des postes, fonctionnaires, travailleurs associatifs, chauffeurs de bus, pompiers et ouvriers d'usine sont mobilisés ou le seront bientôt.

Et étonnamment, ces mouvements sociaux d'ordinaire controversés bénéficient d'un large soutien dans l'opinion. Les Britanniques se rendent sur les piquets de grève et, sur les ondes à la télévision et à la radio, prennent la parole pour défendre les grévistes. Et cette adhésion semble durable : trois Britanniques sur cinq soutenaient les mobilisations en août et, en octobre, 65 % des personnes interrogées approuvaient le débrayage des infirmiers. À ceux qui martèlent qu'il n'y a rien d'autre à faire que de serrer les dents, les Britanniques disent non : il y a une autre solution, la solidarité.

Cette détermination est aux antipodes de l'état d'esprit qui règne à Westminster. Après des semaines de chaos politique, un fatalisme compassé règne. Pour faire face à une dette publique insoutenable et à la crise énergétique, le pays n'a d'autre choix que de prendre des décisions difficiles, argue-t-on dans la sphère politique. Comme l'a résumé le ministre des Finances en introduisant en novembre un budget punitif, *"le chemin à parcourir sera rude"*. En ces temps économiquement difficiles, tout le monde va devoir faire des sacrifices, et c'est pour le bien du pays.

La rengaine est bien connue des Britanniques. Au lendemain du krach de 2008, les dirigeants politiques avaient aligné des arguments semblables pour justifier la baisse des dépenses publiques. Désignant à la vindicte la figure de l'assisté nourri aux aides publiques, le gouvernement, avait convaincu l'opinion que l'austérité était la solution de bon sens. Cette fois,

➤ *"On me dit dans l'oreillette que les actionnaires s'en tamponnent le coquillage". Dessin de Ben Jennings paru dans i, Londres.*

cela ne marchera pas. Selon le National Center for Social Research, 52 % des citoyens estiment désormais que l'État doit augmenter les aides. Plus étonnant, ils sont aussi moins nombreux à juger que les aides sociales sont trop généreuses et qu'elles alimentent un "assistanat". C'est qu'il est compliqué de faire porter à des individus la responsabilité de difficultés financières quand elles sont si largement partagées.

C'est donc une toute autre vision des faits qui s'impose dans l'opinion. Aux yeux de beaucoup, la violente tourmente économique qui frappe le Royaume-Uni n'est ni acceptable ni inévitable. Les dirigeants syndicaux analysent

Aux yeux de beaucoup, la violente tourmente qui frappe le Royaume-Uni n'est ni acceptable ni inévitable.

la crise du coût de la vie comme une lutte des classes, l'occasion pour des entreprises opportunistes de s'en mettre plein les poches, avec la permission de l'État. Une analyse que vient conforter le gouvernement lui-même en refusant de soutenir la hausse des impôts pour les très riches (mesure qui, selon l'organisation Tax Justice UK, ferait entrer dans les caisses publiques 37 milliards de livres [42 milliards d'euros] par an), tout en mettant en œuvre des augmentations de taxes déguisées qui frappent les revenus faibles et intermédiaires.

Abandonnés par la puissance publique, les Britanniques prennent les choses en main. Le collectif Enough Is Enough ["Trop c'est trop"], fondé en août par des syndicats, des personnalités de la société civile et des élus de la gauche du Parti travailliste, a réuni 750 000 signatures et organise dans tout le pays des rassemblements qui mobilisent très largement. Le collectif exprime cinq revendications : une véritable augmentation des salaires, la fin de la précarité alimentaire, la réduction des factures d'énergie, un logement décent pour tous, et la hausse de la fiscalité des plus riches.

Globalement, les Britanniques donnent ainsi l'image d'une société prête à se serrer les coudes. Un élan qui date de la pandémie. La crise du Covid a montré qu'avec un peu de volonté politique on pouvait trouver de l'argent pour les services publics. Ensuite, elle a provoqué à l'égard du personnel hospitalier et autres travailleurs essentiels un sentiment de gratitude tel qu'il n'est plus possible de ne pas les entendre quand ils demandent un meilleur salaire et de meilleures conditions de travail. Enfin, il y a eu l'expérience du confinement et de la peur de la maladie, qui a donné naissance à des milliers de groupes d'entraide, fondés sur la volonté de recréer du lien dans des sociétés morcelées. C'est cet esprit de solidarité qui est aujourd'hui ravivé.

"La société n'existe pas, il n'y a que des individus", assénait Margaret Thatcher. Quarante ans plus tard, les Britanniques seraient-ils en passe de lui prouver le contraire ?

—Rachel Shabi

Publié le 8 décembre 2022



MIEUX VAUT GIBRALTAR QUE JAMAIS

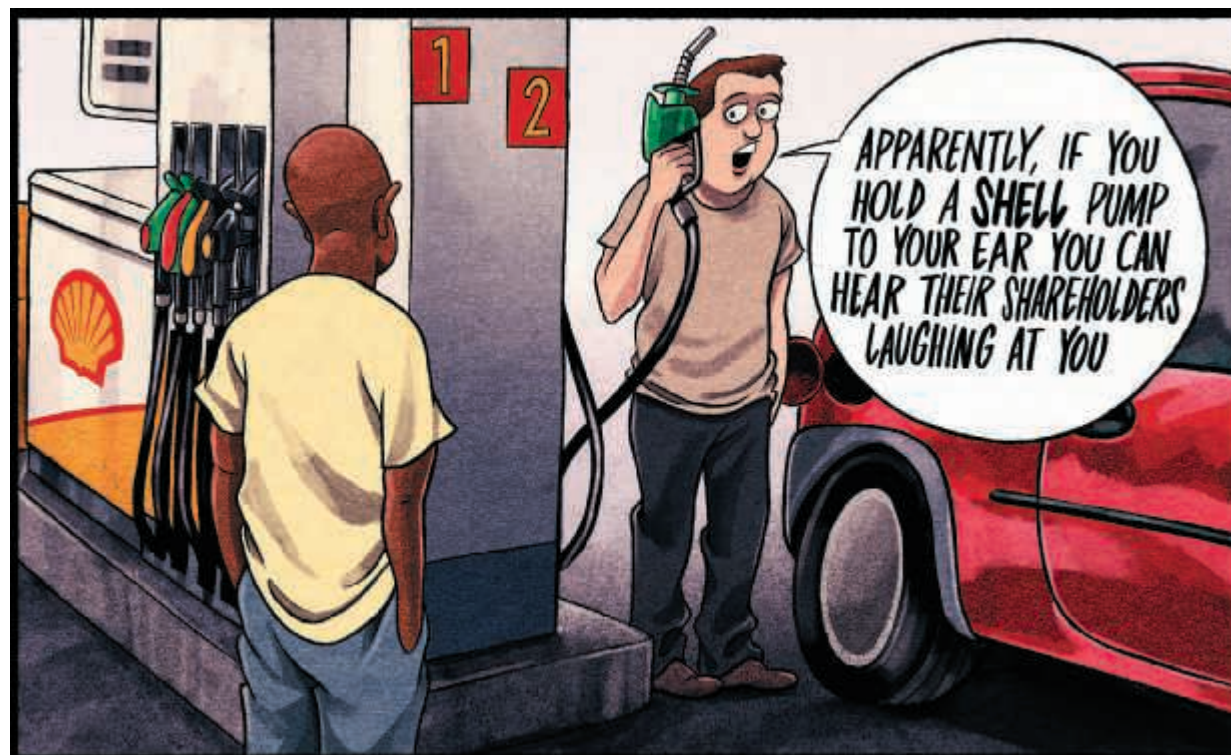
"On ne peut pas gommer trois cents ans de désaccords en un claquement de doigts." La remarque du Premier ministre de Gibraltar, Fabian Picardo, relayée par **Politico**, résume l'ampleur de la tâche : deux ans après la sortie effective de l'UE, le statut de ce territoire britannique au sud de l'Espagne fait toujours l'objet d'âpres négociations entre Londres, Bruxelles et Madrid, qui conteste la souveraineté britannique sur le "rocher".

Un préaccord signé fin 2020 prévoit l'intégration de Gibraltar dans l'espace Schengen, pour faciliter la vie des quelque 15 000 travailleurs transfrontaliers, mais des divergences demeurent. *"Le principal sujet concerne la nationalité des agents amenés à contrôler les passeports des voyageurs en provenance du Royaume-Uni."* Londres s'oppose à la présence d'agents espagnols derrière les comptoirs et préférerait voir Frontex, l'agence de gardes-frontières de l'UE, se charger de la mission.

PROTOCOLE POT DE COLLE

Les discussions au sujet de l'Irlande du Nord ont repris cette semaine à Bruxelles. Et *"la bonne volonté semble de mise en vue d'un assouplissement du 'protocole nord-irlandais'"*, salue **The Irish Times**. Depuis le Brexit, ce texte impose des contrôles dans les ports nord-irlandais sur les marchandises venant de Grande-Bretagne. Résultat, une barrière douanière scinde le Royaume-Uni en deux et fragilise le pays, s'inquiète, à Belfast, la communauté unioniste.





La révolution a fait pschitt

À l'instar des Français en 1789, les Britanniques ont connu un processus de rupture radical mais inachevé, regrette ce journaliste et historien favorable à la sortie de l'UE. Le jeu en valait-il vraiment la chandelle ?

—The Daily Telegraph (extraits) Londres

J'ai un aveu à faire. J'ai failli appeler à voter pour Boris Johnson [fin octobre, après la démission de Liz Truss], mais je n'en ai pas eu le cran. J'ai dit à mon rédacteur en chef : "Il va se retirer de la course une heure après publication et je vais passer pour un imbécile." Et c'est exactement ce qu'il a fait. Boris, je l'adore, mais on ne peut pas compter sur lui.

Pourquoi suis-je resté fidèle au Big Boss même si je sais qu'il est vilain ? Pourquoi les conservateurs ont-ils élu Liz Truss l'été dernier même s'il était évident que Rishi Sunak serait un bien meilleur Premier ministre ? Je crois que nous savions tous qu'avec Rishi Sunak la révolution du Brexit prenait fin. Pas un retour en arrière, mais, comme le coup d'État de Napoléon en 1799, le terme d'une radicalité.

Le Brexit suit les quatre étapes de la Révolution française : crise, contradiction, purification et réaction. En 1789, Louis XVI a convoqué des États généraux dans l'espoir de lever des fonds ; en 2016, David Cameron a convoqué un référendum pour éliminer l'eurocepticisme. Les deux initiatives n'ont pas eu l'effet escompté. Les États généraux ont exigé une monarchie

constitutionnelle, et les Britanniques ont exigé de quitter l'Union européenne (UE), alors Louis a fui à Varennes et David dans sa cabane de jardin.

Theresa May a tenté de surfer sur deux visions du nouvel ordre britannique – protectionnisme et paternalisme d'un côté, libre-échange et libéralisme de l'autre – et, en raison des divisions parlementaires et des conspirations contre-révolutionnaires, elle n'a pas réussi à nous sortir de l'UE. Il a fallu pour cela élire Boris Johnson, le Georges Danton britannique – noceur lettré, défenseur du peuple. Ses instincts le guidaient vers un État très peu interventionniste, mais en populiste, il a donné à la populace ce qu'elle désirait : c'est ainsi qu'il nous a fait sortir de l'Europe, tout en donnant aux politiques conservatrices un faux air d'europanisme.

Le conservatisme s'est transformé en gaullisme : conservateur sur le plan culturel et parsemé de grands projets.

Mais Boris étant incorrigible, son régime s'est effondré sous le poids des scandales. Après le retrait du chef du gouvernement (Danton s'est réfugié à Arcis-sur-Aube, Boris en République dominicaine), nous sommes entrés dans la phase jacobine de l'intensification idéologique. Oui, avec sa vision utopique [faible taxation et État



CHRONIQUE

SOURCE



THE DAILY TELEGRAPH

Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 840 000 ex.
[telegraph.co.uk](https://www.telegraph.co.uk)
Antieuropéen et atlantiste sur le fond, pugnace et engagé sur la forme, c'est le journal conservateur de référence. Fondé en 1855, il est le dernier des quotidiens de qualité à ne pas avoir abandonné le grand format.

réduit à la portion congrue], Liz Truss incarnait notre Maximilien Robespierre. Les Français ont décapité Robespierre et installé des Comités de gouvernement jusqu'à ce que Napoléon prenne le pouvoir. Au Royaume-Uni, quelques anonymes ont organisé en quatre jours un coup d'État pour placer Rishi Sunak.

Dans les années 1790, de nombreux Français se sont demandé ce qu'il était advenu de leur révolution : ils avaient exécuté un roi pour se retrouver avec un empereur. Malgré tout, le féodalisme avait été éliminé. Les Français se concevaient désormais comme une nation, avec une gauche et une droite politiques favorables à des libertés – les droits du peuple – qu'ils disaient être le plus à même de protéger.

Le libre-échange en guise de liberté. De son côté, le Royaume-Uni est sorti de l'UE pour de bon. Il est possible qu'un jour ou l'autre un gouvernement travailliste ou même conservateur nous fasse réintégrer le marché unique, car si nous ne réformons pas les systèmes fiscaux et commerciaux tel que le souhaitait la Truss, alors nous écoperons de la stagnation économique, piégés derrière les barrières douanières. Même si c'est à terme l'issue, nous aurons échappé à l'intégration politique européenne, faisant à nouveau du Royaume-Uni une nation tournée vers l'Atlantique, internationale tout en restant provinciale.

Je me souviens d'une interview de Rishi Sunak au congrès du Parti conservateur en 2019, où on l'interrogeait sur ce qui lui plaisait le plus dans le Brexit. La bonne réponse était "la liberté". Il a vanté "le libre-échange!". J'avais préféré les propos de Boris : "F*ck le business" [en 2018, lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères]. Car il y a des choses plus importantes que gagner de l'argent, et les marchés ne nous dicteront pas leurs lois. C'est pourtant ce qui s'est passé. Rishi Sunak l'ancien banquier ne blasphémera jamais contre le monde des affaires. Sa mission consiste à vendre une politique d'austérité, à augmenter les impôts de la classe moyenne et à limiter les services qui bénéficient aux pauvres.

Honnêtement, le bouillonnement des premiers temps du Brexit me manque, cette impression de libérer des forces et de bouleverser les institutions. Mais à l'heure où il faut nourrir la population et régler les factures, je me réjouis de ce que notre révolution a accompli. Nous en avons tiré une plus grande souveraineté, un Parlement plus fort, un contrôle de l'immigration légale, une renaissance du journalisme, des livres et de la télévision indépendants. Je suis convaincu que notre époque sera perçue comme un âge d'or du débat. Une époque où, après des décennies de consensus, de vraies idées ont été passionnément disséquées.

Comme les Français en 1799, les Britanniques vivent aujourd'hui dans une société qui a changé : les travaillistes défendent la monarchie, les conservateurs s'agenouillent devant les électeurs du nord de l'Angleterre. Le Royaume-Uni sort gagnant du Brexit.

—Tim Stanley

Publié le 31 octobre 2022



NON, CEN'EST PAS LA FAUTE DU BREXIT!

Le malaise économique s'inscrit dans le prolongement de problèmes structurels anciens, assure un journaliste dans cet hebdomadaire europhile. La sortie de l'UE représente l'occasion de changer la donne.

—The Observer (extraits) Londres

L'économie britannique est en difficulté. La croissance est au point mort, les taux d'intérêt augmentent et le ministère des Finances a introduit une nouvelle dose de mesures d'austérité. Pour certains, l'explication de ces horreurs est simple : le Royaume-Uni paie le prix de sa décision de quitter l'Union européenne. Foin des répercussions de la pandémie la plus grave qu'on ait connue depuis un siècle, foin des conséquences de l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine sur le prix de l'énergie. Le Brexit est le "gorille dans la pièce".

Ah bon? Ne serait-on pas plutôt devant un cas de biais de confirmation, où on commence par une idée préconçue pour ensuite trouver des preuves pour la confirmer? Par exemple : j'ai toujours dit que le Brexit serait une catastrophe; l'économie est mal en point; c'est la faute du Brexit, la preuve!

Il ne fait pas de doute que le Royaume-Uni connaît de graves problèmes économiques, mais ils sont antérieurs au référendum de 2016. Le pays n'a pas dégagé d'excédent dans le commerce des biens depuis le début des années 1980, et les salaires corrigés en fonction de l'inflation ont à peine augmenté depuis la crise financière mondiale de la fin des années 2000. Si l'économie avait marché à fond en 2016, il est peu probable que plus de 17 millions de personnes auraient demandé à quitter l'UE.

Le Royaume-Uni n'est pas le seul pays à être confronté à une pénurie de main-d'œuvre. En Allemagne, le gouvernement a annoncé au début de l'année qu'il réduisait les formalités administratives pour faciliter le recrutement d'ouvriers venus de Turquie, et le grand syndicat de l'industrie IG Metall a demandé une augmentation des salaires de 8 %. La France fait état de 300 000 emplois vacants dans l'hôtellerie et la restauration, et l'Espagne présente un tableau similaire.

Le Royaume-Uni n'est pas non plus le seul à devoir faire face à une augmentation du coût de la vie. Le taux annuel d'inflation pour les 19 pays de la zone euro était, fin 2022, de 10,7 %, contre 10,1 % en Grande-Bretagne. L'inflation

65%

DES ÉLECTEURS souhaitent se prononcer sur la réadhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne, un chiffre en hausse de 10 points sur l'année écoulée, selon un sondage réalisé pour **The Independent** fin 2022. Et 54 % des Britanniques "jugent que le Brexit était une mauvaise idée". "Une majorité pense que l'économie, l'influence du Royaume-Uni sur la scène internationale et notre capacité à maîtriser nos frontières [...] se sont affaiblies depuis la sortie", décrypte le titre en ligne.

← Jeremy Hunt, ministre des Finances : "Il est à toi celui-là, Rishi?" Sur le tee-shirt : Économie britannique. Dessin de Ben Jennings paru dans **i**, Londres.

Leaders

QUE SONT-ILS DEVENUS ?

L'un a quitté Downing Street sous un déluge de scandales. L'autre s'est retiré de la vie politique. Pourtant, les deux principaux architectes du Brexit, Boris Johnson et Nigel Farage, donnent encore des sueurs froides au Premier ministre, Rishi Sunak. L'ancien chef du gouvernement "guette le moindre faux pas de son successeur pour se poser en sauveur des conservateurs, en vue des prochaines élections", croit savoir **The Sunday Telegraph**. Quant à l'ancien dirigeant de l'Ukip, il a récemment mis en garde "contre tout rapprochement du Royaume-Uni avec l'UE, alimentant les spéculations sur une éventuelle reprise de service", note le **Financial Times**. Son Brexit Party, devenu Reform UK en 2021 et dont il reste président d'honneur, est passé de 3 % à 7 % d'intentions de vote dans les sondages.

était légèrement supérieure à 9 % aux États-Unis cet été. Ces tendances à la hausse sont dues à la pandémie, au goulet d'étranglement qui a suivi celle-ci et au fait que les banques centrales n'ont pas agi assez vite quand le problème a commencé à apparaître. Toute l'Europe connaît une récession cet hiver, et l'Allemagne paie un prix particulièrement élevé, en raison de sa dépendance vis-à-vis du gaz russe.

On a fait toutes sortes de prévisions sinistres pour l'économie britannique quand le pays a opté pour le Brexit : le prix de l'immobilier s'effondrerait, le nombre de chômeurs augmenterait de 500 000 et l'économie plongerait dans la récession. Aucune ne s'est réalisée. L'économie poursuit son chemin vaille que vaille.

Mark Carney, l'ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre, est moins positif. L'économie britannique représentait selon lui 90 % de celle de l'Allemagne avant le Brexit mais n'en représente plus que 70 % aujourd'hui. Pour le professeur Jonathan Portes, un économiste du King's College de Londres qui n'est pas partisan du Brexit, cette comparaison est "absurde", parce que la valeur des économies est mesurée en fonction des taux de change actuels.

Un texte publié récemment par Briefings for Britain, un organisme favorable au Brexit, offre une perspective différente. Il fait valoir que la croissance cumulée du Royaume-Uni est depuis 2016 légèrement supérieure à celle de l'Allemagne; que les échanges avec l'UE ont repris, malgré les contraintes administratives qui pèsent sur les petites entreprises, et que le Royaume-Uni continue à attirer plus d'investissements étrangers directs que tout autre pays européen.

Bien entendu, on pourrait avancer que le Royaume-Uni recevrait encore plus d'investissements et exporterait encore plus s'il avait pris une autre décision le 23 juin 2016. L'argumentation du camp anti-Brexit a changé au fil des ans. On est passé de "le Brexit va faire plonger l'économie" à "l'économie aurait de meilleurs résultats s'il n'y avait pas eu le Brexit". Ces analyses hypothétiques ne tiennent pas, juge le texte de Briefings for Brexit : "Un examen attentif montre que si rien ne prouve que le Brexit serve beaucoup l'économie du Royaume-Uni, rien ne montre qu'il lui nuise non plus."

Voilà qui a l'air vrai. Il n'y a pas eu d'apocalypse. L'économie s'adapte, même si le processus a été rendu plus difficile par la pandémie, la guerre et le bref passage de Liz Truss à la tête du gouvernement. Si on a en général exagéré les effets du Brexit, on a en général aussi minimisé ceux de la pandémie et des confinements qui l'ont accompagnée, peut-être parce que les adversaires acharnés du Brexit voulaient aussi des confinements plus longs et plus stricts.

Six ans plus tard, l'argument en faveur du Brexit demeure : le Brexit, c'est l'occasion de voir une économie peu performante sous un jour nouveau et de faire les choses différemment. Reste à savoir si cette occasion sera exploitée ou gâchée, mais il n'y a pas de gorille dans la pièce, juste une souris qui crie très fort.

—Larry Elliott

Publié le 6 novembre 2022

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

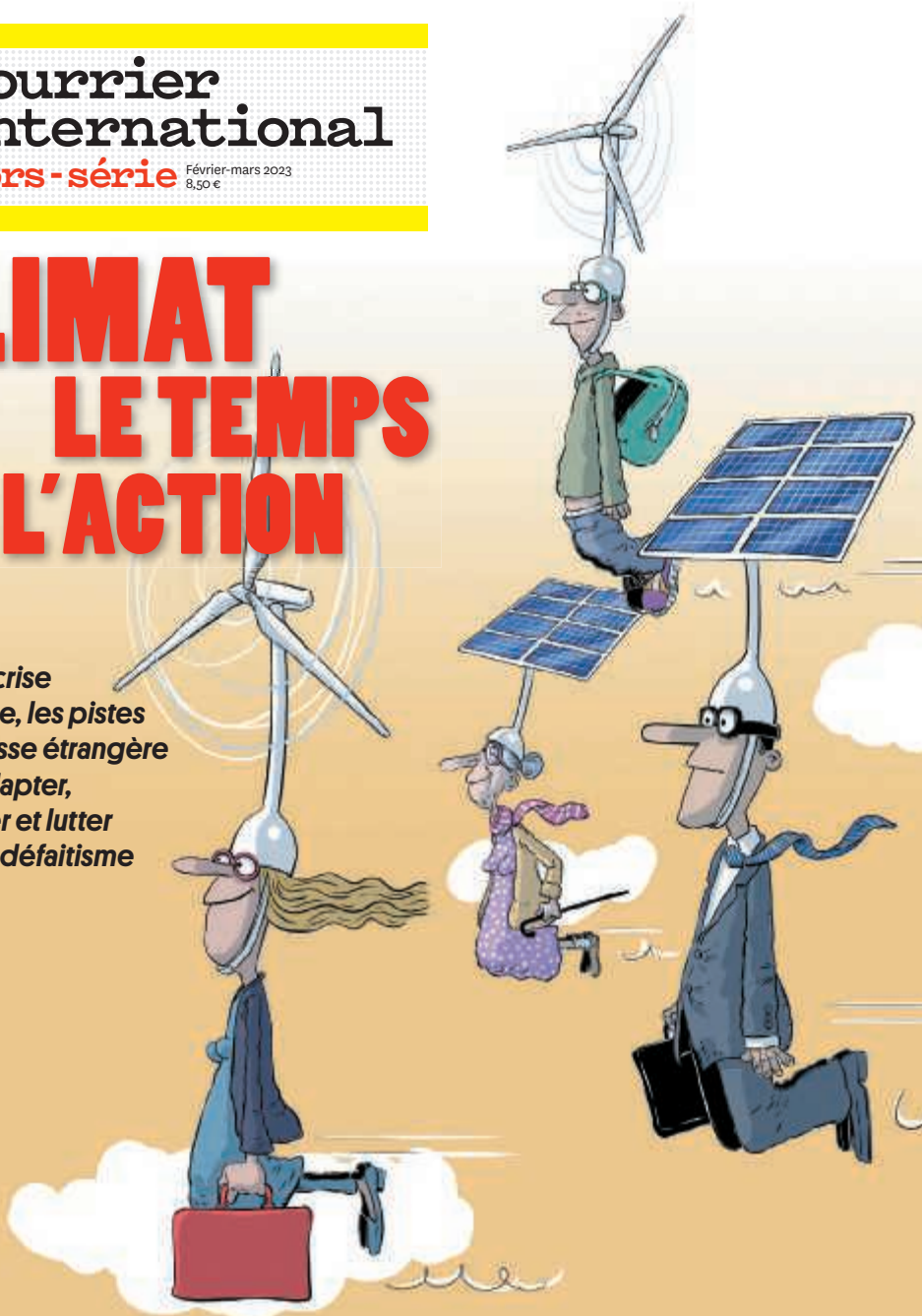


**Courrier
international**

Hors-série Février-mars 2023
8,50 €

CLIMAT LE TEMPS DE L'ACTION

*Face à la crise
climatique, les pistes
de la presse étrangère
pour s'adapter,
s'engager et lutter
contre le défaitisme
ambiant.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**

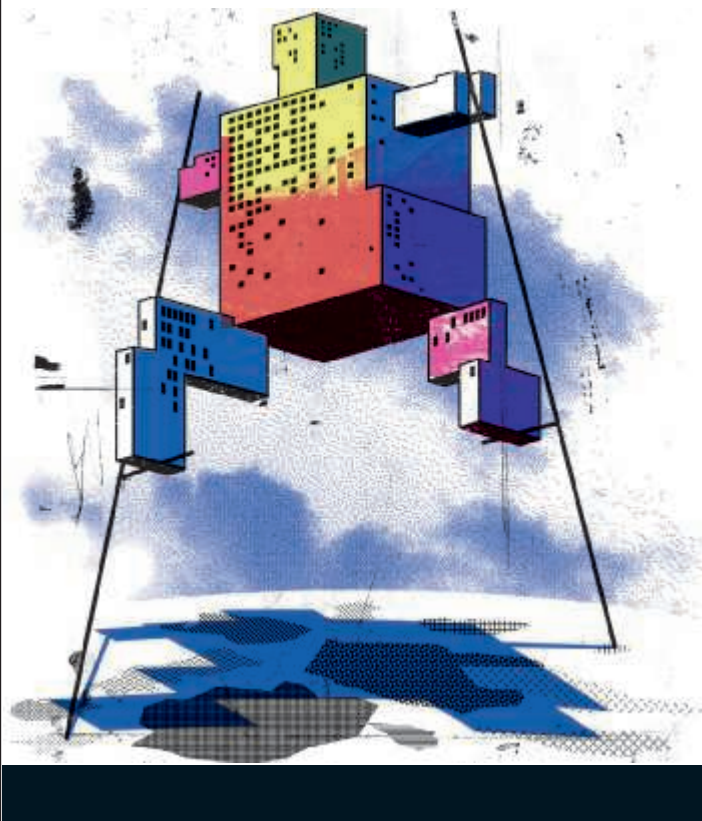
trans-
versales.

économie

Environnement .. 36
Signaux 39

Le grand saut de puces de Phoenix

Électronique. Le géant taïwanais des semi-conducteurs bâtit une usine de nanopuces dans le désert américain. Toute une ville profite de l'«effet TSMC».



—Nikkei Asia (extraits) Tokyo

Dix ans que Yalin Chen Dorman travaille dans l'immobilier à Phoenix, Arizona, mais elle n'a commencé que récemment à travailler dans le nord de la ville implantée en plein désert. «Avant, les gens ne passaient par là que lorsqu'ils quittaient la ville pour profiter de la nature ou aller dans les stations de ski», explique l'agente immobilière en faisant

visiter une maison d'un quartier sécurisé entouré de vastes terres constellées de cactus saguaro.

Si elle a tant à y faire ces temps-ci, c'est qu'il se trouve à dix minutes en voiture de la colossale usine de puces que bâtit Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) sur 400 hectares, lesquels, il y a deux ans, n'étaient raccordés ni à l'eau ni à l'électricité. Aujourd'hui, 9 000 ouvriers travaillent sous

un ciel azur pour ériger la première usine de pointe de TSMC aux États-Unis depuis vingt ans.

«Quand TSMC a annoncé son arrivée en Arizona, à la mi-2020, j'ai tout de suite eu un tas de demandes. Au début, elles venaient principalement de la communauté asiatique de Californie, mais ensuite, on m'a contactée de partout aux États-Unis, explique Yalin Chen Dorman. L'an dernier, j'ai signé environ 70 mandats, dont 70 % d'investisseurs qui parient sur un boom des puces dans la ville.»

C'est l'«effet TSMC», qu'on a déjà vu à l'œuvre de Taïwan au Japon : sitôt que le titan des puces annonce l'ouverture d'une usine quelque part, la demande de biens immobiliers explose.

Mais c'est la première fois que le phénomène se produit aux États-Unis. Signe que la politique américaine en faveur des composants électroniques commence à porter ses fruits. Washington courtise en effet les fabricants du monde entier pour qu'ils s'installent aux États-Unis. Et TSMC est l'un de ceux qui ont répondu à l'appel.

Dès 2024, la première phase à 40 milliards de dollars [37,7 milliards d'euros] de l'usine fabriquera des puces avancées de 4 nanomètres. Dans une deuxième phase, à partir de 2026, la production de puces de 3 nanomètres devrait être lancée. Plus la puce est petite, plus elle est sophistiquée et puissante.

«C'est un miracle de technologie qui surgit du désert», dit Jensen Huang, PDG du fabricant de processeurs et cartes graphiques Nvidia, à propos de l'usine de Phoenix. «Nos puces les plus avancées sont construites dans les usines les plus modernes de TSMC. Et c'est bien parti pour durer», explique-t-il à Nikkei Asia lors de l'inauguration des premiers équipements de l'usine, le 6 décembre 2022.

Si le secteur de l'immobilier est en plein essor, c'est parce qu'en plus des capitaux qu'elle injecte localement, l'entreprise fait venir des centaines de professionnels qualifiés. Elle a déjà envoyé 600 ingénieurs de Taïwan pour travailler sur le lancement du site pendant au moins trois ans, jusqu'en 2025. Elle a aussi recruté 600 ingénieurs sur place, qui iront se former un an et demi à Tainan, dans le sud de Taïwan, où TSMC possède ses usines les plus sophistiquées, avant de revenir à Phoenix.

En Californie, la majorité des ingénieurs taïwanais vivent dans le «village TSMC», un lotissement encore en construction où l'on trouve des appartements d'une à trois pièces à louer et des équipements comme une somptueuse piscine et un centre de fitness.

«La plupart d'entre nous font venir leur famille ici. Pour nous tous, pour nos enfants et pour les membres de nos familles qui ont dû renoncer à leur carrière, c'est une vie totalement nouvelle : la langue et la culture, le climat, l'école et l'environnement...», raconte l'un des ingénieurs envoyés de Tainan, qui préfère garder l'anonymat.

Les sous-traitants de TSMC le suivent aussi jusque dans le désert. Sunlit Chemical, un fournisseur d'acide fluorhydrique, et LCY Chemical, l'un des principaux fabricants d'alcool isopropylique de qualité électronique, sont

Les investissements explosent depuis qu'une loi soutient le secteur national des semi-conducteurs.

tous deux en train de construire des installations pour répondre à la demande locale croissante.

L'investissement de TSMC en Arizona devrait créer au moins 4500 emplois directs et plus de 10 000 sur toute la chaîne d'approvisionnement, affirme l'entreprise. Une aubaine pour Phoenix. Cela fait en effet belle lurette que la ville nourrit l'ambition de devenir la Silicon Valley du désert. Intel et d'autres fabricants américains de circuits intégrés sont certes depuis longtemps présents dans la région, mais c'est la politique menée par Washington pour mettre sur pied une chaîne d'approvisionnement nationale de semi-conducteurs qui permet aujourd'hui à Phoenix de réaliser son rêve. L'usine tentaculaire de TSMC est devenue le symbole de cette politique.

Ces chamboulements ne passent pas inaperçus auprès de la population locale. Alex, qui travaille dans un café de Norterra, dans le nord de Phoenix, a d'abord été surpris lorsqu'il a appris qu'on allait bâtir une usine de semi-conducteurs «au milieu de nulle part», en plein désert. «J'ai passé toute ma vie ici. Un jour, on a appris qu'une gigantesque usine de puces allait arriver

en ville. Et puis, les gens se sont mis à construire frénétiquement partout en ville. Depuis, il y a aussi plus d'Asiatiques dans le coin.»

Depuis que Washington a adopté une loi [à l'été 2022, dotée de 280 milliards de dollars] pour soutenir le secteur national des semi-conducteurs, le Chips and Science Act, les investissements se multiplient dans tout le pays. Selon les chiffres de la Semiconductor Industry Association [l'association des industriels du secteur], pour l'heure, la région de Phoenix en est la principale bénéficiaire.

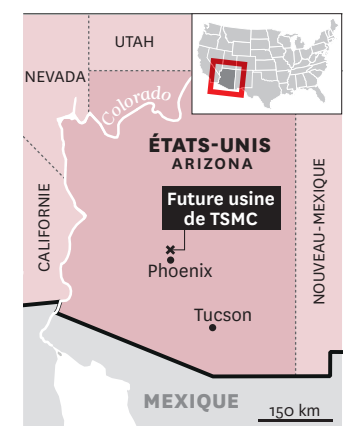
Toute cette activité y suscite l'optimisme. «Rien qu'en Arizona, le secteur des semi-conducteurs compte 100 000 emplois, et ce chiffre ne cesse de croître», s'enthousiasme Chris Camacho, PDG du Greater Phoenix Economic Council [GPEC, la chambre de commerce locale]. Le projet de TSMC a un effet «catalyseur» sur le développement du nord de Phoenix, explique-t-il. Et il a bon espoir que cette tendance se poursuive. «À terme, nous espérons développer davantage encore toute la chaîne d'approvisionnement qui se met en place dans le pays.»

Mais lorsque TSMC a pour la dernière fois tenté d'implanter une usine de puces aux États-Unis, dans les années 1980, le rêve a vite tourné au «cauchemar», selon son fondateur, Morris Chang. L'ex-PDG se souvient d'un cocktail de problèmes de coûts, de conflits culturels et de manque de main-d'œuvre.

«Nous ignorons si le succès sera au rendez-vous. Et nous avons conscience d'avoir encore du pain sur la planche, reconnaît Wu, un autre employé de TSMC venu de Tainan. Nous sommes comme des pionniers – personne ne sait où cette aventure nous mènera.»

—Chen Ting-Fang

Publié le 28 décembre 2022



Mastodon, l'anti-Twitter qui veut le rester

Internet. Le réseau social décentralisé voit affluer les déçus de l'oiseau bleu – et les offres de la Silicon Valley, que son fondateur décline. Il veut conserver son statut à but non lucratif.

— **Financial Times** Londres

Mastodon, concurrent de Twitter, a rejeté plus de cinq offres d'investissement en capital-risque de la Silicon Valley ces derniers mois, son fondateur s'étant engagé à préserver le statut d'entreprise à but non lucratif du réseau social en plein essor.

Le site de microblogging, créé en 2016 par le développeur allemand Eugen Rochko, a vu le nombre de ses utilisateurs exploser après le rachat de Twitter par Elon Musk pour 44 milliards de dollars en octobre 2022, au fur et à mesure que montait l'inquiétude quant à la gestion du réseau social par le milliardaire américain.

Eugen Rochko a révélé au *Financial Times* avoir reçu des propositions d'au moins cinq investisseurs aux États-Unis désireux d'investir "des centaines de milliers de dollars" pour accompagner la croissance rapide de sa plateforme.

Mais son statut à but non lucratif est "non négociable", précise Eugen Rochko, avant d'ajouter que l'indépendance et les modes de modération de sa plateforme en sont des atouts essentiels. Eugen Rochko résume : "Mastodon ne se transformera pas en tout ce que vous détestez sur Twitter. Le fait qu'il puisse être racheté par un milliardaire controversé, le fait qu'il puisse être fermé ou faire faillite, etc. C'est toute la différence de paradigme [entre les plateformes]."

En décembre, Twitter a temporairement suspendu les comptes de Mastodon et de plusieurs journalistes qui avaient publié des informations sur les vols du jet privé d'Elon Musk. Twitter a également évoqué une possible interdiction des liens vers des plateformes de réseaux sociaux concurrentes, dont Mastodon, avant de faire machine arrière.

Eugen Rochko a alors répondu sur son blog qu'il s'agissait du "rappel cinglant que les plateformes centralisées peuvent arbitrairement imposer des limites injustes à ce que l'on peut ou ne pas dire". Avant d'ajouter que le

nombre d'utilisateurs mensuels actifs sur Mastodon était passé de 300 000 à 2,5 millions entre octobre et novembre [2022].

Les téléchargements quotidiens de Mastodon sont passés de 6 000 le 27 octobre, jour du rachat de Twitter par Elon Musk, à un pic de 243 000 le 18 novembre, selon les données de la société d'analyse Sensor Tower. D'autres plateformes rivales plus petites [que Twitter], comme Tumblr, ont également constaté un regain de popularité.

Si Mastodon affiche des points communs avec Twitter, il s'en distingue par ses nombreux serveurs décentralisés [ou instances], opérant selon des règles de modération indépendantes. Les utilisateurs rejoignent un serveur, mais peuvent communiquer avec des communautés inscrites sur d'autres instances grâce à ce réseau dit "fédéré" [appelé en français le "fédiverse"].

Eugen Rochko est l'unique actionnaire de Mastodon et s'est versé une rémunération mensuelle de 2 400 euros l'an dernier, selon son rapport annuel de 2021 – un chiffre qu'il dit avoir augmenté depuis de 500 euros.

La plateforme devrait continuer à être financée par les dons. Elle compte plus de [9 400] donateurs sur le site de financement participatif Patreon, grâce auquel elle reçoit plus de [31 300 euros] par mois. À titre de comparaison, entre juin et décembre 2021, le réseau avait enregistré un peu plus de 55 000 euros de revenus.

Son activité fluctuant au gré des pannes de Twitter et des gaffes de Musk, Mastodon pourrait devenir un réseau satellite de son rival.

Selon Sensor Tower, la première vague d'inscriptions a ralenti pour atteindre environ 6 000 téléchargements quotidiens le 9 décembre, mais a rebondi à 64 000 téléchargements par jour après le 18 décembre, lorsque Elon Musk a restreint sur Twitter les liens pointant vers d'autres réseaux sociaux.

Les nouveaux utilisateurs [de Mastodon] font face à quelques difficultés : les différences de modération selon les serveurs sont parfois source de confusion et certains serveurs ont peine à faire face à l'afflux de trafic. À en croire Josh Cows, chercheur à l'Oxford Internet Institute [de l'université d'Oxford], Mastodon pourrait devenir un réseau "satellite" de Twitter, "voyant son activité augmenter chaque fois que Twitter est en panne ou qu'un message d'Elon Musk provoque un tollé".

L'ambition affichée par Eugen Rochko est qu'à long terme Mastodon remplace Twitter et les autres réseaux sociaux commerciaux. "La route sera longue, mais nous n'avons jamais été en aussi bonne position."

— **Ian Johnston**

Publié le 28 décembre 2022

l'éléphant

la revue de culture générale

Offre réservée
aux lecteurs de
Courrier International

-20 % sur tous les abonnements



Tous les trimestres, 160 pages
dans tous les domaines du savoir

Histoire, Sciences, Monde, Arts, Philosophie,
Environnement, Psychologie, etc.

Abonnement 1 an : 57€ au lieu de 71,6 €*

avec le code **COURRIER2023** sur le site
www.lelephant-larevue.fr

ou accédez directement
en scannant --->



*prix au numéro

ENVIRONNEMENT



Lisbonne et Porto tentent de se jouer des crues

Urbanisme. Très exposées aux inondations, les deux villes portugaises tentent d'y faire face en alliant des solutions "vertes", des zones non bâties, et des solutions "grises", des dispositifs de stockage et de drainage des eaux.



—**Jornal de Negócios**
(extraits) *Lisbonne*

Elles peuvent paraître anachroniques ou du moins étranges au passant, mais ces dépressions circulaires inondées en cas de pluie que l'on peut trouver dans certaines zones vertes de Lisbonne ne sont pas une erreur de calcul des architectes paysagistes. Elles remplissent une mission bien précise :

retenir l'eau et la laisser s'écouler lentement au cours des heures et des jours suivants, afin de permettre à la ville de faire face en cas de fortes précipitations.

Les épisodes d'inondations présentent un caractère cyclique dans la capitale et les modèles météorologiques prédisent une augmentation de la fréquence des fortes pluies, aussi Lisbonne mise-t-elle sur la réponse "verte", mais aussi la "grise" – le béton,

avec la construction de deux énormes tunnels d'écoulement.

La ville, qui s'étale sur de nombreuses collines et vallées encaissées où coulaient jadis des rivières (l'Avenida da Liberdade et l'Avenida Almirante Reis, par exemple, étaient jadis des cours d'eau), est très vulnérable aux inondations soudaines.

Les événements météorologiques de ces dernières années (plutôt marquées par

la sécheresse) confirment l'impression des Lisboètes : dès que les pluies sont plus intenses, le système d'écoulement ne répond plus. Plus de 6 % de la surface de la commune est classée comme zone de "haute vulnérabilité au risque d'inondation".

Les choses tournent mal chaque fois que l'eau de ruissellement se heurte à la marée haute dans l'estuaire du Tage. Ce scénario justifie les investissements prévus par le Plan général de drainage de Lisbonne (PGDL), "le plus gros chantier jamais mis en œuvre par la municipalité de Lisbonne", selon la mairie.

Il coûtera 250 millions d'euros, dont 133 pour la construction de deux tunnels de drainage servant à transvaser les eaux de ruissellement d'un bassin à l'autre. "Un des deux tunnels commence à Campolide et sort à Santa Apolónia, soit une longueur d'environ 5 kilomètres. L'autre, long d'un kilomètre, sera construit à partir du Beato et sortira à Chelas."

À Porto, le Douro peut monter de plusieurs mètres en quelques heures.

Le système lisboète allie donc des solutions naturelles et des solutions artificielles. Il permettra de réduire les risques d'inondation, et ses capacités de rétention et de distribution des eaux pluviales serviront à "alimenter et à renforcer le réseau d'arrosage des espaces verts, le lavage des rues et les réseaux de lutte contre les incendies". Car dans la capitale portugaise, il ne pleut pas assez.

En comparaison de Lisbonne, Porto possède un gros avantage et un gros désavantage. D'un côté, la ville compte moins de vallées encaissées et les eaux de pluie s'écoulent de façon plus distribuée, sans s'accumuler dans les zones basses. Mais de l'autre, le Douro coule dans une vallée très étroite qui favorise les montées soudaines et importantes du niveau de l'eau, qui se traduisent par l'inondation des zones aux abords du fleuve. Pour simplifier, on peut dire qu'à Lisbonne les inondations vont du haut vers le bas, et à Porto, du bas vers le haut.

Contrairement au Tage, dont l'énorme estuaire absorbe sans difficulté les augmentations de

↳ Dessin de Nick Shepherd,
Royaume-Uni.

À lire



CLIMAT : LE TEMPS DE L'ACTION

Cet article est extrait du dernier hors-série de *Courrier international*, en vente en kiosque depuis le 11 janvier.

débit du fleuve, le Douro (qui présente en amont un bassin-versant soumis à de fortes précipitations) peut monter de plusieurs mètres en quelques heures. Le réseau de barrages construits le long du fleuve (au Portugal et en Espagne) et de ses principaux affluents permet toutefois d'en contrôler le débit avec une certaine efficacité, et les inondations sont moins fréquentes et moins intenses.

Le risque de fortes pluies pendant une brève fenêtre temporelle pose malgré tout des défis importants. La Stratégie municipale d'adaptation au changement climatique, adoptée en 2016 par la municipalité, indique que "les inondations représentent un des principaux effets climatiques observés sur le territoire de la commune". Le document prévoit leur "augmentation, de même que celle des inondations rapides en milieu urbain". Il considère cependant que "les mesures en cours seront suffisantes pour contrôler les inondations éventuelles, à tel point que ce risque demeurera globalement inchangé sur le territoire de la commune".

Comme à Lisbonne, on mise de plus en plus sur des zones vertes qui vont à l'encontre de l'imperméabilisation des villes et sont conçues de façon à retenir l'eau. En mars 2022 a été inauguré le parc central d'Asprela, qui comprend un bassin d'une capacité de "10 000 mètres cubes d'eaux pluviales", ce qui permettra d'"empêcher les inondations, notamment dans le métro". Un investissement de 1,6 million d'euros.

Mais on ne dépense jamais trop si cela permet de sauver des → 38

36 ← vies humaines et d'éviter des tragédies comme celle que Lisbonne a connue en 1967. Il n'avait pas beaucoup plu cette année-là. Mais dans la nuit du 25 au 26 novembre, les portes du ciel s'ouvrirent : il tomba en cinq heures l'équivalent du quart des précipitations annuelles – jusqu'à 17 centimètres d'eau à certains endroits.

Les bassins des rivières qui entourent Lisbonne sont de petites dimensions, présentent un dénivelé important et sont vite en crue – en moins de deux heures en moyenne. Les catastrophes tombées des nuages se transformèrent en torrents assassins qui emportèrent tout sur leur passage.

Le phénomène était incontrôlable, mais les humains avaient une part de responsabilité dans la tragédie qui s'ensuivit. Nombre des cours d'eau étaient endigués ou n'étaient pas débâchés. Des constructions anarchiques existaient dans des zones inondables, les logements précaires et les bidonvilles abondaient. Les problèmes les plus graves ne survinrent pas forcément là où il avait le plus plu, mais dans les zones les plus pauvres et les plus désorganisées.

Le régime d'Antonio de Oliveira Salazar tenta de passer cette horreur sous silence, mais les estimations font état de 700 morts et de 20 000 habitations endommagées. Ce fut la pire catastrophe naturelle que la région de Lisbonne ait connue depuis le tremblement de terre de 1755.

L'Estado Novo [nom du régime autoritaire de l'époque] réagit mal à cette tragédie : il se montra plus pressé à contrôler l'information communiquée au public qu'à aider les populations. La grande vague de soutien vint des étudiants : ils s'organisèrent sur le terrain et lancèrent même un journal – *Solidariedade Estudantil* ["Solidarité étudiante"] –, qui échappa aux griffes de la censure. Le décompte des morts s'arrêta à 462, sur ordre de Salazar.

Faisons un saut dans le temps et retrouvons-nous en 2022. Les changements climatiques ne sont plus un sujet réservé aux universitaires et aux chercheurs : ils font désormais partie du quotidien du monde.

Dans nombre de régions de la planète (notamment au Portugal),



les scénarios vont dans le sens d'une diminution des précipitations, mais également de leur concentration en épisodes plus violents. La préparation des villes aux situations limites peut faire la différence entre des inondations graves et des tragédies aux coûts humains et matériel incalculables.

Une étude récente a analysé six villes situées sur cinq continents – Auckland, en Nouvelle-Zélande,

La préparation des villes peut faire la différence entre des inondations graves et des tragédies.

Nairobi, au Kenya, Bombay, en Inde, New York, aux États-Unis, Shanghai, en Chine, et Londres, au Royaume-Uni – et les a classées selon leur capacité à faire face aux inondations.

Plus elles sont "spongieuses", mieux le drainage des eaux pluviales se fait. L'étude montre en outre qu'aussi importants et spectaculaires que soient les investissements dans les dispositifs "gris" (conduites, canaux, réseaux de drainage artificiels), l'option "verte" est meilleur marché et donne de meilleurs résultats.

Végétation autochtone, parcs non imperméabilisés et protection des cours d'eau naturels, telles sont quelques-unes des armes dont dispose Auckland, la plus grande ville de Nouvelle-Zélande, située sur un terrain volcanique, pour retarder la

formation de torrents. Retenue dans ces zones, l'eau n'envahit plus les espaces urbanisés. Ces options ont, de plus, un effet positif sur la collectivité : l'implication des communautés locales dans la protection de leur parc, leur rivière ou leur marais renforce les liens et crée des solidarités et des complicités positives.

L'adoption de cette approche "verte" se fait souvent à partir d'idées simples pour lutter contre l'imperméabilisation des sols dans les grandes villes. À New York, par exemple, on a ouvert sur les trottoirs des milliers d'espaces qu'on a remplis de plantes ; la réglementation relative aux parcs de stationnement a été modifiée pour privilégier les surfaces de gravier au détriment de l'asphalte.

Le père de ce concept de "ville éponge" est le Chinois Kongjian Yu, un professeur d'architecture paysagère de l'université de Pékin. Il a failli mourir dans une inondation quand il était enfant : il a pu échapper à la noyade en s'accrochant à des branches de saule pleureur qui pendaient au-dessus du torrent qui l'emportait. Son idée de faire appel à la nature plus qu'au béton pour survivre aux pluies intenses est en train d'être mise en pratique dans de nombreuses villes de Chine et un peu dans le reste du monde – dont à Lisbonne et à Porto.

Mère Nature aura toujours le dernier mot, mais il incombe aux humains de faire tout leur possible pour limiter les risques. D'autant qu'en fin de compte tout le mal que la planète nous fera dans les prochaines décennies devra forcément être envisagé à la lumière de l'action humaine. Qui sème le vent récolte la tempête.

—Luís Francisco

Publié le 19 novembre 2022

SOURCE

JORNAL DE NEGÓCIOS

Lisbonne, Portugal

Quotidien

jornaldenegocios.pt

Fondé en 1997, ce titre wa d'abord existé comme site d'information en ligne, avant d'être imprimé en 1998. C'est le quotidien économique de référence au Portugal.

Contexte

Une capitale liquide

Après les inondations qui ont frappé le Portugal en fin d'année, la presse déplore le manque d'infrastructures, et notamment l'abandon, depuis vingt ans, du plan de drainage dans la capitale.

Des rues transformées en rivières, des bateaux de sauvetage amarrés ici et là, des tunnels et des stations de métro submergés... D'importantes inondations ont été déplorées en décembre à Lisbonne, à la suite de deux violentes intempéries (l'équivalent de trois semaines de pluie s'est abattu en une heure sur la capitale portugaise rien que le 7 décembre dernier). Une femme de 55 ans a même été retrouvée morte noyée dans la cave de son appartement.

Si Lisbonne a le plus souffert des intempéries, le **Diário de Notícias** relève toutefois que près de 5 000 inondations et 88 personnes délogées ont été recensées sur l'ensemble du Portugal continental en deux semaines. La presse portugaise dénonce l'absence d'infrastructures et de travaux à Lisbonne, l'inefficacité de son réseau d'évacuation pour endiguer les trop fréquentes inondations au pied de ses sept collines.

En l'occurrence, pas moins de 115 en cent cinquante ans, souligne **Público**. "On se croirait au XIX^e siècle", déplorent les Lisboètes auprès du quotidien. Dans un billet intitulé "Chronique d'une ville liquide", le directeur du journal, Manuel Carvalho, s'interroge : "Une ville comme Lisbonne, un jour de tempête et d'inondation, provoque un sentiment

immédiat et inconfortable de siège." "Une sorte de fatalité qui limite la liberté de mouvement, perturbe la vie quotidienne, laisse dans l'air un sentiment de privation et ravive l'irritation des questions restées sans réponse. C'est ça, une capitale européenne?"

Le chaos qui règne dans la ville chaque fois que le pluviomètre bat des records doit appeler les autorités à un sursaut, renchérit la directrice de **Visão**, Mafalda Anjos : "Le changement climatique a bon dos, car il camoufle la faute des acteurs ayant des responsabilités. Il ne fait aucun doute que nous allons tous devoir apprendre à mieux gérer les situations extrêmes, de la planification à la réaction en passant par la prévention."

João Vieira Pereira, directeur d'**Expresso**, abonde : "Si les travaux de drainage de Lisbonne n'étaient pas au point mort depuis près de vingt ans, si les six maires précédents n'avaient pas opté pour des travaux visibles qui leur garantissaient plus de votes et de popularité, alors peut-être la situation n'aurait-elle pas été dramatique."

Ces "problèmes éternellement reportés" ont également fait l'objet de l'éditorial de Nuno Tiago Pinto, le directeur de **Sábado** : "Il y a deux façons de voir les inondations à Lisbonne. L'une, pessimiste, fera dire que le plan de drainage n'a échoué que par paresse, négligence ou incompétence. L'autre, optimiste, pourrait convenir, en revanche, que vingt ans, ce n'est pas si long : après tout, cela fait cinquante ans que l'on discute de l'emplacement du nouvel aéroport."



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

La Key lime pie en quatre étapes

Tarte officielle de l'État de Floride depuis 2006, ce dessert au citron vert n'est pas si compliqué à réaliser.



Source

1843. Cette publication en ligne, associée à l'hebdomadaire britannique *The Economist*, propose régulièrement des infographies, en particulier pour mettre en scène des recettes de cuisine. Celle-ci vise à préparer une Key lime pie au citron vert

et au lait concentré sucré, tarte officielle de la Floride, qui aurait été inventée en 1931 à New York. En réalité, son origine fait débat. Mais pas ses ingrédients. Découvrez d'autres préparations culinaires dans le Courrier des recettes, notre rendez-vous hebdomadaire.

360



MAGAZINE

Le petit train des Carpates • Voyage	44
Les pêcheurs capitaux de Carla Simón • Cinéma	45
Le grand âge d'or des femmes artistes • Art	46
La terrible destruction du quartier rouge de Téhéran • Histoire	47

Chaque hiver, une vague d'échassiers déferle sur les rives de la ville indienne, l'une des plus peuplées du monde. Le phénomène, récent, commence à être étudié par les scientifiques. Il soulève de multiples questions sur les spécificités et l'évolution des écosystèmes urbains.

—Hakai Magazine Victoria [Canada]



Il n'est pas encore 8 heures du matin et le soleil tape déjà dur sur la petite barque ancrée à un kilomètre de la rive orientale de Thane Creek, un bras de mer qui sépare la ville insulaire de Bombay du continent indien. Un chiffon jaune utilisé comme point de référence par les scientifiques flotte au vent devant la rangée de palétuviers qui bordent la rive. Derrière les arbres, de grands immeubles miroitent au milieu d'un brouillard de pollution; devant eux, des milliers de flamants sont rassemblés, ou arrivent en volant des sites de perchage alentour.

Au fur et à mesure que le soleil monte dans le ciel, l'eau de la marée dans la partie basse de la baie se retire, mettant à nu les vasières, ces garde-mangers pour flamants. L'armée rose avance.

Dans la barque, Mrugank Prabhu sort son appareil photo de son sac, installe son télescope et commence à compter. Ce scientifique travaille pour la Société d'histoire naturelle de Bombay (BNHS), une association vieille de 139 ans, engagée dans la conservation des espèces et la protection de la biodiversité dans toute l'Inde. L'organisme dirige une ambitieuse mission d'observation sur dix ans pour tenter de comprendre un phénomène unique : chaque hiver, des volées de milliers de flamants roses et de flamants nains [eux aussi de couleur rose] convergent vers Bombay, formant une mer rose sur fond de gratte-ciel, de ponts et de raffineries pétrolières dans la baie de Thane Creek, qui s'étend sur 26 kilomètres.

Ce rassemblement saisonnier est une source d'émerveillement à Bombay, mais aussi un peu un mystère. Ce n'est que dans les années 1990 que les flamants ont commencé à arriver en nombre à Bombay. En fait, la croissance de la ville dans les années 1970 et 1980 a entraîné une augmentation du volume des eaux usées non traitées qui se déversent dans Thane Creek, ce qui a favorisé la prolifération des algues, la principale nourriture des flamants. La zone est donc devenue un garde-manger pour les échassiers, dont le nombre a augmenté au cours des deux dernières décennies, passant d'une dizaine de milliers en 2007 à environ 130 000 en 2022.

Selon les spécialistes, ce phénomène illustre la richesse et la complexité des écosystèmes côtiers urbains en Inde. Parfois, *“les activités humaines créent des conditions à première vue désastreuses pour la nature, mais qui constituent en réalité une bénédiction pour certaines espèces. En fait, derrière la grisaille [urbaine] se cache énormément de richesse biologique”*, explique Sunjoy Monga, un naturaliste local expérimenté, membre de la BNHS, qui a dirigé une étude sur la faune à Bombay.

Aujourd'hui, les flamants sont en passe de changer l'approche écologique de la ville, en montrant tout ce que la vie sauvage peut apporter sur le plan de la protection de l'environnement, même dans des milieux où elle est soumise à une pression extrême. Les oiseaux sont devenus une source de fierté pour les habitants. Des citoyens organisent d'ailleurs tous les ans des fêtes et des courses sur le thème du flamant pour sensibiliser la population à l'importance des zones humides locales. En 2018, les pouvoirs publics ont décidé de créer une réserve naturelle pour flamants roses et nains sur près de 1 700 hectares dans la baie et sur ses berges.



↓ Le long de Thane Creek, le bras de mer qui sépare les villes jumelles de Bombay et de Navi Mumbai, en mai 2018. Photo Bachchan Kumar/Hindustan Times/Getty Images

SOURCE



HAKAI MAGAZINE

Victoria, Canada
hakaimagazine.com

Ce magazine en ligne emprunte son nom à une zone maritime protégée au large de Vancouver. Il a été lancé en 2015 pour faire découvrir le monde des littoraux, lieux où habite presque la moitié de

la population mondiale. L'idée : transformer des découvertes scientifiques en histoires captivantes. Le site dépend du Hakai Institute, un centre de recherche et d'enseignement sur l'écologie, financé par la Tula Foundation, une fondation privée de Colombie-Britannique.

ay, flamants



Pourtant, des menaces pèsent toujours sur ces oiseaux remarquables, notamment à cause d'un pont en cours de construction sur la partie inférieure de Thane Creek, là où l'eau du fleuve se déverse dans le port de Bombay. Financée par l'administration régionale chargée de l'aménagement du territoire, l'étude de la BNHS - la première de cette durée menée en zone urbaine en Inde - a pour objectif d'observer les conséquences de la construction du pont et d'autres aménagements, en surveillant le nombre et l'évolution biologique des flamants, ainsi que les caractéristiques biochimiques de la baie.

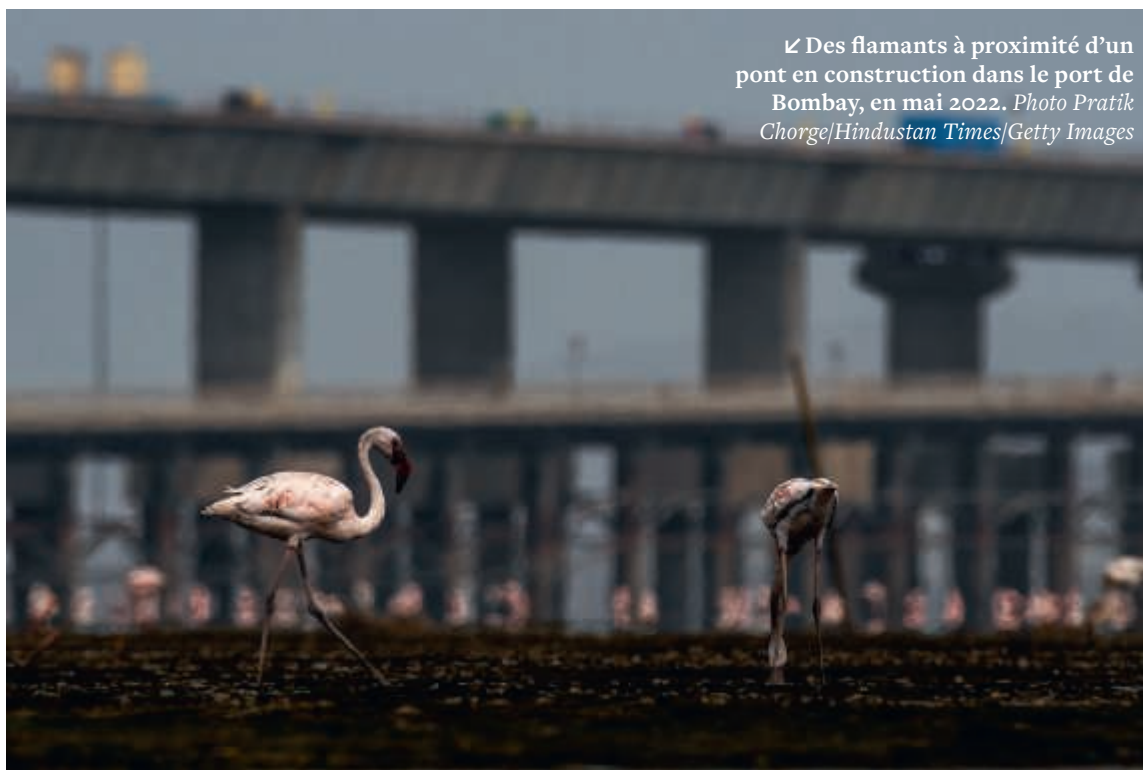
À mi-parcours, l'étude a déjà révélé quelques surprises : les échassiers semblent bien s'adapter pour l'instant à la construction du pont, puisqu'ils sont toujours présents à environ 500 mètres du chantier. Néanmoins, les mêmes changements environnementaux qui avaient contribué à les attirer sur place sont en train de modifier les vasières d'une manière qui pourrait hypothéquer leur avenir.

On a tendance à associer les grands regroupements de flamants roses et de flamants nains à ceux des lacs salins et alcalins du Kenya et de la Tanzanie. Alors que les flamants roses peuvent vivre à la fois dans des habitats d'eau salée et d'eau douce, les flamants nains se trouvent uniquement dans des eaux salines, et leur espèce est considérée comme "quasi menacée" par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). En fait, l'Inde possède la plus grande population de flamants nains en dehors du continent africain, principalement dans les déserts salés de l'État du Gujarat [au nord de Bombay].

Même si les données historiques sur les flamants à Bombay sont rares, un document datant de 1891 évoque quand même leur présence occasionnelle comme oiseaux de passage dans la région. On pense que les volées de flamants qui arrivent aujourd'hui sur place proviennent en grande partie des aires de reproduction dans le Gujarat, à quelque 600 kilomètres de là. Six oiseaux équipés de balises de géolocalisation en mars [2022] ont d'ailleurs migré vers cette région en partant de Bombay. Les scientifiques de la BNHS comptent sur la pose de nouvelles balises pour découvrir les autres destinations des flamants dans les années à venir, explique Mrugank Prabhu.

En attendant, grâce aux efforts de baguage des pattes des échassiers déployés par la BNHS, les scientifiques savent déjà que certains oiseaux reviennent à Bombay année après année. Depuis que des flamants ont découvert cette zone d'alimentation riche en matières fécales, ils ont été rejoints par beaucoup d'autres. C'est comme s'ils avaient la mémoire des lieux, constate Mrugank Prabhu. Les lieux en question sont longés à l'ouest par 400 kilomètres carrés d'installations portuaires et nucléaires, et à l'est par des gratte-ciel et un autre port. Entre les deux, des pans de nature parviennent à s'épanouir : on estime à 65 le nombre d'espèces d'oiseaux migrateurs vivant dans les vasières de Thane Creek, qui s'étendent sur 7 kilomètres carrés ; 100 autres espèces d'oiseaux peuplent les mangroves environnantes.

Pour se faire une idée du nombre de flamants, Mrugank Prabhu et son équipe de huit personnes partent en barque, armés de jumelles et de télescopes, pour compter les oiseaux présents le long d'un transect de 1 kilomètre marqué par des drapeaux de couleur accrochés aux palétuviers. À l'embouchure de la baie, qui s'ouvre sur plusieurs kilomètres de largeur, les membres de l'équipe, chacun dans sa barque, doivent ramer pour se rapprocher de la rive, de manière à s'y trouver juste au moment de l'arrivée des oiseaux, quand l'eau se retire. Ainsi, ils peuvent se



↙ Des flamants à proximité d'un pont en construction dans le port de Bombay, en mai 2022. Photo Pratik Chorge/Hindustan Times/Getty Images

positionner au cœur de l'action, et effectuer un décompte fiable. Ils attendent donc pendant des heures, coincés sur place jusqu'au prochain cycle de marée.

Vus de près, les flamants ne forment plus une masse rose uniforme. Nous sommes en avril et de nombreux flamants nains, tout jeunes, sont encore gris-blanc et n'ont pas pris leur teinte rose. Les flamants roses dominent de leur hauteur les flamants nains ; bien que leur population soit plus importante au niveau mondial, ici ils sont nettement inférieurs en nombre. Ce qui faisait penser à distance à un concert de klaxons se réduit désormais à des cris individuels rappelant différents sons, allant des bruits de pets aux grognements porcins.

Les oiseaux se nourrissent sans relâche, arpentant les vasières, fouillant le sol avec leur bec et extrayant leur nourriture de l'eau boueuse grâce à un système de filtration qui leur est propre. Si l'alimentation des flamants roses est variée puisqu'ils consomment notamment des moules, des crevettes et des cyanobactéries (connues aussi sous le nom de "algues bleues"), les flamants nains, eux, mangent surtout des cyanobactéries. Or celles-ci sont présentes en grandes quantités dans les vasières de Thane Creek, plus que dans les autres baies de l'État, explique Reshma Pitale, la chercheuse en biologie marine qui dirige l'équipe de la BNHS chargée de surveiller la qualité des eaux et du sol dans la baie. Par ailleurs, la densité des cyanobactéries semble augmenter à partir de novembre, justement quand les flamants commencent à arriver.

Il s'agit là d'un processus logique pour Pawan K. Dadheech, professeur de microbiologie à l'Université centrale du Rajasthan et coauteur d'une étude internationale menée en 2016 sur l'alimentation du flamant nain.

Les mêmes changements environnementaux qui ont attiré les échassiers pourraient un jour les faire fuir.

En effet, comme il l'explique, les flamants nains préfèrent un certain type de cyanobactéries, les *Arthrospira*, ou spirulines, qui nécessitent une eau alcaline. Thane Creek a beau regorger de ce genre d'algues, les pluies des moussons [durant l'été] diluent l'eau de la baie, ce qui fait baisser son alcalinité et donc la quantité de cyanobactéries. En revanche, lorsque les pluies cessent en septembre et que les températures augmentent, "les conditions sont favorables à la production de [cyano]bactéries, en particulier d'*Arthrospira*". Les examens réalisés par l'équipe de la BNHS devraient permettre d'éclaircir ce phénomène au cours de l'année qui vient.

Cependant, il n'y a pas que l'augmentation de la nourriture issue des eaux usées qui contribue à attirer les flamants dans cette zone. En examinant de près les images satellite de la baie, Mrugank Prabhu a constaté un accroissement spectaculaire à partir des années 1980 des dépôts de boue à l'origine de la création de ces grandes vasières, terre d'élection des flamants. Un tel changement est confirmé par les plus âgés des pêcheurs du coin, qui se souviennent qu'autrefois ils pouvaient marcher sur une plage de sable qui s'étendait sur une grande partie de la baie. Le sable, maintenant disparu, a laissé la place à de la boue. Selon Mrugank Prabhu, les dépôts de boue sont sans doute la conséquence de l'accumulation de gravats et d'eaux usées provenant de l'expansion urbaine sur les rives orientales et poussés dans la baie par les moussons.

Le long de Thane Creek, la présence d'autres espèces d'échassiers migrateurs pourrait également être en hausse, même s'il faudra recueillir des données supplémentaires pour confirmer cette tendance, précise le chercheur. Le cas des petits échassiers est intéressant, selon lui, car leur lieu d'origine ou de destination est souvent un mystère. On ne sait pas, par exemple, de quelle région de l'Arctique précisément vient le petit bécasseau, de passage chaque année dans la baie. En juin 2021, un bécasseau cocorli, qui niche en Sibérie, a été repéré à 4500 kilomètres de là, à Tianjin, en Chine, après avoir été marqué ici. En avril [2022], un chevalier gambette, bagué en 2018 par l'équipe de la BNHS, a été aperçu en Russie.

La région de Bombay semble être une étape importante sur l'axe migratoire d'Asie centrale, une route aviaire migratoire entre l'océan Arctique et l'océan Indien, explique Mrugank Prabhu, et cela a probablement toujours été le cas. La campagne de baguage menée dans le cadre de l'étude, avec plus de 15 000 oiseaux marqués depuis 2018, devrait permettre d'en savoir plus sur les voies de migration empruntées par les oiseaux.

Mrugank Prabhu et son équipe comptent également s'intéresser aux zones de reproduction des flamants dans le Gujarat au cours de l'année à venir, pour voir si certains facteurs ne les pousseraient pas à chercher de la nourriture ailleurs. Une perturbation de leur habitat de reproduction pourrait-elle forcer les flamants à s'installer à Bombay toute l'année, et pas seulement de manière saisonnière? C'est peu probable, compte tenu de la violence des moussons locales et du stress lié à un milieu urbain bruisant d'activités, indique le scientifique : "Pour la reproduction, il en va tout autrement [que pour l'alimentation]. Les flamants ont besoin d'être dans un lieu sûr et isolé, où ils seront peu dérangés. Il leur faut aussi beaucoup de boue pour construire les monticules qui constitueront les nids." Du fait des faibles précipitations et de leur situation à l'écart, les déserts de sel du Gujarat offrent un espace plus sûr pour la nidification.

Paradoxalement, à Bombay, l'habitat des vasières dont dépendent les flamants est désormais menacé par la croissance excessive des mangroves, également favorisée par les nutriments issus des eaux usées. Comme les mangroves ne peuvent pas s'étendre vers l'intérieur de la ville, elles poussent dans la baie, explique Mrugank Prabhu. Des observations satellite montrent que les mangroves, en réduisant la largeur de la voie d'eau, empiètent sur les vasières. On sait qu'elles constituent pourtant un bouclier vital contre les marées de tempête et l'élévation du niveau de la mer; elles servent également de nurseries pour les poissons. Leur abattage a été interdit dans l'État du Maharashtra en 2018 au terme de dizaines d'années de batailles juridiques pour arrêter leur destruction. En raison de cette interdiction, les responsables de la réserve de flamants de Thane Creek ne peuvent plus désormais enlever les jeunes pousses de palétuviers sans l'autorisation des tribunaux.

La complexité des écosystèmes côtiers et urbains bouleverse la conception que l'on a habituellement de la protection de l'environnement, et notamment la valeur des règles de portée générale. Elle souligne l'importance de l'étude menée par la BNHS, estime K. S. Gopi Sundar, un scientifique de Seva Mandir, une association d'Udaipur, en Inde. "Les écosystèmes urbains en Inde sont pour le moins mal connus", note-t-il. La démarche de conservation adoptée s'est souvent inspirée de l'Occident ou de la gestion des forêts, où les conditions sont différentes, souligne le chercheur. Ainsi, la diversité des oiseaux présents dans les zones urbaines en Inde est souvent bien supérieure à celle des pays tempérés. "Nous ne pouvons pas utiliser un manuel européen pour gérer nos zones humides."

Les habitats côtiers sont des milieux dynamiques, influencés à la fois par la terre et la mer, ajoute Reshma Pitale. Les sols et la biodiversité de Thane Creek changent selon que l'on est en amont ou en aval, et au fil des marées et des saisons. De plus, si la pollution est bénéfique pour les flamants, elle est mortelle pour les poissons. La diversité piscicole de la baie s'est effondrée depuis les années 1980, passant de 22 espèces recensées au début des années 1990 à 12 lors d'une étude effectuée en 2000.

Ce déclin est attribué à la pollution industrielle des décennies précédentes, mais aussi à l'augmentation des eaux usées et des déchets ces dernières dizaines d'années.

Les changements dans la quantité et la composition de la boue peuvent également avoir une incidence sur les organismes présents dans les vasières. Ainsi, ces deux dernières années, Reshma Pitale et son équipe y ont observé une explosion d'espèces exotiques de bivalves. "Cela va-t-il changer le milieu, en supplantant d'autres organismes? se demande la biologiste. Tout peut arriver!"

Le 22 avril, le Jour de la Terre, un petit groupe d'habitants issus de la classe moyenne supérieure s'est donné rendez-vous sur un sentier longeant une parcelle de mangroves densément boisée à Navi Mumbai, sur la rive orientale de l'embouchure de Thane Creek. Cette mangrove ainsi que les mangroves et les étangs peu profonds des alentours constituent des sites de perchage pour les flamants lorsque la marée haute recouvre les vasières. Les citoyens, tous membres de Save Navi Mumbai Environment, un réseau de citoyens œuvrant pour la protection des mangroves et des zones humides locales, me racontent ce qui les a conduits à militer en faveur de la protection de l'environnement. Pour beaucoup, c'est la destruction des espaces verts au pied de leurs immeubles qui les a d'abord touchés. Un homme qui est venu avec son jeune fils explique qu'il s'est engagé après avoir vu disparaître

Bénéfique pour les flamants, la pollution est mortelle pour les poissons. La diversité piscicole de la baie s'effondre.

un étang près de chez lui à cause d'un projet d'aménagement urbain. Un autre raconte que sa femme et lui se sont rendus il y a quelques années au Kenya pour voir des flamants au lac Nakuru, sans savoir qu'il y en avait dans leur ville. "C'était vraiment stupide!" reconnaît-il.

Après la rencontre, Sunil et Shruti Agarwal, les cofondateurs de Save Navi Mumbai Environment, m'emmènent dans leur appartement, situé dans une des centaines de tours bâties le long des zones humides de la baie. Depuis leur balcon, au 13^e étage, on peut voir les mangroves qui les ont poussés à s'engager dans la défense de l'environnement, ainsi qu'à marée haute les flamants qui ont rallié d'autres personnes à leur cause.

Peu de temps après leur emménagement en 2013, les Agarwal ont dû batailler pour s'opposer au défrichage d'un terrain en vue de la création d'un nouveau projet immobilier et d'un terrain de golf sur ces zones humides. À l'époque, leurs voisins leur avaient dit qu'ils n'avaient aucune chance de gagner, car le promoteur du projet était une filiale du puissant groupe Adani. Mais en 2018 la Cour suprême de Bombay a fait stopper le chantier, ce qui a constitué pour le couple une première grande victoire. Depuis lors, ils se battent contre d'autres projets d'aménagement dans les zones humides voisines et cherchent à sensibiliser la population à l'importance de la biodiversité locale. Ils ont enrôlé leur fils et leur fille, ainsi que des amis à eux, pour organiser des fêtes de quartier avec des jeux et des activités pour les enfants, ainsi qu'un marathon annuel pour sensibiliser les gens au sort des flamants roses et nains, le Run for Flamingos, qui a enregistré pas moins de 2 000 participants en 2020. "Les zones humides ne feraient courir personne..." fait remarquer Surabhi, la fille des Agarwal.

Les responsables de la réserve, gérée par l'office national des forêts, encouragent un tourisme à petite échelle axé sur le flamant dans l'espoir d'informer le public sur les menaces qui pèsent sur ces oiseaux et leur habitat. Avant la pandémie de Covid-19, un centre d'éducation marine et des promenades en bateau pour voir les flamants attiraient près de 17 000 visiteurs par an, dont des bus entiers d'écoliers, indique Virendra Tiwari, le haut fonctionnaire de l'office des forêts chargé de la réserve. Son service a lancé un plan de gestion ambitieux de la réserve, qui prévoit des mesures de sécurité accrues pour empêcher toute construction illégale, la création d'un grand musée sur les rives de la baie et davantage de bateaux pour les promenades, mais pas trop non plus, pour ne pas perturber les oiseaux.

Virendra Tiwari espère que la récente classification de la réserve en "zone humide d'importance internationale", selon les critères de la Convention de Ramsar [un traité international signé en 1971], limitera également la destruction des "zones humides satellites". Ces sites de perchage situés en dehors de la réserve de 16,8 kilomètres carrés sont désormais considérés comme faisant partie d'une zone tampon beaucoup plus large, de 48 kilomètres carrés, où une "exploitation rationnelle" est de mise.

Si la pandémie a entraîné la suspension de nombreuses activités dans la réserve, elle a accru l'engouement pour les flamants roses et nains. Lors du confinement de 2020, les habitants de Navi Mumbai, bloqués chez eux, n'ont eu rien d'autre à faire que de contempler le spectacle des milliers d'échassiers nichés à marée haute sous leurs fenêtres. Les flamants ont fait une apparition particulièrement spectaculaire cette année-là, en décrivant des arcs de cercle dans un ciel qui s'était soudain dégagé, se souvient Shruti Agarwal. Les photos et les vidéos des flamants sont devenues virales, jusque sur les réseaux sociaux étrangers.

Si le flamant est un totem très utile à l'écologie locale, il peut aussi être réduit à un simple symbole vide de sens, comme l'ont constaté les Agarwal. Ainsi, à la fin de 2021, la municipalité locale a décidé de baptiser Navi Mumbai "Flamingo City" ["la ville du flamant"], en installant des statues de l'échassier dans les rues et en le représentant sur des fresques murales. Mais les organismes locaux n'ont pas mis fin pour autant aux projets d'aménagement en zone humide. Si le gouvernement sauve les zones humides, "je serai la première à sortir dans la rue, déguisée en flamant rose", assure Shruti.

Sur les vasières où je me trouve avec Mrugank Prabhu, le soleil est au zénith et la marée monte. Les flamants regagnent le rivage en se pavanant. Mrugank Prabhu prend les dernières notes, range son télescope et sort la rame, prêt à pagayer contre les forts courants de la pré-mousson. Son décompte de la journée : 15 000 flamants sur son seul transect. Tout autour, certains prennent leur envol, s'étirant comme des crosses de hockey roses, pour rejoindre leur perchoir.

Les flamants de Bombay sont une merveille accidentelle, née par inadvertance à la fragile intersection de deux mondes : la ville et la nature. L'habitat plein de vie des zones humides, où intérêts humains et intérêts écologiques entrent en concurrence, pourra-t-il continuer à héberger ces oiseaux dans les années à venir? Les habitants de la métropole l'espèrent, bien sûr. En tout cas, pour l'instant, les flamants apportent une touche inattendue de beauté et d'espoir dans la grisaille.

—Vaishnavi Chandrashekar
Publié le 6 décembre 2022



Embarquez dans le petit train des Carpates



C'est l'un des plus anciens chemins de fer de montagne en Europe. Un journaliste hongrois raconte son périple sur la ligne Oravita-Anina, en Roumanie.

—Mandiner Budapest

Une forme particulièrement dommageable d'accaparement se manifeste lorsque nous nous appuyons sur des exemples étrangers pour évoquer nos accomplissements, qu'ils soient politiques, économiques, artistiques, techniques ou de quelque autre nature. Le "Ronaldo hongrois" joue bien sûr adroitement au football, mais la formulation suggère qu'il n'est Ronaldo qu'en Hongrie. De telles tournures semblent exclure la possibilité que quelque chose puisse être à la fois hongrois, d'Europe centrale, européen et de classe mondiale.

Cette réflexion me trotte dans la tête lorsque je pense au train qui serpente entre Oravita et Anina, surnommé le "Semmering du Banat" [la ligne de Semmering, dans les hautes montagnes d'Autriche, est classée au patrimoine mondial de l'Unesco; le Banat est le nom autrefois donné à une région dans l'ouest de la Roumanie]. Plus exactement, cette comparaison s'impose à moi lorsque j'essaie de me remémorer ce jour de novembre [2021] où j'ai visité ce coin perdu de la région de Caras-Severin.

Dans la rue principale d'Oravita, devant la gare érigée au temps de l'Empire austro-hongrois [1867-1918] et qui a connu des jours meilleurs, des taxis Dacia fumants attendent des passagers. Pas âme qui vive, de près ou de loin, dans les environs.

La ligne ferroviaire partant d'Oravita est l'une des toutes premières à avoir été construite sur le continent européen, et la toute première de l'histoire de la Hongrie et de l'actuelle Roumanie. Elle a été quelque peu éclipsée par la ligne de chemin de fer de Semmering, bâtie à la même époque, au milieu du XIX^e siècle.

Elle est sortie de terre grâce à l'exploitation du charbon dans le massif d'Anina. Ce charbon noir de qualité représentait un produit recherché dans tout l'Empire austro-hongrois. Mais comme il arrivait difficilement jusqu'aux utilisateurs, son extraction a longtemps été non rentable. La ligne ferroviaire devait simplifier son acheminement, mais les conditions de terrain ont considérablement compliqué la construction de celle-ci.

Quelques touristes. À l'époque communiste [1945-1989], le régime roumain a exploré de nouvelles mines dans la région et a même exploité de l'uranium, mais il va sans dire que l'âge d'or de ce train de montagne était déjà passé depuis belle lurette. Après la révolution roumaine de 1989, la fermeture des mines a bouleversé le destin de la ligne ferroviaire et de la région tout entière. Aujourd'hui, seul un train de voyageurs brinquebale quotidiennement sur les rails de la ligne escarpée. Le transport de marchandises a disparu de longue date.

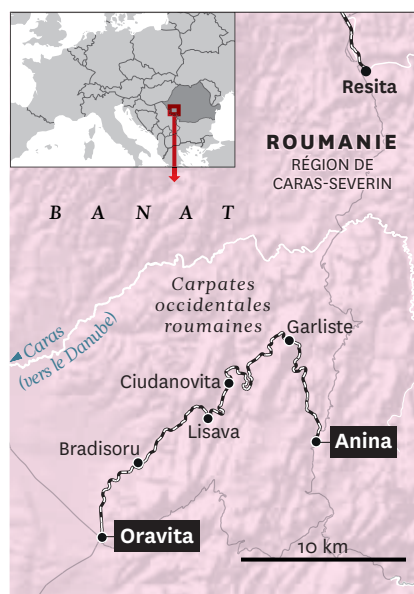
Le jour de mon périple, quelques touristes débarqués de Bucarest [la capitale

roumaine] traînent à la gare d'Oravita. Les trains de voyageurs ne circulent plus sur la ligne reliant le secteur au reste du réseau national. Les personnes qui souhaitent [venir ici] doivent prendre un bus à l'apparence peu amène [à la gare de Resita, distante de plus de 55 kilomètres]. Naturellement, les Bucarestois sont venus en voiture et leurs vêtements de bonne facture illuminent le quai. Eux aussi ont peut-être entendu que la compagnie roumaine de chemin de fer veut fermer la ligne de montagne. Ou alors, sont-ils juste venus pour humer l'air de la province? En retrait du groupe, deux hommes d'âge mûr grognons attendent le train. Certainement des contrôleurs.

Au bord du précipice. Le train démarre. Dans le wagon plus que centenaire, le poêle à bois réchauffe lentement l'atmosphère. Képi vissé sur la tête et sacoches de cuir en bandoulière, le jovial Florin vérifie les titres de transport des passagers. Les deux hommes grognons le suivent comme des bassets escorteraient leur maître et regardent une nouvelle fois les billets. Mais pourquoi diable contrôlent-ils dans ce train qu'on ne peut emprunter que sur réservation? Peut-être souhaitent-ils tout simplement profiter du voyage.

À l'approche des montagnes, le convoi avance quasiment au pas. Nous passons devant une mine d'uranium abandonnée. Les courbes serrées et la vétusté des voies nous empêchent d'accélérer. D'ailleurs, un train s'est autrefois abîmé dans un précipice, raconte Florin, après que ses deux collègues chafouins sont enfin descendus à une station fantôme. De toute façon, qui voudrait se dépêcher ici?

La ligne s'étend sur une trentaine de kilomètres, mais la distance à vol d'oiseau entre Oravita et Anina est bien moindre. Le train n'a presque plus de passagers



réguliers. La plupart sont des touristes. Pour le voyageur habitué au faible relief hongrois, le train cahote sur des pentes vertigineuses, entre ravins et falaises abruptes, puis traverse de nombreux tunnels. On pourrait facilement toucher du doigt les villages délabrés. L'un d'entre eux devait s'agrandir lorsque ce train n'était pas encore qu'une curiosité, mais les travaux ont subitement cessé et ne s'achèveront probablement jamais. Des outils de chantier gisent toujours dans un des tunnels.

Tandis que nous brinquebalons au bord du précipice, l'à-pic devient de plus en plus vertigineux. Le viaduc au-dessus de la rivière Jitin domine de quarante mètres la vallée. Les lambeaux d'un drapeau roumain défraîchi, accroché à une rambarde, claquent au vent. Nous cheminons ensuite péniblement sur la voie étriquée accrochée à la paroi rocheuse, comme si nous nous trouvions dans un décor de train miniature conçu par un

Les courbes serrées et la vétusté des voies nous empêchent d'accélérer. Mais qui voudrait se dépêcher ici ?

modéliste excessivement enthousiaste, où tout serait aussi beau et excitant qu'un conte merveilleux.

Des nouvelles traces d'activité humaine émergent d'une forêt. Après des bâtiments en ruine et des sites industriels désaffectés, nous arrivons au terminus de la navette, l'imposante gare d'Anina, construite à flanc de montagne entre des maisons de mineurs. C'est un petit miracle que notre locomotive ne se trompe pas de voie entre les rails couverts de mauvaises herbes. La station d'Anina était visiblement conçue pour un important trafic, complètement disparu aujourd'hui. La mine de charbon d'Anina a fermé ses portes il y a plus de quinze ans, après un grave accident. Depuis, Anina connaît le même destin que ces villes minières végétant et disparaissant en silence, dont il n'est guère à la mode de se préoccuper.

Le train ne s'éternise pas. Un demi-tour, la pause cigarette de rigueur, et les cheminots rappellent déjà tout le monde à bord. Ils ignorent combien de temps cette ligne perdurera. Selon Florin, 90 collègues travaillent dans l'atelier ferroviaire d'Oravita, soit bien plus qu'il n'en faut pour justifier le fonctionnement d'un seul train quotidien. De temps à autre, l'idée de fermer la ligne ou de ne l'ouvrir que le week-end arrive sur la table. Pour l'heure, le train roule encore.

—Levente Laszlo Greczula

Publié le 6 novembre 2022

plein écran. 

Les pêcheurs capitaux de Carla Simón



Ours d'or à Berlin, *Nos soleils* sort en France le 18 janvier. Cette chronique catalane sur un monde agricole désenchanté laisse éclater le lumineux talent de sa réalisatrice.

— **El Confidencial** (extraits) Madrid

Trois enfants jouent dans une 2 CV toute déginglée, ils s'imaginent à bord d'un vaisseau spatial qui visite des futurs possibles. Jusqu'à ce qu'une pelleuse [chargée de déblayer le terrain] vienne les arracher à leurs rêves. Et à leurs terres.

On pourrait dire beaucoup de choses sur *Nos soleils*, le deuxième long-métrage de Carla Simón, on resterait très en dessous de ce monument. Un Ours d'or à Berlin, le premier depuis quarante ans [et la récompense attribuée en 1983 à *La Ruche*, de l'Espagnol Mario Camus], est déjà une consécration. Mais on peut difficilement mettre des mots sur l'intimité et l'émotion qu'obtient Simón dans son film, à force de simplicité et de gentillesse.

Comme elle l'a déjà fait avec son premier opus, *Été 93* [sorti en France en 2017], Simón a la capacité de créer des films qui n'en sont pas : ses images et sa direction d'acteurs communiquent une sensation de pureté absolue, l'illusion de se trouver devant la réalité elle-même, comme si la réalisatrice, la caméra et l'écran n'existaient pas.

Simón a une capacité rare à questionner sans prêcher, à parler du collectif et de l'universel avec une voix chaleureuse et familière qui échappe au pamphlet. Elle raconte ce qu'elle connaît, et elle le fait avec une empathie stupéfiante. *Été 93* a été sa manière de s'emparer du thème de la famille sur un mode ouvertement autobiographique. C'est l'histoire d'une petite

fillette de 6 ans qui va vivre avec ses oncle et tante après que ses parents sont morts du sida. Dans *Nos soleils*, Simón retourne aux liens familiaux, cette fois en s'appuyant sur l'histoire et sur le rapport à la terre.

La famille Solé existe à l'écran. Quand le spectateur est témoin de ses synergies, de ses échanges, on a beaucoup de mal à admettre que ses membres aient été choisis à l'issue d'un très long casting parmi les habitants de la région. Ce sont des acteurs débutants – hormis Berta Pipó, sœur de la metteuse en scène dans la vie réelle, déjà expérimentée –, qui s'essaient pour la première fois à l'art de faire semblant. Sauf que la magie de Simón est précisément dans l'absence de faux-semblants, dans sa capacité à extraire le personnage de l'individu [qui le joue].

Tous les protagonistes respirent la vérité : ce sont des gens du cru, agriculteurs pour beaucoup d'entre eux. Ils parlent tous le catalan très spécifique de la zone du Segrià [en catalan, El Segrià].

La trame est simple : une famille de *pagesos* ["paysans", en catalan], les Solé, réagit à la décision du propriétaire des terres qu'elle cultive depuis des générations d'en faire un parc solaire, c'est-à-dire de remplacer les pêcheurs par des panneaux photovoltaïques. Simón fait valoir l'importance de la terre, de la relation de la famille avec la terre, dans la construction de son identité.

Et à partir d'un regard intime, elle passe insensiblement à l'universel, à cette perte de mémoire et de racines qu'éprouve aussi

bien un *pagès* qu'un paysan vietnamien, unis dans cette rupture du pacte avec la nature et la terre : tu prends soin de moi et je prends soin de toi. Simón montre cette évolution tragique du travail agricole, ignoré, mal payé, dévoué, non viable, où le seul motif de résistance pour les derniers paysans est un amour tellurique et un sentiment d'appartenance.

Avant, quand la parole valait contrat, le patriarche des Solé, Rogelio (formidable Josep Abad), a obtenu des propriétaires qu'ils lui cèdent la jouissance des terres : "Avant, les choses se faisaient autrement." Pendant la guerre civile [1936-1939], les Solé avaient caché les propriétaires et les avaient sauvés du peloton d'exécution, si bien que ces derniers leur étaient redevables. Mais quelques décennies plus tard, faute de trace écrite, l'héritier des propriétaires terriens décide de transformer l'exploitation en passant à un secteur plus rentable.

Chez les Solé, toute la famille, du grand-père au fils en passant par le beau-frère, vit de l'agriculture, si bien que ce changement pourrait pour eux tous être synonyme de fragmentation, de perte de leurs liens. Les frictions commencent, la culpabilité apparaît, et avec elle la réticence, la résistance et la résilience. En toile de fond, par petites touches, la revendication col-

La réalisatrice raconte ce qu'elle connaît, et elle le fait avec une empathie stupéfiante.

lective : les manifestations de travailleurs de plus en plus précarisés, dans un secteur non viable.

Parallèlement, il y a les jeux des enfants, la chanson des moissonneurs [dont les paroles ont été écrites par la réalisatrice et le scénariste Arnau Vilaró], les fêtes du village, l'adolescence, les grandes tablées pour les petits déjeuners, les déjeuners et les dîners, les journaliers subsahariens, la découverte de la mort, les conversations, les conseils de la grand-mère, la chasse au lapin, les pêches, les abricots, les tomates... Tout cela est raconté sans préjugés, sans condescendance, avec des personnages qui ont une telle épaisseur qu'on pourrait presque les toucher.

Ce n'est pas pour rien que Simón vient d'une famille de *pagesos*. La cinéaste est au diapason de son époque, elle se fait discrètement la chroniqueuse d'une période de transformations dont on ne sait pas où elle va nous mener. Mais son regard est clair et lumineux. Un regard nécessaire quand le récit général annonce l'effondrement du monde. *Été 93* était un petit miracle, *Nos soleils* est d'ores et déjà mythique.

— **Marta Medina**

Publié le 29 avril 2022

✓ Iris (Ainet Jounou) dans une scène du film *Nos soleils*.
Photo Pyramide Distribution

En bref

Les larmes d'un père

"Ma femme m'a dit que si je ne faisais pas le film je devrais dormir sur le canapé", confie en riant Jordi Pujol Dolcet. Cet agriculteur du village catalan de Soses, qui complète ses revenus en travaillant à temps partiel comme agent municipal d'entretien, n'avait "jamais joué de [sa] vie" et n'en avait jamais eu envie, précise **El País**. Repéré lors d'une manifestation paysanne par l'équipe de Carla Simón, il a fini par rejoindre le casting, en grande partie non professionnel, de *Nos soleils*. Il s'est totalement identifié au personnage de Quimet Solé, le père de famille qui voit son exploitation agricole menacée. "Ici, nous avons tous vécu quelque chose de semblable. J'espère que le film servira aussi à mettre ce débat sur la table, parce que nous, les paysans [catalans], nous nous sentons oubliés et seuls", dit-il. Il a tout de même parfois lutté sur le plateau. Le quotidien madrilène raconte qu'il lui a fallu "un mois" de tentatives avant de réussir à verser les larmes exigées dans une scène : "Et s'il se rappelait un choc affectif? Rien. Lui appliquer de la pommade Vicks VapoRub sous les yeux et le nez pour activer le larmolement? Toujours rien. L'enfermer dans une pièce en lui diffusant de la musique déprimante? On l'a retrouvé une heure après, dormant à poings fermés." Commentaire de l'intéressé : "Je n'ai pas le souvenir d'avoir jamais pleuré. Ou alors je devais être très petit, mais pour moi un homme ne devait pas pleurer. Maintenant, je sais que ça peut même être libérateur."

Courrier international est partenaire de ce film.





✓ L'artiste anglaise
Rose Wylie dans son atelier,
en 2019. Photo Pal Hansen

figure rebelle au style bien à elle. Le passage au Wiels d'Huguette Caland, artiste et créatrice de mode libanaise [morte en 2019, à 88 ans], a été tout aussi remarquable [l'an dernier]. À travers ses peintures, qui représentent le corps à la façon d'un paysage, elle s'inscrit dans la lignée des artistes qui ont osé tordre le cou aux conventions.

Si Louise Bourgeois [artiste franco-américaine protéiforme, morte en 2010 à l'âge de 98 ans] est parfois considérée comme le symbole de ce phénomène de reconnaissance tardive, les exemples ne manquent pas à l'échelle internationale. Paula Rego [peintre britannico-portugaise disparue en 2022, à 87 ans] était connue et reconnue pour son exploitation audacieuse de thématiques délicates. Alice Neel,

“On revient à des œuvres plus anciennes, jusqu'alors inconnues, qui élargissent notre champ de vision.”

Dirk Snauwaert,
DIRECTEUR DU WIELS

portraitiste américaine engagée au regard acéré [1900-1984], n'a eu quant à elle le privilège d'entrer dans la cour des grandes qu'à titre posthume.

Une autre révélation “tardive” est mise à l'honneur [jusqu'au 30 avril 2023] au Smak de Gand. Rose Wylie [88 ans, Royaume-Uni] a d'abord accordé la présence à son rôle de mère, tout en poursuivant la peinture dans son petit studio du Kent, loin de l'agitation londonienne. Remarquée à l'âge de 60 ans, elle a rapidement entamé une collaboration avec le célèbre galeriste David Zwirner.

Comme nous le raconte Dirk Snauwaert, directeur du Wiels, le monde de l'art découvre régulièrement de nouveaux univers enchanteurs. “Prenez une artiste comme Luchita Hurtado, dont les œuvres colorées ont été repérées à ses 98 ans [soit deux ans avant la disparition de l'Américano-Vénézuélienne, en 2020]! Le plus frappant à mes yeux, c'est la sincérité, pure, sans fard, souvent rebelle, qui se dégage de ces œuvres. Les générations plus jeunes admirent ces artistes, car elles s'aperçoivent que l'art des années 1980 et 1990 a été quelque peu compromis par un marché trop avide, guidé par les modes. Nous sommes clairement en quête de l'authenticité des précurseurs.” Il poursuit : “Un phénomène similaire s'observe dans le cinéma, la danse, la littérature, l'architecture : on en revient à des œuvres plus anciennes, jusqu'alors inconnues, qui élargissent notre champ de vision.”

Louise Osieka, directrice du centre culturel C-mine, souligne un changement de contexte social : “Aujourd'hui, on est sensibles à beaucoup plus de questions, on accorde enfin de l'attention aux groupes opprimés ou méprisés, aux thèmes qu'ils explorent, et à

des formes de représentation trop longtemps considérées comme de la sous-culture.”

Philippe Van Cauteren, directeur artistique du Smak, parle pour sa part de rectification historique. “De nombreuses conventions sont tombées en décadence, le regard masculin a été remis en question, explique-t-il. Beaucoup reconnaissent aujourd'hui que les femmes ont été injustement évincées, ignorées. L'ensemble des œuvres du collectionneur privé gantois Anton Herbert [mort en 2021] ne compte par exemple qu'une seule artiste féminine : cela en dit long.”

“Des artistes comme Rose Wylie symbolisent à merveille le renouveau de la peinture figurative, poursuit Philippe Van Cauteren. La nouvelle génération manquait de points de référence, auxquels elle a désormais accès. Pour les jeunes, pour qui tout doit aller vite, l'histoire de cette grande artiste, qui a travaillé des années dans le silence de son atelier, est aussi une leçon d'humilité.”

Inès Van den Kieboom, peintre virtuose de l'art naïf, est récemment devenue un phénomène de mode. À 92 ans, elle en a été la première surprise! [La native d'Ostende] collabore aujourd'hui avec le galeriste Tim Van Laere. “Par choix, elle a longtemps gardé son travail pour elle, à l'abri des regards, explique ce dernier. Personnellement, je ne fais aucune distinction en matière d'âge ou de sexe : l'art l'emporte sur le reste. À ce titre, Van den Kieboom fait partie de ces artistes que nous voulons soutenir. Certes, il est évident que ces dernières années les femmes artistes ont été davantage dans la lumière. Mais leur succès est toujours amplement justifié. Je connais peu d'artistes qui ne méritent pas leur renommée.”

D'un point de vue historique aussi, le regard que nous portons sur l'art s'est considérablement élargi ces derniers temps – bien que, pour l'heure, “le canon de l'art néerlandais et flamand de 1350 à 1750” [établi en 2021 par 600 conservateurs du monde entier] ne compte toujours que cinq femmes sur 100 artistes. Michaelina Wautier, peintre à la cour de Bruxelles, à laquelle *The New York Times* vient de consacrer un article [à l'occasion d'une rétrospective proposée au musée des Beaux-Arts de Boston, jusqu'au 12 novembre 2023], ne figure pas (encore) dans la liste. Longtemps, cette grande dame du baroque [1604-1689] n'a été qu'une note de bas de page dans l'histoire de l'art. Son travail était encore, jusqu'à récemment, attribué à des hommes, et nous savons peu de chose de sa biographie.

“Mais le canon classique de la peinture commence à changer”, se félicite Katlijne Van der Stighelen, professeure à l'université de Louvain, à qui l'on doit les recherches à ce sujet. “Non seulement on fait de nombreuses découvertes, mais on vit aussi un moment de réhabilitation. Il n'est jamais trop tard pour apprécier rétroactivement la contribution unique des femmes au monde l'art.”

— Geert Van der Speeten
Publié le 10 décembre 2022

Le grand âge d'or des femmes artistes

Les expositions consacrées à des artistes femmes octogénaires ou nonagénaires se multiplient. Cette reconnaissance tardive reflète les changements en cours dans le monde de l'art.

— De Standaard Bruxelles

Le troisième âge serait-il en train de s'emparer du monde de l'art? Avec une bonne dose de sarcasme, une jeune artiste a dernièrement interpellé le directeur d'un centre d'art contemporain à ce sujet : devra-t-elle attendre ses 90 ans pour être enfin découverte?

Difficile, en effet, d'échapper au phénomène : ces dernières années, un grand nombre de femmes artistes d'âge mûr ont été sorties de l'oubli. Dans un monde de l'art dominé par les hommes, elles étaient demeurées invisibles. Après avoir aspiré toute leur vie à la reconnaissance, le plus souvent en vain, elles entrent aujourd'hui par la grande porte.

Il s'agit en général de forces tranquilles qui, dans l'ombre, ont travaillé à des œuvres remarquables. Il en va ainsi de [la Bruxelloise] Jacqueline Mesmaeker, qui avait été sélectionnée en 1979 pour une grande exposition sur “l'art actuel en Belgique” [au Smak, le musée d'art contemporain de

Gand], avant que l'intérêt pour son travail ne se tarisse. En 2020, enfin, elle a été exposée au palais des Beaux-Arts de Bruxelles, à 91 ans. Son univers poétique a été, pour beaucoup, une immense découverte.

[La Belge] Marianne Berenhaut, 88 ans, fait renaître des récits intenses avec ses installations composées d'objets délabrés. Au travers d'éléments trouvés ou abandonnés, elle évoque ses traumatismes et le souvenir des membres de sa famille ayant péri à Auschwitz. Une exposition à C-mine [un ancien site minier de Genk, dans l'est de la Belgique, reconverti en musée et en centre culturel] lui a offert [en 2021] une consécration tardive.

À l'occasion de son exposition [au Wiels de Bruxelles, en 2021], le travail de [la Néerlandaise] Jacqueline de Jong, 83 ans, a été décrit comme celui d'une “vieille tante vandale”. Dans les années 1960, de Jong était une artiste anarchiste et l'éditrice d'un magazine d'avant-garde. Ce n'est que très récemment qu'on a fait une place sur le devant de la scène à cette

histoire. 

La terrible destruction du quartier rouge de Téhéran

1979 — Iran. Sous le gouvernement provisoire, entre la chute du chah et l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny, les comités révolutionnaires font la loi. Et s'en prennent aux prostituées.



— El Mundo Madrid

➤ En 1979, la foule qui a mis à feu le quartier rouge de Téhéran exhibe le corps brûlé d'une prostituée présumée.

Photo A. Abbas/
Magnum Photos

Après plusieurs mois de manifestations en Iran contre la répression des femmes et la tyrannie du régime islamique, la révolte investit aussi le domaine du passé. Depuis quarante-trois ans, un immense trou noir marque la géographie de Téhéran et la mémoire de ses habitants : Shahr-e No, le quartier rouge de la capitale iranienne, a été détruit un jour de fureur en juillet 1979, quand le tribunal de la révolution a condamné à mort trois femmes accusées de proxénétisme. La foule qui a assisté à l'exécution a pris d'assaut le quartier et semé la panique. L'année suivante, les bulldozers de l'État ont terminé le travail et éliminé toute existence tangible de Shahr-e No. Le site est devenu une immense friche, et il a fallu attendre 1998 pour qu'elle

soit réaménagée en parc. Entre-temps, la République islamique a entrepris d'en faire disparaître tout souvenir : elle a détruit les livres et les pellicules qui racontaient l'existence du quartier. Le nom de Shahr-e No a sombré dans l'oubli, jusqu'à la grande rébellion d'aujourd'hui.

Jairan Gahan, historienne iranienne et professeure à l'université d'Alberta, au Canada, est l'une des personnes qui, par son travail, fait vivre l'histoire de Shahr-e No. Ses travaux montrent que l'apparition du quartier rouge, dans les années 1920, "répondait à une panique morale, à des peurs suscitées par l'urbanisation, au vertige ressenti face au nouveau régime constitutionnaliste et à une douleur liée à la fragilité de la souveraineté nationale". En 1920, la Russie, le Royaume-Uni et la Turquie s'ingéraient dans la vie politique iranienne, qui se caractérisait par un gouvernement laïc et réformiste, mais faible.

"À partir des années 1870, l'existence de la prostitution, à divers endroits de Téhéran, est attestée; elle est tacitement tolérée. Et une lanterne est accrochée à la porte des bordels."

Pendant les quarante années suivantes, quelque chose change. Les prostituées sortent dans la rue, elles deviennent visibles, et Téhéran se remplit de soldats étrangers qui font appel à leurs services, blessant ainsi l'orgueil national.

C'est dans ce contexte qu'est né le quartier rouge. Shahr-e No était une zone proche de la citadelle, de son côté ouest. En mars 1922, le ministère de l'Intérieur du gouvernement laïc a ordonné une rafle des prostituées dans tout Téhéran et les a rassemblées à Shahr-e No. Les onze années suivantes, les autres prostituées de Téhéran ont suivi le même chemin. L'État n'était pas capable de mettre fin à ce commerce, comme l'exigeaient ses citoyens, qui se sentaient humiliés face au monde, angoissés par le vent du changement et privés des normes d'autrefois. La solution a consisté à dissimuler ces femmes. Shahr-e No a été encerclé d'un mur en brique de deux mètres cinquante de haut. Les femmes avaient interdiction d'en passer les portes; celle qui y entrait n'en sortait pas.

Ali Manadipour, architecte iranien et professeur à l'université de Newcastle, explique : "Le périmètre de Shahr-e No était très clair, même si les portes étaient toujours ouvertes aux hommes. Un effort était fait pour veiller à la santé et à l'hygiène des prostituées, car un projet hygiéniste s'étendait à toute la ville à l'époque. C'est notamment la période où a été modernisé l'approvisionnement en eau courante. Reste qu'en réalité ce sont la modernité et l'ordre qui ont guidé la transformation de Téhéran, plutôt qu'un souci de la santé publique."

Shahr-e No était un lieu sordide. Pendant des décennies, des campagnes, tant conservatrices que progressistes, ont appelé à son démantèlement. En 1975, le photographe Kaveh Golestan y a réalisé un reportage, aujourd'hui exposé à la Tate Modern de Londres, d'une dureté quasi insoutenable. Comment concilier cette brutalité avec les images qui circulent souvent sur

les réseaux sociaux et représentent le Téhéran des Pahlavi, où les jeunes femmes posaient en minijupes à l'entrée de leur université?

"Les classes moyennes citadines d'Iran ont amorcé dans les années 1960 et 1970 leur libération sociale. Ces femmes en minijupes étaient beaucoup plus libres que leurs mères. Elles avaient bien plus de liberté à de nombreux égards, mais pas en matière sexuelle, explique Ali Manadipour. Il me semble qu'il y a aujourd'hui à Téhéran une plus grande liberté sexuelle que dans les années 1970. Avec la Révolution islamique, la libération sociale a été interdite, mais elle n'a pas disparu."

L'hypothèse de Jairan Gahan veut qu'une partie de la classe moyenne instruite à Téhéran aspirait à un équivalent musulman de la démocratie chrétienne, à un nouveau constitution-

L'État n'était pas capable de mettre fin à la prostitution. La solution a donc consisté à dissimuler ces femmes, murées dans le quartier rouge.

nalisme islamique. Beaucoup voulaient un gouvernement qui ne répugnerait pas à intervenir sur le plan moral, à "faire ce qui était correct et à empêcher ce qui était incorrect", selon un principe du droit islamique. Pour cette raison, quand Khomeiny est rentré de son exil à Paris, une partie de la classe moyenne l'a accueilli pleine d'espoir. Et quand le nouveau gouvernement religieux a commencé à harceler les prostituées, personne n'a su enrayer le déroulement de la tragédie.

En juillet 1979, l'enceinte de Shahr-e No s'étendait sur plus de 13 hectares et abritait 1 500 femmes, deux théâtres, 178 commerces et 753 vendeurs de rue. Les assaillants se sont employés à brûler les bordels et à persécuter les femmes. Il existe des témoignages de victimes soulignant que, paradoxalement, nombre de leurs clients étaient devenus, du jour au lendemain, leurs vertueux persécuteurs.

— Luis Alemany
Publié le 1^{er} janvier

SOURCE



EL MUNDO

Madrid, Espagne
Quotidien, 266 290 ex.
elmundo.es

Fondé en 1989, "Le Monde" a toujours revendiqué le modèle du journalisme d'investigation à l'américaine, bien qu'il ait parfois tendance à privilégier le sensationnalisme, au détriment du sérieux des informations. Sa ligne éditoriale penche du côté conservateur. El Mundo appartient au groupe médiatique italien MediaGroup.

AVEC 1 DEGRÉ DE MOINS TOUT LE MONDE DORT AUSSI BIEN.

Un degré de moins chez soi, c'est 7%* d'économies sur son chauffage.



Je baisse



J'éteins



Je décale

Découvrez les gestes utiles pour vous et pour tous.